



# RAPPORT ANNUEL SUR L'EFFICACITÉ DU DÉVELOPPEMENT

2021



**IsDB**



البنك الإسلامي للتنمية  
Banque Islamique de Développement



### **Avertissement**

Cet ouvrage est produit par le personnel du Groupe de la Banque islamique de développement. Les résultats, interprétations et conclusions exprimés dans la présente publication ne traduisent pas nécessairement le point de vue du Groupe de la Banque islamique de développement, de son Conseil des Directeurs exécutifs ou des gouvernements qu'il représente. La Banque islamique de développement ne garantit pas la précision des données incluses dans ce document. Les frontières, couleurs, appellations et autres informations figurant sur les cartes de cet ouvrage n'impliquent aucun jugement de la part du Groupe de la Banque islamique de développement quant au statut juridique d'un territoire, ni la reconnaissance ou l'acceptation de ces frontières. Rien de ce qui figure dans le présent rapport ne saurait constituer ou être considéré comme une limitation ou une renonciation aux privilèges et immunités du Groupe de la Banque islamique de développement, qui sont expressément réservés.

### **Remerciements**

La présente publication est produite par le Département du Budget, de la Performance et des Résultats (BPRD) et l'équipe de rédaction tient à remercier sincèrement les autres fonctions clés qui ont travaillé en étroite collaboration avec elle et à leur témoigner sa reconnaissance. Il s'agit notamment du Département d'Évaluation des Opérations (OED), du Département de Recherche économique et des Statistiques (ERS), de la Direction du Chargé en chef des Opérations (COO), de la Direction du Chargé en chef des Produits et des Partenariats (CPPO), du Bureau exécutif du Président (EOP), du Département de la Stratégie et de la Transformation (DoST), et de toutes les sections opérationnelles de la Banque islamique de développement, qui ont travaillé avec diligence en 2021 pour réaliser les buts et objectifs de la BID.

# Table des matières

ABRÉVIATIONS	4
MESSAGE DU PRÉSIDENT	5
APERÇU DES PERFORMANCES D'EXPLOITATION EN 2021	6
NOTE DE SYNTHÈSE	7

## CHAPITRE - 1

INTRODUCTION	17
A. Objectif du RAED	17
B. Méthodologie	17
C. Hypothèses et limites	18

## CHAPITRE - 2

PROGRÈS RÉALISÉS DANS LES PAYS MEMBRES EN MATIÈRE DE DÉVELOPPEMENT (NIVEAU I)	21
A. Perspectives économiques mondiales	21
B. Croissance économique dans les pays membres de la BID	22
C. Progrès dans la réalisation des Objectifs de développement durable	24
D. Impact de la COVID-19 sur les pays membres de la BID	26
E. Indicateurs socio-économiques	30

## CHAPITRE - 3

RÉSULTATS DES ACTIVITÉS DE LA BANQUE EN MATIÈRE DE DÉVELOPPEMENT (NIVEAU II)	21
A. Pilier 1 : Infrastructures écologiques, résilientes et durables	34
B. Pilier 2 : Développement inclusif du capital humain	43
C. Domaines transversaux	48
D. Communautés musulmanes dans les pays non membres	53
E. Principaux résultats des programmes de subvention	56
F. Principaux résultats des activités des fonds gérés par la BID	57
G. Programme de riposte face à la pandémie de COVID-19	65
H. Rapports d'achèvement de projet (RAP)	66
I. Enseignements tirés de l'évaluation des opérations	68

## CHAPITRE - 4

PERFORMANCE ORGANISATIONNELLE (NIVEAUX 3 ET 4)	71
A. Efficacité des opérations	71
B. Progrès vers l'amélioration de l'efficacité opérationnelle	74
C. Performance organisationnelle	78

## CHAPITRE - 5

CONCLUSION	85
------------	----

## Liste des Tableaux

Tableau 1	Programmes stratégiques contribuant aux ODD	09
Tableau 2	PM de la BID affichant les plus fortes prévisions de croissance du PIB réel pour 2021 (en %)	23
Tableau 3	PM de la BID affichant les plus faibles prévisions de croissance du PIB réel pour 2021 (en %)	23
Tableau 4	Répartition de l'extrême pauvreté (pourcentage du nombre total de personnes touchées par l'extrême pauvreté dans les PM de la BID)	27
Tableau 5	Taux de chômage, moyennes mondiale et régionale (en %)	27
Tableau 6	Situation des PM de la BID d'après certains indicateurs socio-économiques	30
Tableau 7	Résultats escomptés des projets approuvés en 2021 : agriculture et développement rural	34
Tableau 8	Résultats des projets achevés : agriculture et développement rural	34
Tableau 9	Résultats escomptés des projets approuvés en 2021 : transport	36
Tableau 10	Résultats des projets achevés : transport	36
Tableau 11	Résultats escomptés des projets approuvés en 2021 : énergie	37
Tableau 12	Résultats des projets achevés : énergie	37
Tableau 13	Résultats escomptés des projets approuvés en 2021 : développement urbain	39
Tableau 14	Résultats des projets achevés : développement urbain	39
Tableau 15	Résultats escomptés des projets approuvés en 2021 : eau et assainissement	40
Tableau 16	Résultats des projets achevés : eau et assainissement	40
Tableau 17	Résultats escomptés des projets approuvés en 2021 : TIC et transformation numérique	42
Tableau 18	Résultats des projets achevés : TIC et transformation numérique	42
Tableau 19	Résultats escomptés des projets approuvés en 2021 : soins et services de santé universels	43
Tableau 20	Résultats des projets achevés : santé	43
Tableau 21	Résultats escomptés des projets approuvés en 2021 : éducation	44
Tableau 22	Résultats des projets achevés : éducation	44
Tableau 23	Résultats escomptés des projets approuvés en 2021 : MPME et création d'emplois	46
Tableau 24	Résultats des projets achevés : MPME et création d'emplois	46
Tableau 25	Liste des projets approuvés en faveur des communautés musulmanes dans les pays non membres	53
Tableau 26	Liste des interventions menées dans le cadre du PSPR dans neuf pays	54
Tableau 27	ODD concernés par les projets du FSID	58
Tableau 28	ODD concernés par les projets du LLF	60
Tableau 29	Tendances de vieillissement du portefeuille	74

# Liste des Illustrations

Illustration 1	Aperçu des performances d'exploitation en 2021	6
Illustration 2	Ensemble d'indicateurs comparant la situation des PM de la BID avec les données mondiales	11
Illustration 3	Tendances et prévisions de la croissance (en %)	21
Illustration 4	Croissance du PIB réel dans les PM de la BID (en %)	22
Illustration 5	Score des PM de la BID concernant les 17 ODD, 2021	24
Illustration 6	Score des PM de la BID dans les cinq dimensions (5 P), 2021	24
Illustration 7	Performance des 17 ODD, 2021	25
Illustration 8	Nombre de personnes touchées par l'extrême pauvreté (nombre total de PM de la BID et PMMA de la BID)	27
Illustration 9	Extrême pauvreté dans les régions de la BID (en millions de personnes)	27
Illustration 10	Évolution du PIB par habitant (prix constants, PPA, dollar international 2017)	28
Illustration 11	Tableau de bord du portefeuille de titres d'EFI (à fin 2021)	48
Illustration 12	Aperçu du tableau de bord du portefeuille de titres d'EFI	49
Illustration 13	Exemples de projets du fonds APIF et leur impact sur la population	61
Illustration 14	Principaux résultats des projets des Fonds Al-Aqsa et Al-Quds	62
Illustration 15	Initiatives soutenues par le Fonds Transform de la BID	64
Illustration 16	Allocation du PSPR par secteur et par région	66
Illustration 17	Tendance et notation des rapports d'achèvement de projet (2018-2021)	66
Illustration 18	Distribution sectorielle des RAP (2021)	66
Illustration 19	Score de performance des RAP par critère	67
Illustration 20	Score d'évaluation de la performance des projets couverts par les RAP par critère	67
Illustration 21	Portefeuille actif par année (millions USD)	72
Illustration 22	Portefeuille actif par secteur	72
Illustration 23	Portefeuille actif par région	72
Illustration 24	Approbatons ROC en 2021 par secteur	73
Illustration 25	Approbatons ROC en 2021 par région	73
Illustration 26	Approbatons ROC en 2021 par mode de financement	73
Illustration 27	Décaissements ROC (millions USD) et Décaissements Ratio (%)	75
Illustration 28	Approbatons ROC vs cofinancement (*les montants ROC englobent les montants des projets pluriannuels)	75
Illustration 29	Approbatons des directives, politiques et procédures	75
Illustration 30	Examen de la méthodologie des PB et révision de SIGNAVIO et de la DP	76
Illustration 31	Objectifs et périmètres de la PES	77
Illustration 32	Formulation du CPIP afin de répondre aux problèmes de mise en œuvre des projets	78

# Abbreviations

<b>ACG</b>	Arab Coordination Group	<b>FSID</b>	Fonds de solidarité islamique pour le développement
<b>RAED</b>	Rapport annuel sur l'efficacité du développement	<b>TI</b>	Technologies de l'information
<b>EA</b>	Économies avancées	<b>ITC</b>	Centre du commerce international
<b>AFAB</b>	Alliance pour la lutte contre la cécité évitable	<b>ITFC</b>	Islamic Trade Finance Corporation
<b>ZLECAf</b>	Zone de libre-échange continentale africaine	<b>PTI</b>	Programme de travail intégré
<b>BAfD</b>	Banque africaine de développement	<b>LDH</b>	Lanao Doctors Hospital
<b>BAII</b>	Banque asiatique d'investissement pour les infrastructures	<b>PMMA</b>	Pays membres les moins avancés
<b>APIF</b>	Awqaf Properties Investment Fund	<b>LLF</b>	Fonds Lives and Livelihoods
<b>CDE</b>	Conseil des Directeurs exécutifs	<b>PM</b>	Pays membre
<b>CDG</b>	Conseil des Gouverneurs	<b>SPPM</b>	Stratégie de partenariat avec les pays membres
<b>DPBR</b>	Département de la performance et des résultats budgétaires	<b>BMD</b>	Banque multilatérale de développement
<b>CAEP</b>	Climate Action Enhancement Package	<b>MENA</b>	Moyen-Orient et Afrique du Nord
<b>CAREC</b>	Coopération économique régionale pour l'Asie centrale	<b>PA</b>	Protocole d'accord
<b>CPIP</b>	Plan d'amélioration du portefeuille pays	<b>CDN</b>	Contribution déterminée au niveau national
<b>CPPR</b>	Examen des performances du portefeuille pays	<b>PNM</b>	Pays non membres
<b>CPRN</b>	Note d'examen du portefeuille pays	<b>ROC</b>	Ressources ordinaires en capital
<b>OSC</b>	Organisation de la société civile	<b>OCI</b>	Organisation de Coopération Islamique
<b>CUB</b>	Solde non décaissé cumulé	<b>SGE</b>	Système de gestion de l'exploitation
<b>CUC</b>	Engagements non décaissés cumulés	<b>PE</b>	Plan d'exploitation
<b>CWIS</b>	Citywide Inclusive Sanitation	<b>CEO</b>	Comité d'examen des opérations
<b>DCO</b>	Digital Cooperation Organization	<b>PNS</b>	Projet de note de synthèse
<b>GD</b>	Gouvernance des données	<b>RAP</b>	Rapport d'achèvement de projet
<b>EED</b>	Établissement d'enseignement à distance	<b>GFP</b>	Gestion financière des projets
<b>DP</b>	Délégation de pouvoir	<b>PIASR</b>	Rapport d'évaluation et de supervision de la mise en œuvre des projets
<b>EEFPP</b>	Fonds d'autonomisation économique du peuple palestinien	<b>PICA</b>	Agence palestinienne de coopération internationale
<b>MEED</b>	Marchés émergents et économies en développement	<b>EPI</b>	Équipement de protection individuelle
<b>RSE</b>	Recherche et statistiques économiques	<b>PPP</b>	Partenariat public-privé
<b>CESAO</b>	Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale	<b>RPMP</b>	Règles de passation des marchés publics
<b>PES</b>	Protection environnementale et sociale	<b>Q&amp;P</b>	Qualification et priorisation
<b>DCF</b>	Département du contrôle financier	<b>GAR</b>	Gestion axée sur les résultats
<b>IED</b>	Investissement étranger direct	<b>CR</b>	Centres régionaux
<b>GBV</b>	Gestion des boues de vidange	<b>AMR</b>	Accord de Mudarabah restreint
<b>FVC</b>	Fonds vert pour le climat	<b>RWI</b>	Regulatory Watch Index
<b>PIB</b>	Produit intérieur brut	<b>CS</b>	Compte spécial
<b>GES</b>	Gaz à effet de serre	<b>ODD</b>	Objectifs de développement durable
<b>GIHub</b>	Global Infrastructure Hub	<b>SEED</b>	Solutions Engineering and Entrepreneurial Design
<b>PME</b>	Partenariat mondial pour l'éducation	<b>RREEV</b>	Renforcement de la résilience économique des entreprises vulnérables
<b>CVM</b>	Chaîne de valeur mondiale	<b>ES</b>	Experts spécialisés
<b>HLA</b>	Humanitarian Leadership Academy	<b>SOFF</b>	Mécanisme de financement des observations systématiques
<b>HQ</b>	Head Quarter	<b>PSPR</b>	Programme stratégique de préparation et de riposte
<b>CICR</b>	Comité international de la Croix-Rouge	<b>ASS</b>	Afrique subsaharienne
<b>TIC</b>	Technologies de l'information et de la communication	<b>SSST</b>	Sarajevo School of Science and Technology
<b>IADB</b>	Banque interaméricaine de développement	<b>STI</b>	Sciences, technologies et innovation
<b>FIDA</b>	Fonds international de développement agricole	<b>AT</b>	Assistance technique
<b>EFI</b>	Établissement financier islamique	<b>PCT</b>	Programme de coopération technique
<b>FCIR</b>	Fédération internationale de la Croix-Rouge	<b>TMFI</b>	Tamparan Medical Foundation, Inc.
<b>OCII</b>	Organisation caritative islamique internationale	<b>TWAS</b>	Académie mondiale des sciences
<b>OII</b>	Organisme islamique d'infrastructure	<b>ONU</b>	Organisation des Nations Unies
<b>OIT</b>	Organisation internationale du Travail	<b>PNUD</b>	Programme des Nations Unies pour le développement
<b>FMI</b>	Fonds monétaire international	<b>CEE-ONU</b>	Commission économique des Nations Unies pour l'Europe
<b>ONGI</b>	Organisation non gouvernementale internationale	<b>WAPDA</b>	Water and Power Development Authority
<b>OISA</b>	Organisation Islamique pour la Sécurité Alimentaire	<b>OMS</b>	Organisation mondiale de la Santé
<b>BID</b>	Banque islamique de développement	<b>PT</b>	Programme de travail
<b>FSID</b>	Fonds de solidarité islamique pour le développement	<b>WUR</b>	Wageningen University & Research
<b>TI</b>	Technologies de l'information	<b>AJ</b>	Autonomisation des jeunes
<b>ITC</b>	Centre du commerce international		
<b>ITFC</b>	Islamic Trade Finance Corporation		

# Message du Président



La pandémie de COVID-19 a entraîné une récession mondiale dont les répercussions sont variables au sein de et entre les pays et régions. De plus, le processus de redressement économique n'est pas le même dans les différentes régions, ce qui engendre des problèmes considérables pour l'économie mondiale. L'on estime que 51 millions de personnes ont basculé dans la pauvreté dans les pays membres de la BID. La plupart des pays développés ont mis en œuvre des programmes de relance budgétaire en vue d'atténuer les conséquences néfastes de la pandémie. La majorité de nos pays membres ne disposent toutefois pas des mêmes capacités, ressources ou systèmes résilients que les économies développées, c'est pourquoi la reprise y est plus lente que prévu.

La croissance du PIB (produit intérieur brut) a chuté dans les PM en 2020, la perte étant estimée à 15 % (environ 2 900 milliards USD). Bien que la reprise se soit entamée dans les PM en 2021, elle sera plus longue pour les PM à faible revenu dont l'économie est moins diversifiée, mais aussi pour les économies fragiles. D'après les Perspectives de l'économie mondiale du FMI, en ce début d'année 2022, l'économie mondiale est moins dynamique qu'escompté. La hausse des prix de l'énergie, les problèmes d'approvisionnement, le déficit budgétaire et l'envolée de la dette publique ont engendré une inflation plus forte et plus généralisée que prévu. Cela va encore frapper les pays membres de plein fouet en raison de leur infrastructure sociale défaillante et de la faiblesse de leur capital humain.

La BID, à l'instar d'autres banques multilatérales de développement, vise à atténuer les conséquences néfastes de la pandémie, tout en mettant l'accent sur la réalisation des ODD. Bien que des avancées majeures aient été réalisées pour contribuer à atteindre les ODD, les pays membres de la BID ont encore beaucoup à faire pour y parvenir d'ici 2030. En 2021, le score total de l'indice ODD des pays membres s'élève à 61, ce qui signifie qu'ils sont encore loin d'atteindre les 17 ODD.

Le Groupe de la BID collabore étroitement avec les pays membres en vue de résoudre les problèmes engendrés par la pandémie de COVID-19, de retrouver le chemin de la croissance et d'accroître la résilience face aux futurs bouleversements. La Banque a approuvé le Programme stratégique de préparation et de riposte (PSPR), qui prévoit une aide de 4,67 milliards USD afin que les pays membres puissent limiter, atténuer et se remettre des conséquences de la COVID-19 en adoptant l'approche des 3 R : riposter, restaurer, relancer.

À fin 2021, le montant total du financement approuvé par le Groupe de la BID dans le cadre du PSPR s'élève à 3,36 milliards USD. Le Dispositif d'accès aux vaccins du GBID (IVAC) apporte une aide en matière de distribution, d'approvisionnement et de fabrication des vaccins. Les projets approuvés par la Banque dans le cadre de l'IVAC représentent environ 100 millions USD.

Les activités approuvées dans le cadre du PSPR devraient bénéficier à près de 59 millions de personnes, dont : (i) 2,7 millions de personnes pouvant se faire vacciner dans 1 522 nouveaux centres de vaccination, (ii) 48,8 millions de personnes ciblées par des campagnes de sensibilisation à la transmission et la prévention de la COVID-19, (iii) 9,7 millions de foyers exposés à une grave insécurité alimentaire bénéficiant de rations alimentaires pour satisfaire leurs besoins nutritionnels, (iv) 40 000 élèves bénéficiant de programmes d'enseignement à distance pendant la pandémie, et (v) 18 304 petites ou moyennes entreprises (PME) bénéficiant d'une aide financière.

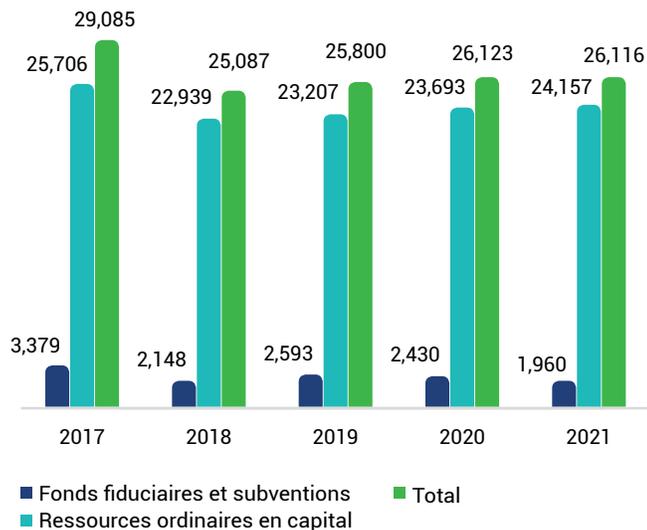
Le Rapport annuel sur l'efficacité du développement (RAED) permet à la Banque et aux parties prenantes de suivre et de rendre compte de l'efficacité du développement d'après les interventions, la performance et les résultats de la Banque sur le terrain, ainsi que de connaître sa position sur la scène internationale du développement. Le présent rapport illustre la contribution de la BID au développement de ses pays membres sous forme de produits et résultats de développement, mais aussi de cas à impact concrétisés grâce à notre financement. Il expose également les résultats escomptés pour l'avenir ainsi que la contribution aux ODD des PM et des communautés musulmanes dans les pays non membres. Il fait le point sur les activités de la Banque et l'évolution de son portefeuille au cours de l'année, et évalue l'efficacité globale de l'organisation et de son modèle d'exploitation en faveur des pays membres.

La BID souhaite se concentrer sur les infrastructures et le développement humain durable dans les années à venir, des domaines dûment intégrés à sa Stratégie 2023-2025. La Banque a entrepris un vaste repositionnement de la stratégie visant à repenser son orientation stratégique afin d'adapter son accompagnement aux priorités et besoins fondamentaux des PM au cours des trois prochaines années. Sur la période 2023-2025, la stratégie de la BID sera axée sur trois grands objectifs stratégiques interconnectés : (i) stimuler la relance, (ii) lutter contre la pauvreté et accroître la résilience, et (iii) favoriser une croissance économique verte. Ces objectifs stratégiques sont répartis dans deux piliers stratégiques : (i) des infrastructures écologiques, résilientes et durables, et (ii) un développement inclusif du capital humain. L'investissement dans ces domaines permettra d'accroître la résilience des pays membres face à de futurs bouleversements en comblant le fossé numérique, renforçant les systèmes de santé et d'éducation, promouvant l'inclusion financière, instaurant l'égalité des chances pour les femmes et les jeunes, et développant un capital humain solide.

**H.E. Dr. Muhammad Sulaiman Al Jasser**  
Président, Groupe de la Banque islamique de développement (BID)

# Aperçu des Performances D'exploitation en 2021

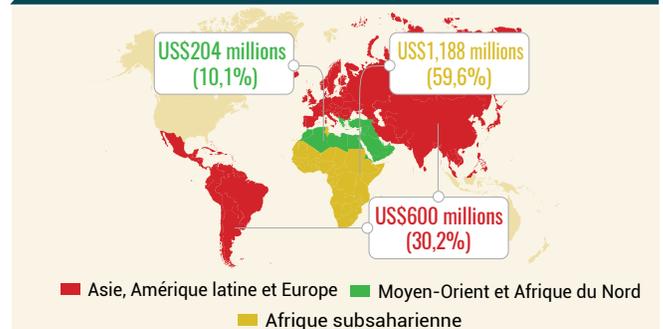
## Portefeuille actif à la fin de l'année (en millions USD)



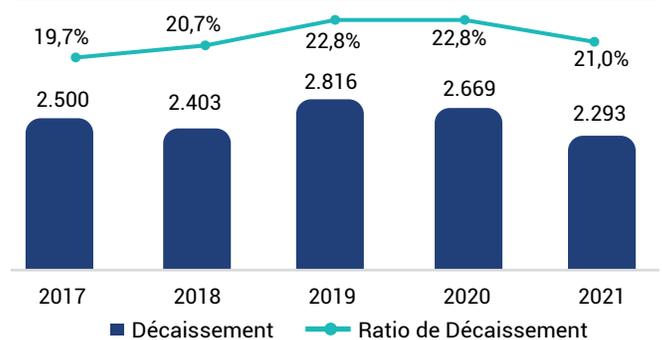
## Évolution De L'âge Du Portefeuille

Indicateur	2017	2018	2019	2020	2021
De l'approbation à la signature (% de projets signés dans les six mois suivant l'approbation)	67%	41%	79%	55%	69%
De la signature à l'entrée en vigueur (% de projets entrés en vigueur dans les six mois suivant la signature)	48%	40%	54%	60%	53%
De l'entrée en vigueur au premier décaissement (% de projets pour lesquels le premier décaissement intervient dans les six mois suivant l'entrée en vigueur)	28%	37%	36%	52%	55%
Âge moyen du portefeuille actif (de l'approbation à fin 2021) (années)	7,7	7,5	6,9	6,5	6,3
De l'approbation à l'achèvement (années)	7,5	10,9	8,2	8,4	7,8

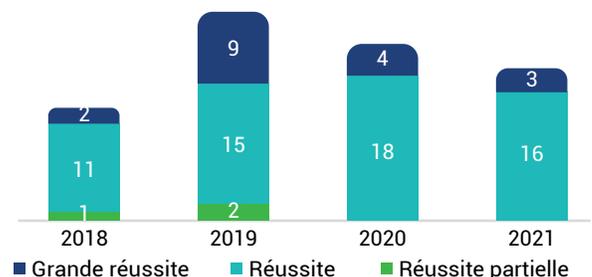
## Montant Net des Projets Approuvés par Région – ROC de la BID (en Millions USD)



## Décaissements ROC (millions USD) et Décaissements Ratio (%)



## Rapports D'achèvement et Classement des Projets



## Principaux Résultats Des Projets Achevés En 2021

- ▶ 30 000 abris construits
- ▶ 13 millions de tonnes d'exportations agricoles supplémentaires
- ▶ 88 000 hectares irrigués
- ▶ 256 000 tonnes de cultures supplémentaires produites
- ▶ 1 700 agriculteurs formés
- ▶ 680 établissements de santé construits
- ▶ 3 millions de professionnels de santé formés
- ▶ 1 800 lits créés dans les établissements de santé
- ▶ 83 millions de patients bénéficiaires de services ambulatoires par an
- ▶ 1,2 million d'élèves bénéficiaires par an
- ▶ 3 500 enseignants formés



- ▶ 615 000 foyers bénéficiaires d'installations sanitaires rénovées
- ▶ 1,9 million de foyers bénéficiaires d'un système d'eau potable
- ▶ 34 millions de foyers raccordés au réseau électrique
- ▶ 2 000 km de lignes de transmission installées
- ▶ 267 000 personnes embauchées
- ▶ 189 000 personnes formées
- ▶ 201 000 personnes ayant accès à la microfinance
- ▶ 879 km d'autoroute construits
- ▶ 1 300 km de routes rurales construits
- ▶ 870 km de voies ferrées construits
- ▶ 60 millions de nouveaux abonnés connectés à Internet



Illustration 1 : Aperçu des performances d'exploitation en 2021

## Note de Synthèse

---

Compte tenu de l'environnement mondial en constante évolution et du contexte macroéconomique et de développement lié à la pandémie de COVID-19, la BID, à l'instar d'autres banques multilatérales de développement, vise à atténuer les conséquences néfastes de la pandémie, tout en mettant l'accent sur la réalisation des ODD. Bien que des avancées majeures aient été réalisées pour contribuer à atteindre les ODD, les pays membres de la BID ont encore beaucoup à faire pour y parvenir d'ici 2030.

La Banque s'appuiera sur sa vaste expérience dans le développement d'infrastructures pour favoriser la mise en place d'infrastructures écologiques, résilientes, durables et inclusives dans les secteurs de l'énergie, des TIC, du transport et de l'eau et l'assainissement dans les PM. Elle œuvrera à déployer des instruments financiers islamiques innovants et pertinents à l'appui des investissements, notamment dans les domaines de la finance verte et du financement de la lutte contre les changements climatiques. Le cas échéant, la Banque promouvra également le financement des infrastructures par le secteur privé et les partenariats public-privé (PPP), notamment dans le cadre de projets nationaux et régionaux, via des activités de financement et d'autre nature.

---

“ En vue d'aider ses PM, la Banque a élaboré un Programme stratégique de préparation et de riposte (PSPR). Via l'extension du PSPR, le GBID a accru son engagement de financement, qui est passé de 2,27 milliards USD en avril 2020 à 4,67 milliards USD. Les activités approuvées dans le cadre du PSPR devraient bénéficier à 59 millions de personnes.

---

Le financement approuvé de 49 projets en 2021 s'élevait à 1,9 milliard USD, soit 79 % du plan annuel d'exploitation d'un montant de 2,5 milliards USD. Le financement par prêts (comprenant quatre subventions pour un montant de 650 000 USD) représente 97 %, contre 89,7 % pour le financement ordinaire. Outre les projets liés aux finances publiques, 13 projets s'inscrivent dans le cadre du PSPR (229 millions USD) et trois portent sur des activités de financement supplémentaire (91 millions USD). S'agissant de la répartition sectorielle, les secteurs du transport, de l'agriculture, de l'éducation et de l'énergie constituent la majeure partie du Programme de travail, soit 57 % des activités approuvées pour un montant de 1,451 milliard USD (près de 73 % du financement approuvé).



En avril 2021, le CDE a approuvé l'extension du PSPR, initialement approuvé en avril 2020. Cette extension comprend une troisième composante, qui vient s'ajouter aux deux composantes actuelles, à savoir le Dispositif d'accès aux vaccins du GBID (IVAC), qui vise à garantir l'accès aux vaccins contre la COVID-19 pour les PM. Via l'extension du PSPR, le GBID a accru son engagement de financement, qui est passé de 2,27 milliards USD en avril 2020 à 4,43 milliards USD, dont 770 millions USD correspondent au volume d'activité assuré par l'ICIEC.

Les activités approuvées dans le cadre du PSPR devraient bénéficier à près de 59 millions de personnes, dont : (i) 2,7 millions de personnes ayant pu se faire vacciner dans 1 522 nouveaux centres de vaccination, (ii) 48,8 millions de personnes ciblées par des campagnes de sensibilisation à la transmission et la prévention de la COVID-19, (iii) 9,7 millions de foyers exposés à une grave insécurité alimentaire bénéficiant de rations alimentaires pour satisfaire leurs besoins nutritionnels, (iv) 40 000 élèves bénéficiant de programmes d'enseignement à distance pendant la pandémie, et (v) 18 304 petites ou moyennes entreprises (PME) bénéficiant d'une aide financière.

---

“ Les projets achevés en 2021 portent leurs fruits dans les PM concernant l'ODD 1 (Pas de pauvreté), l'ODD 2 (Faim “zéro”), l'ODD 3 (Bonne santé), l'ODD 4 (Éducation de qualité), l'ODD 6 (Eau propre et assainissement), l'ODD 7 (Énergie propre), l'ODD 8 (Croissance économique) et l'ODD 9 (Industrie, innovation et infrastructure).”

---

Les projets achevés en 2021 devraient générer des résultats notables dans les PM. Les résultats en matière de développement devraient contribuer aux Objectifs de développement durable (ODD) prioritaires, à savoir l'ODD 1 (Pas de pauvreté), l'ODD 2 (Faim “zéro”), l'ODD 3 (Bonne santé), l'ODD 4 (Éducation de qualité), l'ODD 6 (Eau propre et assainissement), l'ODD 7 (Énergie propre), l'ODD 8 (Croissance économique) et l'ODD 9 (Industrie, innovation et infrastructure).



En 2021, des ressources d'un montant total de 14 millions USD (soit 10 % du résultat net annuel de la BID) ont été affectées au financement des activités d'assistance technique.

Ces programmes stratégiques ont contribué à 13 des 17 ODD, comme illustré dans le tableau ci-dessous.

**Tableau 1 : Programmes stratégiques contribuant aux ODD**

<b>Partenariats à flux inversés</b>	1 PAS DE PAUVRETE, 2 FAIM -ZÉRO-, 3 BONNE SANTE ET BIEN-ETRE, 6 SAU PROPRET ASSAINISSEMENT, 8 TRAVAIL DECENT ET CROISSANCE ECONOMIQUE
<b>Programme d'autonomisation des femmes et des jeunes</b>	1 PAS DE PAUVRETE, 3 BONNE SANTE ET BIEN-ETRE, 5 EGALITE ENTRE LES SEXES, 6 SAU PROPRET ASSAINISSEMENT, 8 TRAVAIL DECENT ET CROISSANCE ECONOMIQUE, 16 PAIX, JUSTICE ET INSTITUTIONS EFFICACES, 17 PARTENARIATS POUR LA REALISATION DES OBJECTIFS
<b>ONG et société civile</b>	1 PAS DE PAUVRETE, 2 FAIM -ZÉRO-, 4 EDUCATION DE QUALITE, 5 EGALITE ENTRE LES SEXES, 6 SAU PROPRET ASSAINISSEMENT, 8 TRAVAIL DECENT ET CROISSANCE ECONOMIQUE, 16 PAIX, JUSTICE ET INSTITUTIONS EFFICACES, 17 PARTENARIATS POUR LA REALISATION DES OBJECTIFS
<b>Programme de coopération et d'intégration régionales</b>	8 TRAVAIL DECENT ET CROISSANCE ECONOMIQUE, 11 VILLES ET COMMUNAUTES DURABLES, 17 PARTENARIATS POUR LA REALISATION DES OBJECTIFS
<b>Programme de coopération technique</b>	1 PAS DE PAUVRETE, 2 FAIM -ZÉRO-, 3 BONNE SANTE ET BIEN-ETRE, 7 ENERGIE PROPRE ET CHANGEMENT CLIMATIQUE, 8 TRAVAIL DECENT ET CROISSANCE ECONOMIQUE, 9 INDUSTRIE INNOVANTE ET INFRASTRUCTURE, 17 PARTENARIATS POUR LA REALISATION DES OBJECTIFS
<b>Subventions d'urgence</b>	3 BONNE SANTE ET BIEN-ETRE, 5 EGALITE ENTRE LES SEXES, 6 SAU PROPRET ASSAINISSEMENT, 11 VILLES ET COMMUNAUTES DURABLES, 16 PAIX, JUSTICE ET INSTITUTIONS EFFICACES
<b>Forum des affaires du Groupe de la Banque islamique de développement (THIQAH)</b>	8 TRAVAIL DECENT ET CROISSANCE ECONOMIQUE, 9 INDUSTRIE INNOVANTE ET INFRASTRUCTURE, 12 CONSOMMATION ET PRODUCTION RESPONSABLES, 17 PARTENARIATS POUR LA REALISATION DES OBJECTIFS
<b>Programme d'assistance technique (PAT) pour l'intégration régionale (à l'échelle de l'OCI) et mondiale (à l'échelle de l'OMC) du commerce</b>	8 TRAVAIL DECENT ET CROISSANCE ECONOMIQUE, 17 PARTENARIATS POUR LA REALISATION DES OBJECTIFS
<b>PCPC (Programme de coopération et de promotion du commerce)</b>	1 PAS DE PAUVRETE, 2 FAIM -ZÉRO-, 8 TRAVAIL DECENT ET CROISSANCE ECONOMIQUE, 12 CONSOMMATION ET PRODUCTION RESPONSABLES, 17 PARTENARIATS POUR LA REALISATION DES OBJECTIFS
<b>PATI (Programme d'assistance technique en matière d'investissement)</b>	8 TRAVAIL DECENT ET CROISSANCE ECONOMIQUE
<b>Science et innovation (hors Fonds Transform) et bourses d'études</b>	1 PAS DE PAUVRETE, 2 FAIM -ZÉRO-, 4 EDUCATION DE QUALITE, 5 EGALITE ENTRE LES SEXES, 6 SAU PROPRET ASSAINISSEMENT, 8 TRAVAIL DECENT ET CROISSANCE ECONOMIQUE, 16 PAIX, JUSTICE ET INSTITUTIONS EFFICACES, 17 PARTENARIATS POUR LA REALISATION DES OBJECTIFS
<b>Aide aux PNM</b>	1 PAS DE PAUVRETE, 2 FAIM -ZÉRO-, 4 EDUCATION DE QUALITE, 5 EGALITE ENTRE LES SEXES, 6 SAU PROPRET ASSAINISSEMENT, 8 TRAVAIL DECENT ET CROISSANCE ECONOMIQUE, 16 PAIX, JUSTICE ET INSTITUTIONS EFFICACES, 17 PARTENARIATS POUR LA REALISATION DES OBJECTIFS

Le Programme de travail 2022 compte 61 projets de catégorie A (stade de préparation avancé), pour un montant de 2,65 milliards USD, et 23 projets de catégorie B (stade de préparation relativement moins avancé), pour un montant de 800 000 USD, soit un total de 83 projets pour un montant de 3,4 milliards USD. Ces projets contribuent à un ou plusieurs des trois objectifs stratégiques de la nouvelle vision stratégique de la Banque, qui consiste à impliquer les PM dans le développement durable. L'évaluation préliminaire du Programme de travail et du portefeuille global indique un degré d'alignement satisfaisant pour des travaux ayant débuté après le mois de septembre.



“ Les projets du PTI 2022 contribuent à la réalisation des objectifs prioritaires définis lors du repositionnement de la Stratégie 2025, puisque 60 % d'entre eux ciblent l'objectif **“Lutter contre la pauvreté et accroître la résilience”** et 34 %, l'objectif **“Favoriser une croissance économique verte”** .

De manière générale, la majorité des projets (près de 60 %) sont axés sur l'objectif **“Lutter contre la pauvreté et accroître la résilience”** en visant à (i) inverser la tendance à la hausse de la pauvreté, (ii) promouvoir une plus grande prospérité, (iii) améliorer les indicateurs sociaux et (iv) accroître la résilience face aux futurs bouleversements.

Près de 34 % des projets sont, quant à eux, axés sur l'objectif **“Favoriser une croissance économique verte”**, qui vise principalement à atteindre une croissance verte et inclusive en soutenant des projets d'énergie propre et renouvelable, de transport multimodal durable, etc.

Enfin, le reste des projets inclus dans le Programme de travail 2022 et issus du PSPR sont axés sur l'objectif **“Stimuler la relance”**, notamment après les pertes économiques engendrées par la pandémie de COVID-19 et à l'appui de la composante “riposte” du PSPR.



Le plan d'exploitation proposé pour 2022 devrait générer des résultats notables dans les PM. Globalement, les produits en matière de développement devraient contribuer aux Objectifs de développement durable (ODD) prioritaires, à savoir l'ODD 1 (Pas

de pauvreté), l'ODD 2 (Faim “zéro”), l'ODD 3 (Bonne santé), l'ODD 4 (Éducation de qualité), l'ODD 5 (Égalité entre les sexes), l'ODD 6 (Eau propre et assainissement), l'ODD 7 (Énergie propre), l'ODD 8 (Croissance économique), l'ODD 9 (Industrie, innovation et infrastructure) et l'ODD 13 (Lutte contre les changements climatiques).

## SITUATION SOCIO-ÉCONOMIQUE DES PAYS MEMBRES

Les perspectives de croissance des pays membres (PM) de la BID devraient être bien meilleures en 2021 par rapport à 2020. D'après les PEM d'octobre 2021 du FMI, la croissance économique des PM de la BID devrait s'établir à 4,6 % en 2021<sup>1</sup>.

Le rythme de la reprise économique varie d'un PM à l'autre, de même que les perspectives de croissance diffèrent entre les groupes régionaux. Les PM situés en Asie, en Amérique latine et en Europe devraient enregistrer la plus forte croissance en 2021, à 4,8 %, suivis de ceux situés au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, dont la croissance est estimée à 4,6 %. En revanche, les PM d'Afrique subsaharienne devraient afficher une croissance de 3,4 %.

“ En 2021, le score total de l'indice ODD des PM s'élève à 61,0, ce qui signifie que la BID en tant que groupe est à un peu plus de 60 % de la réalisation des 17 ODD. Des efforts conjoints doivent être consentis dans le cadre de l'ODD 9 (Industrie, innovation et infrastructure), de l'ODD 5 (Égalité entre les sexes) et de l'ODD 10 (Inégalités réduites).

En 2021, le score total de l'indice ODD des PM de la BID s'élève à 61,0, ce qui signifie qu'ils sont encore loin d'atteindre les 17 ODD. Le score le plus élevé, à 92,3 %, concerne l'Objectif 13 (Lutte contre les changements climatiques), suivi de l'Objectif 12 (Consommation et production responsables), à 88,4 %, et de l'Objectif 4 (Éducation de qualité), à 71,5 %. À l'inverse, les PM peinent à progresser concernant l'Objectif 9 (Industrie, innovation et infrastructure), à 34,1 %, l'Objectif 5 (Égalité entre les sexes), à 45,8 %, et l'Objectif 10 (Inégalités réduites), à 51,2 %.

La pandémie de COVID-19 a eu des conséquences dévastatrices et durables sur la pauvreté dans le monde. De même, les PM de la BID pâtissent de la crise liée à la COVID-19, et le nombre

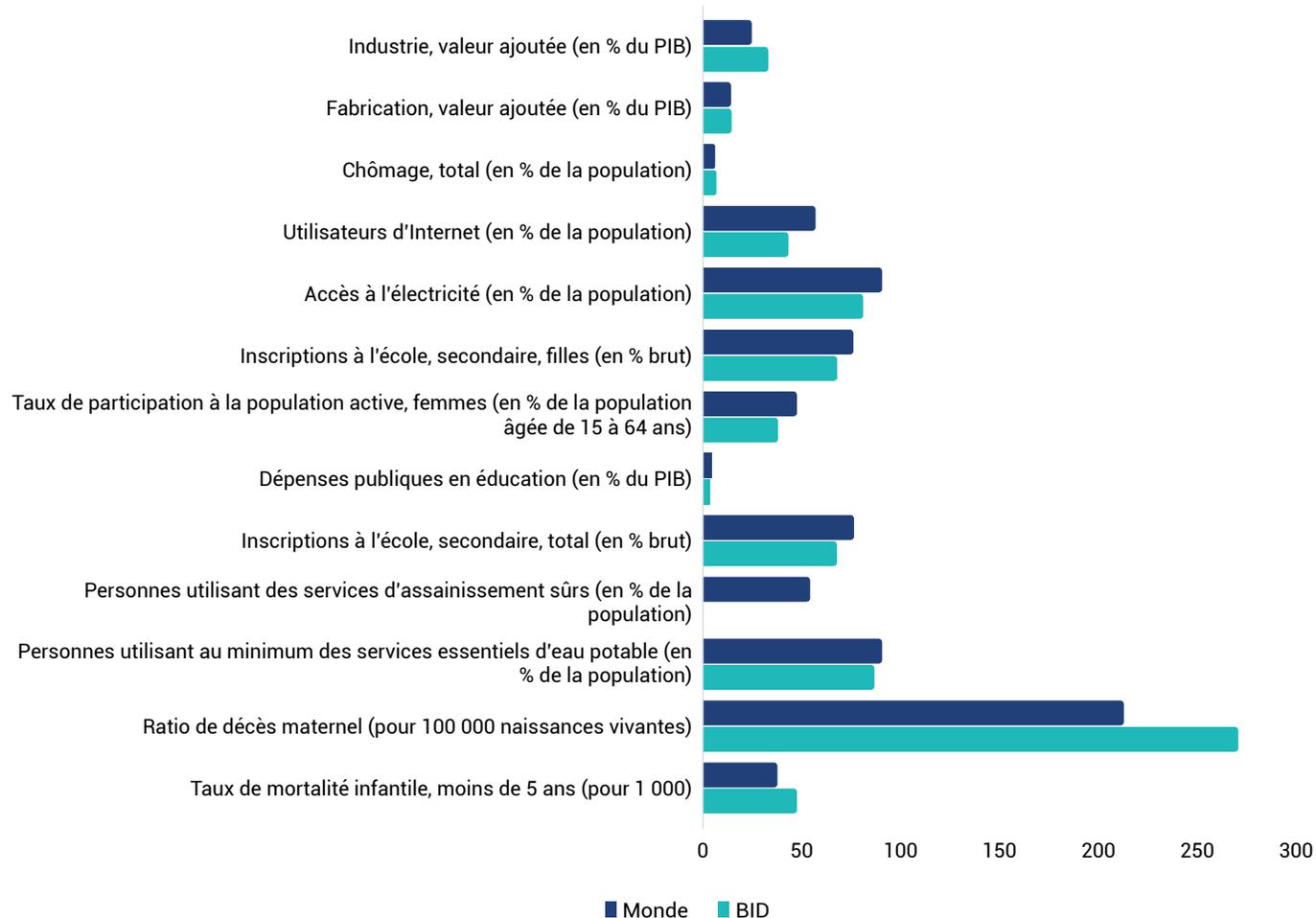
<sup>1</sup> La présente analyse s'appuie sur les PEM d'octobre 2021, car elles contiennent les données les plus récentes pour l'ensemble des PM de la BID. Les PEM de janvier 2022 ne fournissent des données que pour certains PM de la BID.



total de personnes touchées par l'extrême pauvreté (c'est-à-dire vivant avec moins de 1,90 dollar par jour) y a augmenté de 9 % en glissement annuel en 2020.

Le tableau ci-dessous présente un ensemble d'indicateurs décrivant la situation des pays membres de la BID par rapport aux données mondiales.

**Illustration 2: Ensemble d'indicateurs comparant la situation des PM de la BID avec les données mondiales**



## RÉSULTATS DES ACTIVITÉS DE LA BANQUE EN MATIÈRE DE DÉVELOPPEMENT



### Agriculture

Les projets achevés en 2021 ont permis d'irriguer 88 700 hectares de terres et d'accroître la production agricole de 256 000 tonnes. Par ailleurs, 8 680 tonnes de capacité de stockage ont été créées, 13,2 millions de tonnes d'exportations agricoles ont été favorisées et 1 700 agriculteurs ont été formés à l'adoption de technologies et pratiques agricoles de pointe.



### Santé

Les projets achevés en 2021 ont permis à 83 millions de patients de bénéficier de services ambulatoires et ont touché 25 millions de personnes par l'intermédiaire de campagnes de prévention. Plus de 680 établissements de santé ont été construits, rénovés ou équipés, 3 millions de professionnels de santé ont été formés et 881 000 personnes ont bénéficié de moustiquaires à imprégnation durable.



### Éducation

Les projets d'éducation achevés en 2021 ont bénéficié à 1,2 million d'élèves et ont permis de former 3 500 enseignants, mais aussi de construire ou de réhabiliter 854 salles de classe et 178 établissements d'enseignement.



### Transport

Les projets de transport achevés en 2021 ont permis de moderniser 879 km d'autoroute dans huit PM, mais aussi 1 400 km de routes rurales et 870 km de voies ferrées, et d'accroître la capacité de 81 millions de tonnes dans les centres logistiques ou de transport.



### Énergie

Les projets achevés en 2021 ont permis de raccorder près de 35 millions de foyers au réseau électrique, d'augmenter la capacité de production d'électricité de 24 400 MW et d'installer plus de 2 000 km de lignes de transmission d'électricité ou de gaz.



### Développement urbain

En Indonésie, le projet communautaire d'assainissement SANIMAS a été achevé en 2021. Il contribue à résoudre les problèmes sanitaires liés à la défécation en plein air et à un mauvais assainissement via la mise à disposition d'infrastructures communautaires d'assainissement à la demande dans 1 800 lieux de 58 villes à travers 13 provinces. Le coût total du projet s'élevait à 117 millions USD, dont 100

millions USD financés par la Banque.



### Eau et assainissement

En 2021, les projets achevés dans le secteur de l'eau et de l'assainissement ont permis d'installer ou de rénover 634 km de réseaux d'approvisionnement en eau, de rénover les installations sanitaires de 615 000 foyers, de raccorder 1,1 million de foyers aux systèmes d'approvisionnement en eau potable et de fournir des services de collecte des déchets solides à 143 000 foyers.



### TIC et transformation numérique

En vue d'atténuer la perturbation de la scolarité liée à la COVID-19, la Banque a approuvé un projet en faveur de la transformation numérique des établissements scolaires en Sierra Leone, qui vise à promouvoir l'apprentissage numérique auprès de 403 écoles, 150 000 élèves et 3 000 enseignants.



### PME et emploi

En 2021, la Banque a approuvé deux projets ayant pour but d'aider les MPME à surmonter les difficultés économiques et financières liées à la COVID-19 en Ouzbékistan et en Jordanie. Le portefeuille de projets d'autonomisation économique couvre la Jordanie, le Soudan, la Libye, l'Égypte, l'Albanie, Djibouti et la Palestine. Ces projets ont permis de créer ou de maintenir plus de 20 000 emplois directs et indirects.



### Domaines transversaux

Le portefeuille de titres d'établissements financiers islamiques (EFI) de la BID comprend 28 EFI répartis dans plus de 20 pays, avec l'objectif de soutenir l'écosystème de la finance islamique.



La Banque compte 12 programmes de subvention : (i) Partenariats à flux inversés, (ii) Autonomisation des femmes et des jeunes, (iii) ONG et société civile, (iv) Programme de coopération et d'intégration régionales, (v) Programme de coopération technique, (vi) Programme d'urgence, (vii) Programme d'aide à l'International Centre for Biosaline Agriculture (ICBA), (viii) Forum des affaires du Groupe de la Banque islamique de développement (THIQAH), (ix) Programme d'assistance technique (PAT), (x) PCPC (Programme de coopération et de promotion du commerce), (xi) PATI (Programme d'assistance technique en matière d'investissement), (xii) Science et innovation et bourses d'études, et (xiii) Communautés musulmanes dans les pays non membres.

## PERFORMANCE OPÉRATIONNELLE

Le portefeuille actif de la Banque est stable ces dernières années et s'établit à 25,29 milliards USD à fin 2021. Il comprend les projets financés par les ressources ordinaires en capital (ROC), à hauteur de 23,62 milliards USD, et les projets non souverains, les fonds fiduciaires et les subventions, à hauteur de 1,670 milliard USD. Le portefeuille actif compte 1 064 projets, dont 410 financés par les ROC (projets souverains et partenariats public-privé). Les 654 projets restants sont financés via des subventions, des fonds spéciaux et des fonds fiduciaires, tels que les fonds Waqf Fund, Awqaf Properties Investment Fund, Al-Aqsa et Palestine Trust Fund, le Fonds d'autonomisation économique, le Fonds Transform STI, le LLF, le FSID, ou encore le fonds KAAP.

En raison de la lenteur de l'approbation de la SPPM 2.0 axée sur les CVM, la direction de la Banque a décidé de réaffecter le financement de la SPPM 2.0 axée sur les CVM (1 milliard USD) aux finances publiques (1,2 milliard USD), soit un objectif global révisé de 2,2 milliards USD pour les projets liés aux finances publiques. Le lancement d'un "programme de sauvetage" a donné lieu à l'approbation de 2 milliards USD pour les finances publiques, permettant ainsi d'atteindre 90 % de l'objectif révisé dans ce domaine (2,2 milliards USD) et 80 % de l'objectif global d'approbation de la Banque (2,5 milliards USD).

🗨️ L'objectif consistant à favoriser une croissance économique verte est prioritaire dans le programme et la stratégie de la Banque. En 2021, la Banque a consacré 684 millions USD au financement de projets pour le climat, soit 31 % du total des montants approuvés au cours de l'année.

En 2021, la Banque a réussi à dégager 2,6 milliards USD contre un montant total approuvé de 2,2 milliards USD (financement pluriannuel compris), soit une hausse considérable par rapport au ratio de cofinancement de ces dernières années. De fait, le ratio de levier, qui correspond au ratio des montants cofinancés sur les montants approuvés par la BID, est passé de 0,67 en 2020 à 1,17.



<sup>2</sup> Comprenant l'ensemble des activités et projets financés par la BID, quel que soit le mode de financement, qui sont approuvés mais non encore achevés/annulés/suspendus.

En 2021, 19 rapports d'achèvement de projet (RAP) ont été rédigés, 15 concernant des projets souverains et quatre concernant des partenariats public-privé. Trois projets ont été qualifiés de grande réussite, 16 de réussite et aucun de réussite partielle ou d'échec.

Le GBID a initialement approuvé un montant de 2,3 milliards USD au titre du Programme stratégique de préparation et de riposte (PSPR) afin d'aider les PM à surmonter les difficultés immédiates et à moyen/long terme résultant de la pandémie. Les engagements totaux du Groupe de la BID au titre du PSPR ont été rehaussés à 4,6 milliards USD en avril 2021. À fin 2021, le Groupe de la BID affichait des montants approuvés de 3,36 milliards USD et des décaissements de 1,2 milliard USD.



## PERFORMANCE ORGANISATIONNELLE

Le repositionnement de la stratégie a débuté au second semestre 2021 et a été approuvé par le CDE en février 2022. Les priorités stratégiques visent à répondre aux demandes et besoins des PM, notamment ceux exprimés lors de la Table ronde des Gouverneurs et dans le discours d'ouverture du Président à l'occasion de la 46ème réunion du Conseil des Gouverneurs (CDG), qui s'est tenue à Tachkent.

“ La Banque a défini des indicateurs clés de performance (ICP) précis qui soutiennent ses ambitions stratégiques, ses résultats en matière de développement et son efficacité dans les PM. Les résultats ont été positifs en 2021, puisque la Banque a conservé sa notation AAA (confirmée par les quatre principales agences de notation), amélioré son ratio de cofinancement et réduit les coûts de financement ainsi que les frais administratifs par million USD approuvé.

Le Programme quinquennal du Président (PQP), qui était en vigueur jusqu'au premier semestre de l'année, s'articulait autour des chaînes de valeur mondiales (CVM). En 2021, la Banque a notamment été confrontée à l'absence d'approbation de la SPPM 2.0 axée sur les CVM et de financement des PPP. Le nombre restreint de documents relatifs à la SPPM approuvés (deux seulement) a représenté une réelle difficulté, puisque sept documents relatifs à la SPPM avaient commencé à être rédigés au cours des deux dernières années (mais n'étaient pas achevés) et 11 autres documents devaient commencer à être rédigés en 2021.

Le résultat net issu des ROC a baissé de 8 % en 2021, par rapport au résultat net de 116 millions DI en 2020. Cette baisse s'explique par plusieurs effets compensatoires de l'activité principale de la Banque, dont une contraction des taux de référence qui a impacté le potentiel de revenu issu de la trésorerie et des projets de la BID.

Les autres principaux ICP sont les suivants :

- ▶ **Cofinancement par rapport aux montants approuvés (%)** : le ratio de cofinancement s'est établi à 1,17 en 2021, soit 67 % du ratio cible de 1,75.

- ▶ **Ratio de décaissement** : des décaissements de 2,3 millions USD ont été réalisés par rapport à l'objectif révisé de 2,6 milliards USD. Cela correspond à 90 % de l'objectif annuel de décaissement. Par ailleurs, le ratio de décaissement représente 21 % des CUC en début d'année, d'un montant de 11,7 milliards USD.
- ▶ **Âge moyen du portefeuille (années)** : l'âge moyen du portefeuille de projets est l'un des indicateurs les plus importants, puisqu'il traduit l'efficacité opérationnelle. Cet ICP évalue la qualité lors du lancement, lors de la mise en œuvre et lors de l'achèvement. À fin 2021, il s'inscrit en baisse à 6,3 ans, contre un objectif de 5,9 ans pour cette même année. Cette baisse démontre un raccourcissement du délai de mise en œuvre et du cycle de vie des projets.
- ▶ **Mobilisation de ressources (financement concessionnel)** : l'ICP "Mobilisation de ressources (financement concessionnel)" a progressé de 100 %. Au total, 120 millions USD de ressources ont été mobilisées par divers départements/divisions en 2021.
- ▶ **Coûts de financement** : le spread des coûts de financement par rapport au taux de mid swap a surperformé l'objectif de 47 %, avec une moyenne annuelle de 29 pb contre un objectif de 55 pb. Cela a eu des répercussions positives sur le taux des émissions de sukuk en 2021 et a permis de réduire les coûts de financement pesant sur les ROC.
- ▶ **Notation AAA** : les quatre agences internationales de notation que sont S&P, Fitch, Moody's et MARC ont confirmé la notation AAA de la Banque en 2021.
- ▶ **Frais administratifs par million USD approuvé** : le ratio des frais administratifs par million USD s'est fortement amélioré au cours des trois dernières années grâce à l'augmentation des montants approuvés, tandis que les frais administratifs restent bien maîtrisés.





# Chapitre 1

## Introduction

Le RAED donne un aperçu de la activités de la Banque au cours de l'année en fonction des quatre niveaux du cadre des résultats.

---

### A. OBJECTIF DU RAED

Le RAED évalue la progression de la mise en œuvre de la stratégie de la Banque et expose les résultats et l'impact de ses activités dans les pays membres. Il structure les activités de la Banque au cours de l'année en fonction des quatre niveaux du cadre des résultats. Le chapitre 2 (Niveau I) décrit le paysage socio-économique mondial et le compare à la situation dans les pays membres. Cette analyse permet à la Banque d'adapter sa stratégie aux évolutions mondiales. Le chapitre 3 (Niveau II) dresse le bilan des interventions de la Banque au sein des pays membres et des communautés musulmanes dans les pays non membres en 2021, ainsi que de l'impact de ces projets sur le terrain. Le chapitre 4 (Niveaux III et IV) étudie la performance et les résultats de l'organisation et évalue l'efficacité interne de la Banque en vue de garantir la qualité et l'efficacité des activités.

Le Rapport annuel sur l'efficacité du développement (RAED) est une publication phare qui dresse le bilan des interventions de la Banque achevées au cours de l'année et met en lumière les principales interventions contribuant aux résultats en matière de développement. C'est l'occasion de célébrer les réussites de la Banque tout en ayant pleinement connaissance des opportunités et des défis, en particulier dans le monde actuel en constante évolution et sous la menace de crises sans précédent.

### B. MÉTHODOLOGIE

L'année 2021 marque la transition du Programme quinquennal du Président (PQP) vers le repositionnement stratégique fondé sur un examen global à mi-parcours (2016-2025) de la progression de la mise en œuvre de la Stratégie décennale (S10) de la BID, tout en tenant compte de l'évolution du paysage mondial du développement. Ce repositionnement reflète la nécessité pour la



Banque, en sa qualité de premier établissement de développement du monde musulman, de s'adapter à l'évolution des priorités de développement afin de répondre aux attentes de ses PM et des communautés musulmanes dans les pays non-membres dans le contexte de la pandémie de COVID-19 et au-delà.

De fait, le RAED s'articule autour des piliers majeurs du repositionnement stratégique en vue de créer un cadre de référence pour la nouvelle stratégie. Il dresse le bilan des réalisations de la Banque au cours de l'année et évalue, sur la base de données probantes, l'efficacité de l'assistance apportée par la BID aux pays membres et aux communautés musulmanes dans les pays non membres. Il présente également les progrès mondiaux en matière de développement via des indicateurs issus de sources externes comme le FMI, la Banque mondiale et d'autres organisations. Des calculs sont ensuite effectués

“ La contribution des résultats de la Banque est évaluée à l'aide d'un ensemble d'indicateurs de résultat de base, qui sont recueillis à l'échelle des projets et cartographiés en fonction des catégories d'ODD.

en interne pour comparer ces données à l'échelle des pays membres.

La contribution des résultats de la Banque est évaluée à l'aide d'un ensemble d'indicateurs de résultat de base, qui sont recueillis à l'échelle des projets et cartographiés en fonction des catégories d'ODD.

Les indicateurs clés de performance des divisions de la Banque relatifs aux Niveaux III et IV (efficacité opérationnelle et organisationnelle) sont comparés aux objectifs en début d'année.

L'évolution des indicateurs de résultat est compilée à partir des données saisies dans le système du cadre logique. Les données relatives aux résultats des projets achevés proviennent des rapports d'achèvement de projet.

## C. HYPOTHÈSES ET LIMITES

“ Le RAED tente d'évaluer l'efficacité du développement grâce à un ensemble défini d'indicateurs répartis dans les quatre niveaux du cadre des résultats. Le Niveau I concerne les indicateurs à l'échelle des PM, le Niveau II porte sur les résultats en matière de développement et l'efficacité des interventions de la Banque, le Niveau III présente les outils d'efficacité opérationnelle utilisés pour améliorer la mise en œuvre des activités, et le Niveau IV évalue l'efficacité organisationnelle à l'appui de la stratégie et des activités principales de la Banque.

Le RAED tente d'évaluer l'efficacité du développement grâce à un ensemble défini d'indicateurs répartis dans les quatre niveaux du cadre des résultats. L'analyse du contexte de développement à l'échelle nationale s'appuie sur les données les plus récentes issues des bases de données externes de référence. L'actualité et la disponibilité des données varient selon les indicateurs et les pays.

Les indicateurs de résultat utilisés pour évaluer la contribution de la Banque (Niveau II) sont recueillis à l'échelle des projets. Ces résultats illustrent la contribution de la Banque à la réalisation de l'objectif du projet, auquel elle participe financièrement aux côtés des gouvernements et d'autres cofinanciers. L'attribution des résultats déclarés à la Banque n'est pas présumée, car de nombreux facteurs et événements extérieurs rentrent en ligne de compte.

Le RAED ne dresse pas le bilan des résultats à l'échelle des projets qui ne sont pas illustrés dans la liste des indicateurs sectoriels de base (ISB).





# Chapitre 2

## Progrès Réalisés dans les Pays Membres en Matière de Développement (Niveau I)

Le chapitre 2 (Niveau I) décrit le paysage socio-économique mondial et le compare à la situation dans les pays membres. Cette analyse permet à la Banque d'adapter sa stratégie aux évolutions mondiales.

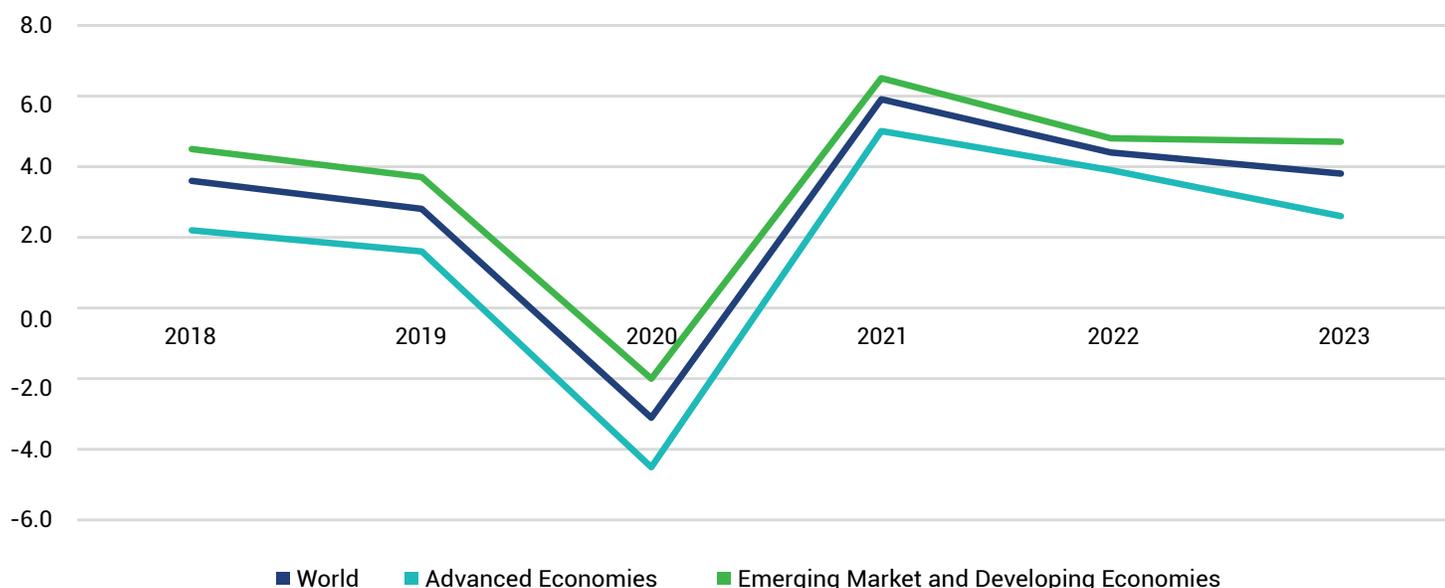
### A. PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES MONDIALES

L'économie mondiale se remet progressivement de la récession sans précédent provoquée par la pandémie de COVID-19. Grâce à l'avancée significative du déploiement de vaccins sur bon nombre de marchés développés et émergents, à l'assouplissement des mesures de confinement et à la reprise des activités économiques, sans oublier les vastes programmes de relance, l'économie mondiale commence à se redresser. Un fort rebond de la croissance est attendu, puisqu'elle est estimée à 5,9 % en 2021 après une récession marquée en 2020. En 2021,

la croissance des économies avancées (EA) est estimée à 5,0 %, contre 6,5 % pour les marchés émergents et les économies en développement (MEED). (Illustration 3)



Illustration 3: Tendances et prévisions de la croissance (en %)



La pandémie de COVID-19 a eu des conséquences dévastatrices et durables sur la pauvreté dans le monde : elle a neutralisé les récentes avancées en matière de réduction de la pauvreté et fait repartir les taux mondiaux à la hausse après plus de deux décennies de baisse constante. Par rapport aux prévisions d'avant-pandémie, l'on estime que près de 70 millions de personnes supplémentaires ont basculé dans l'extrême pauvreté, étant donné que les populations les plus défavorisées ont connu une diminution considérable et persistante de leurs revenus pendant la crise liée à la COVID-19.

## B. CROISSANCE ÉCONOMIQUE DANS LES PAYS MEMBRES DE LA BID

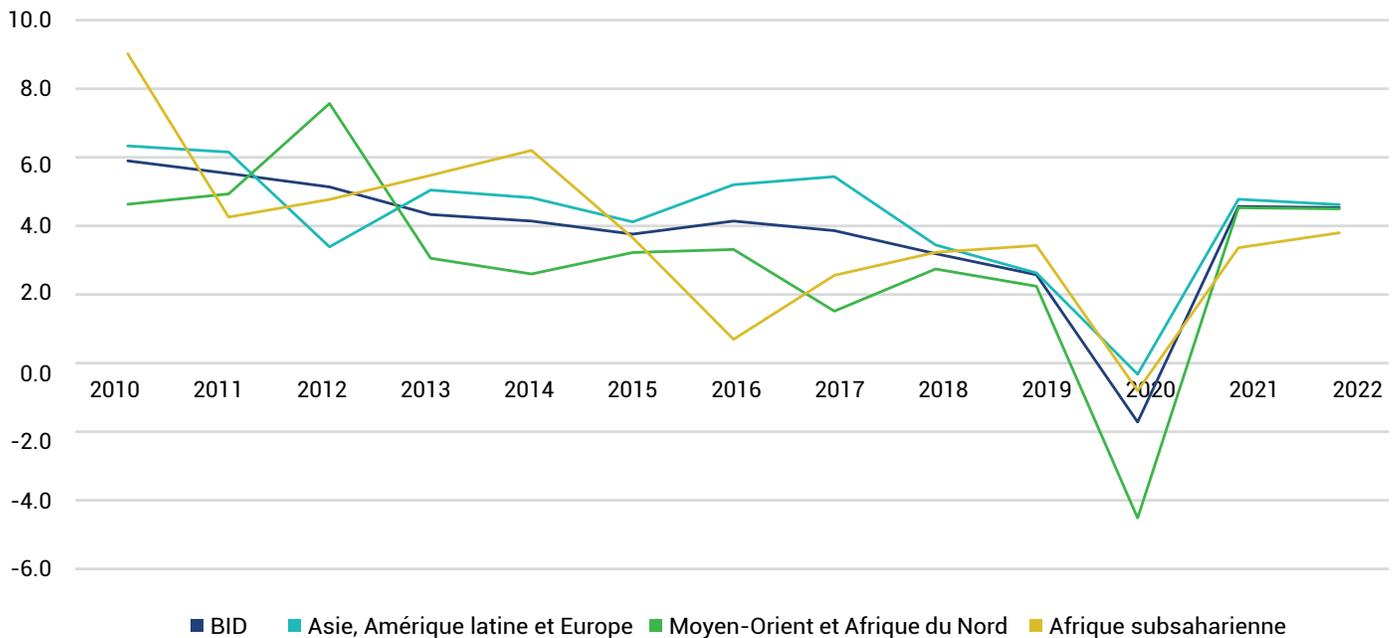
Les perspectives de croissance des pays membres (PM) de la BID devraient être bien meilleures en 2021 par rapport à 2020. D'après les PEM d'octobre 2021 du FMI, la croissance économique des PM de la BID devrait s'établir à 4,6 % en 2021 (Illustration 2).<sup>3</sup>

Le rythme de la reprise économique varie d'un PM à l'autre, de même que les perspectives de croissance diffèrent entre les groupes régionaux. Les PM situés en Asie, en Amérique latine et

en Europe devraient enregistrer la plus forte croissance en 2021, à 4,8 %, suivis de ceux situés au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, dont la croissance est estimée à 4,6 %. En revanche, les PM d'Afrique subsaharienne ne devraient afficher une croissance que de 3,4 %.



Illustration 4: Croissance du PIB réel dans les PM de la BID (en %)



Source : calculs RSE fondés sur les PEM d'octobre 2021 du FMI

<sup>3</sup> La présente analyse s'appuie sur les PEM d'octobre 2021, car elles contiennent les données les plus récentes pour l'ensemble des PM de la BID. Les PEM de janvier 2022 ne fournissent des données que pour certains PM de la BID.

L'économie de l'ensemble des PM devrait enregistrer une croissance positive en 2021, à l'exception du Yémen, pour lequel une contraction de 2 % est prévue. Comme indiqué dans le Tableau 1, les PM affichant une croissance supérieure à la moyenne sont la Libye (123,2 %), le Guyana (20,4 %) et les

Maldives (18,9 %). À l'inverse, les perspectives de croissance sont inférieures au Suriname (0,7 %), au Soudan (0,9 %), au Tchad (0,9 %), au Koweït (0,9 %), au Gabon (1,5 %), aux Comores (1,6 %) et en Somalie (1,6 %) (Tableau 2).

**Table 2: PM de la BID affichant les plus fortes prévisions de croissance du PIB réel pour 2021 (en %)**

Pays membre	Estimation		Prévision
	2020	2021	2022
Libye	-59,7	123,2	5,3
Guyana	43,5	20,4	48,7
Maldives	-32,0	18,9	13,2
Turquie*	1,8	11,0	3,3
Burkina Faso	1,9	6,7	5,6
Ouzbékistan	1,7	6,1	5,4
Côte d'Ivoire	2,0	6,0	6,5
Maroc	-6,3	5,7	3,1
Bénin	3,8	5,5	6,5
Niger	3,6	5,4	6,6

Source: PEM d'octobre 2021 du FMI

N.B.: \* Pour la Turquie, les données sont issues des PEM de janvier 2022 du FMI.

**Table 3: IsDB MCs with lowest real GDP growth forecast for 2021 (Percent)**

Pays membre	Estimation		Prévision
	2020	2021	2022
Yémen	-8,5	-2,0	1,0
Suriname	-15,9	0,7	1,5
Soudan	-3,6	0,9	3,5
Tchad	-0,8	0,9	2,4
Koweït	-8,9	0,9	4,3
Gabon	-1,8	1,5	3,9
Comores	-0,5	1,6	3,8
Somalie	-0,7	1,6	3,9

Source: PEM d'octobre 2021 du FMI



<sup>4</sup> Les données ont été actualisées pour neuf PM (Arabie saoudite, Égypte, Indonésie, Iran, Kazakhstan, Malaisie, Nigeria, Pakistan et Turquie) d'après les PEM de janvier 2022 du FMI, tandis que les données sont fondées sur les PEM d'octobre 2021 du FMI pour les autres PM.

<sup>5</sup> "Du fait de la guerre civile et de l'insuffisance des capacités, la fiabilité des données relatives à la Libye, en particulier pour les comptes nationaux et les projections à moyen terme, est faible." (PEM d'octobre 2021 du FMI)

### C. PROGRÈS DANS LA RÉALISATION DES OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

La plupart des PM ont d'ores et déjà calqué leur stratégie nationale de développement sur le programme mondial de développement, et nombreux sont ceux qui progressent dans la réalisation des objectifs. Toutefois, la survenance de l'épidémie de COVID-19 à l'aube de la décennie d'action a bouleversé la vie telle que nous la connaissons et a eu des conséquences dévastatrices sur les progrès réalisés pour atteindre les Objectifs de développement durable (ODD) de l'ONU d'ici 2030 (Encadré 1).

En dépit du ralentissement mondial à grande échelle provoqué par la pandémie, la BID, à l'instar d'autres banques multilatérales de développement (BMD), vise à atténuer les conséquences néfastes de la pandémie, tout en mettant l'accent sur la réalisation des ODD. Bien que des avancées majeures aient été réalisées, les PM de la BID ont encore beaucoup à faire pour atteindre les ODD d'ici 2030.

En 2021, le score total de l'indice ODD des PM s'élève à 61,0, ce qui signifie que la BID en tant que groupe est à un peu plus de 60 % de la réalisation des 17 ODD (Illustration 3). Le score le plus élevé, à 92,3 %, concerne l'Objectif 13 (Lutte contre les changements climatiques), suivi de l'Objectif 12 (Consommation et production responsables), à 88,4 %, et de l'Objectif 4 (Éducation de qualité), à 71,5 %. À l'inverse, les principales difficultés rencontrées par les PM concernent l'Objectif 9 (Industrie, innovation et infrastructure), à 34,1 %, l'Objectif 5 (Égalité entre les sexes), à 45,8 %, et l'Objectif 10 (Inégalités réduites), à 51,2 %.



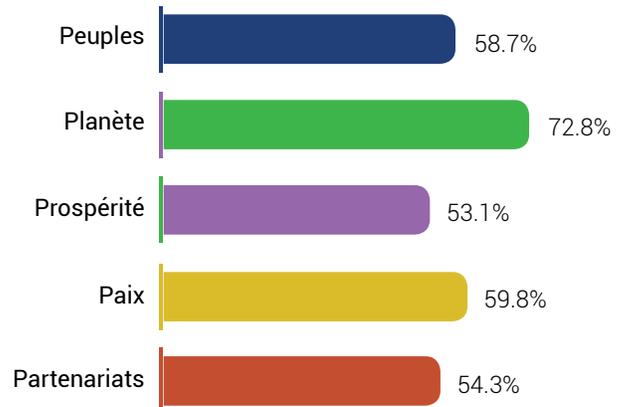
Du point de vue des cinq dimensions des ODD (Peuples, Planète, Prospérité, Paix et Partenariats, ou 5 P), l'écart des scores est moindre, allant de 53,1 % pour la Prospérité à 72,8 % pour la Planète (Illustration 4). Dans l'ensemble, les PM de la BID rencontrent les plus grandes difficultés dans la dimension "Prospérité". À l'inverse, ils sont plutôt performants dans la dimension "Planète", avec un score de 72,8 %. L'écart par rapport à l'objectif est donc de 27,2 %, ce qui s'explique probablement par le niveau de développement des PM de la BID et la pollution environnementale qui en découle. Le score relativement élevé atteint dans la dimension "Planète" tient essentiellement aux résultats liés à l'Objectif 13 (Lutte contre les changements climatiques) et l'Objectif 12 (Consommation et production responsables).

**Illustration 5 : Score des PM de la BID concernant les 17 ODD, 2021**



Source: Institut de la BID, "Reaching the SDGs: Progress of the IDB Member Countries, 2021"

**Illustration 6 : Score des PM de la BID dans les cinq dimensions (5 P), 2021**



Source: Institut de la BID, "Reaching the SDGs: Progress of the IDB Member Countries, 2021"

Le score et la performance des PM par Objectif peuvent être classés dans cinq catégories : très insatisfaisants, insatisfaisants, moyens, satisfaisants et très satisfaisants (cf. Illustration 7). Le score obtenu par les PM de la BID pour deux des ODD, à savoir l'ODD 12 (Consommation et production responsables) et l'ODD 13 (Lutte contre les changements climatiques), est jugé très satisfaisant, tandis qu'aucun ODD n'a fait l'objet d'un score très insatisfaisant.

Sept ODD, à savoir l'ODD 1 (Pas de pauvreté), l'ODD 4 (Éducation de qualité), l'ODD 7 (Énergie propre et d'un coût abordable), l'ODD 8 (Travail décent et croissance économique), l'ODD 14 (Vie aquatique), l'ODD 15 (Vie terrestre) et l'ODD 16 (Paix, justice et institutions efficaces), sont classés dans la catégorie "satisfaisant". Sept autres ODD affichent une performance moyenne, avec un score allant de 40 à 60 %.

S'agissant de l'ODD 9 (Industrie, innovation et infrastructure), le score des PM de la BID est jugé insatisfaisant. En effet, les secteurs qui composent l'ODD 9 sont essentiels au développement de chaque PM. Ainsi, la BID envisage d'affecter ses ressources limitées à l'amélioration des secteurs liés à l'industrie, l'innovation et l'infrastructure. Étant donné qu'il existe des corrélations entre les ODD, les progrès dans le cadre de



l'ODD 9 permettront de contribuer directement à l'avancement des autres Objectifs pour lesquels les PM rencontrent des difficultés.

Illustration 7 : Performance des 17 ODD, 2021

Objectifs de développement durable						Performance
						Très satisfaisante (80 % et supérieure)
						Satisfaisante (de 60 à 80 %)
						Moyenne (de 40 à 60 %)
						Insatisfaisante (de 20 à 40 %)
None						Très insatisfaisante (inférieure à 20 %)

## D. IMPACT DE LA COVID-19 SUR LES PAYS MEMBRES DE LA BID

L'impact considérable de la pandémie a mis en exergue la fragilité des systèmes de santé, en particulier dans les pays à revenus faible et intermédiaire. Outre les systèmes de santé, l'éducation a été durement touchée, notamment dans les PM disposant d'une infrastructure numérique limitée. Dans de nombreux PM, la perturbation du système éducatif pendant la pandémie a entraîné une forte baisse de la qualité de l'éducation, sans compter que les inégalités entre les sexes se sont creusées.

L'absence de filets de protection sociale et la part importante d'emplois informels et précaires dans de nombreux PM ont amplifié l'impact social de la pandémie et rendent la réalisation des ODD encore plus difficile pour les PM. De fait, les aspects fondamentaux du développement du capital humain demeurent un défi majeur pour la plupart d'entre eux, en particulier face à la détérioration de la pauvreté, du PIB par habitant, du marché du travail et de l'emploi.



### Conséquences sur la pauvreté

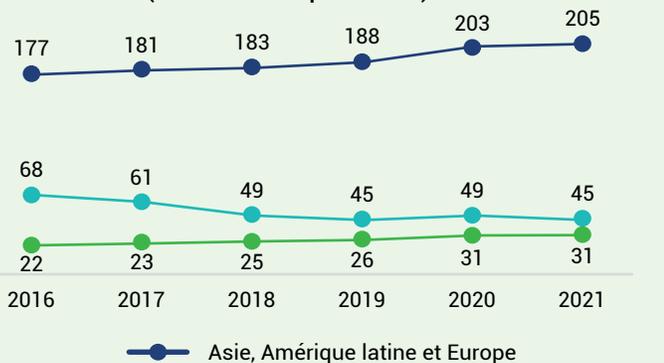
“ La pandémie de COVID-19 a eu des conséquences dévastatrices et durables sur la pauvreté dans le monde. Les PM de la BID pâtissent de la crise liée à la COVID-19, et le nombre total de personnes touchées par l'extrême pauvreté (c'est-à-dire vivant avec moins de 1,90 dollar par jour) y a augmenté de 9 % en glissement annuel en 2020.

La pandémie de COVID-19 a eu des conséquences dévastatrices et durables sur la pauvreté dans le monde. Les PM de la BID pâtissent de la crise liée à la COVID-19, et le nombre total de personnes touchées par l'extrême pauvreté (c'est-à-dire vivant avec moins de 1,90 dollar par jour) y a augmenté de 9 % en glissement annuel en 2020 (Illustration 6). Bien que la région MENA affiche le nombre absolu de personnes touchées par l'extrême pauvreté le plus bas parmi les régions de la BID (Illustration 9), elle a connu l'augmentation la plus marquée (+16 %), principalement en raison de cet effet de base défavorable. En 2021, le nombre total de personnes touchées par l'extrême pauvreté dans les régions de la BID devrait se stabiliser, à l'exception d'une légère hausse en Afrique subsaharienne (ASS) et dans les PMMA. L'augmentation persistante de la pauvreté dans ces groupes de pays illustre la reprise inégale entre les PM de la BID.

L'on estime que la pandémie a fait basculer 51 millions de personnes supplémentaires dans l'extrême pauvreté au sein des PM de la BID. La comparaison entre les tendances d'avant-COVID et les prévisions actuelles indique 25 millions de personnes supplémentaires touchées par l'extrême pauvreté en 2020, et près de 26 millions en 2021 (Illustration 8). La récession de 2020 a été moins marquée dans les PM de la BID que dans la moyenne des MEED. Néanmoins, la reprise s'annonce aussi plus lente dans les régions de la BID en raison de l'accès limité aux vaccins dans plusieurs PM, notamment les PMMA. Eu égard à la lenteur prévue de la reprise dans de nombreux PM et à l'impact considérable des pertes de revenu sur les populations défavorisées et vulnérables, l'augmentation de la pauvreté pourrait s'inscrire dans la durée.

**Illustration 8 : Nombre de personnes touchées par l'extrême pauvreté (nombre total de PM de la BID et PMMA de la BID)**


Source : calculs RSE fondés sur les estimations et prévisions du World Data Lab, octobre 2021.

**Illustration 9 : Extrême pauvreté dans les régions de la BID (en millions de personnes)**


Source : calculs RSE fondés sur les estimations et prévisions du World Data Lab, octobre 2021.

Les PM représentent environ 25 % de la population mondiale, mais ils comptent près de 40 % des personnes touchées par l'extrême pauvreté dans le monde. D'après les données disponibles, l'extrême pauvreté dans les PM se concentre fortement dans les zones rurales, qui recensent environ

Les PM de la BID représentent environ 25 % de la population mondiale, mais ils comptent près de 40 % des personnes touchées par l'extrême pauvreté dans le monde. D'après les données disponibles, l'extrême pauvreté dans les PM de la BID se concentre fortement dans les zones rurales, qui recensent environ 91 % des personnes concernées.

91 % des personnes concernées. Les femmes et les filles représentent 51 % des personnes touchées par l'extrême pauvreté dans les PM. Sur le plan régional, l'ASS rassemble 73 % du nombre total de personnes touchées par l'extrême pauvreté dans les PM de la BID, contre 16 % pour la région Asie, Amérique latine et Europe, et 11 % pour la région MENA (Tableau 3).


**Tableau 4 : Répartition de l'extrême pauvreté (pourcentage du nombre total de personnes touchées par l'extrême pauvreté dans les PM de la BID)**

		2016	2017	2018	2019	2020	2021
Régions de la BID	Asie, Amérique latine et Europe	25%	23%	19%	17%	17%	16%
	Moyen-Orient et Afrique du Nord	8%	9%	10%	10%	11%	11%
	Afrique subsaharienne	66%	68%	71%	73%	72%	73%
Par zone	Urbaine	7%	8%	9%	9%	9%	9%
	Rurale	93%	92%	91%	91%	91%	91%
Par sexe	Homme	49%	49%	49%	49%	49%	49%
	Femme	51%	51%	51%	51%	51%	51%

Source : calculs RSE fondés sur les estimations et prévisions du World Data Lab, octobre 2021

## Conséquences sur le PIB par habitant

En 2020, le PIB moyen par habitant a baissé de 4,0 % dans les PM, en raison de l'impact économique de la pandémie. Le revenu réel ne devrait pas retrouver le niveau d'avant-pandémie avant 2022. Par ailleurs, les tendances récentes suggèrent une divergence du revenu par habitant des PM par rapport à celui des EA et des autres MEED (Illustration 11a). L'écart de revenu devrait se creuser à moyen terme en raison d'une croissance timide dans les PM.

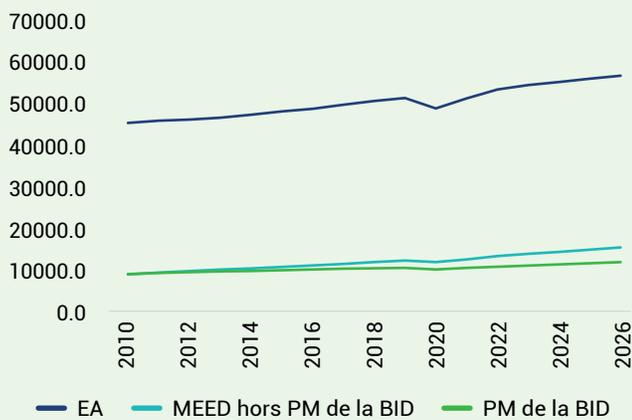
En 2020, le revenu moyen par habitant des PM exportateurs de combustibles a chuté de 6 % dans le contexte de la

récession mondiale liée à la pandémie. Même si le prix du pétrole repart actuellement à la hausse, les PM exportateurs de combustibles ne devraient pas retrouver le niveau de revenu d'avant-pandémie avant 2026. L'économie plus diversifiée des PM non exportateurs de combustibles a semblé relativement plus résiliente au cours de la pandémie et devrait connaître une reprise plus soutenue. De fait, l'écart de revenu entre les PM exportateurs et les PM non exportateurs de combustibles devrait se resserrer à moyen terme (Illustration 11b).

Dans les PM, l'écart de revenu par habitant devrait encore se creuser entre les PMMA et les autres PM. S'agissant de la croissance de la production réelle, l'économie des PMMA a

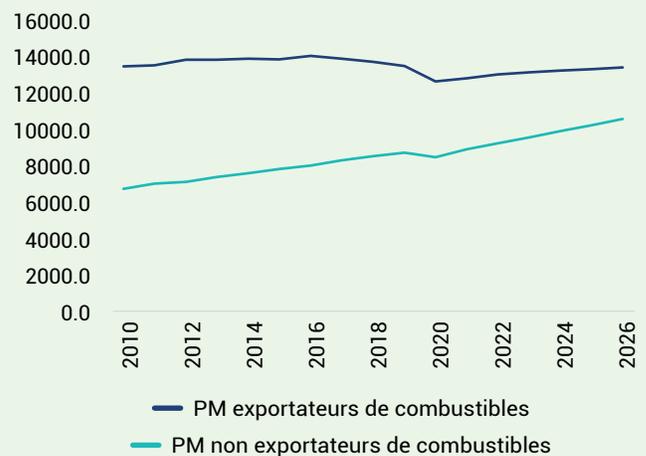
Illustration 10 : Évolution du PIB par habitant (prix constants, PPA, dollar international 2017)

### A. Global trends



Source : calculs RSE fondés sur les PEM d'octobre 2021 du FMI.

### B. IsDB Fuel Exporters vs Non-Fuel Exporters



## Conséquences sur le marché du travail et le chômage

La pandémie de COVID-19 a entraîné des mesures de confinement et des restrictions qui ont eu des conséquences néfastes sur les activités économiques dans le monde entier. En plein cœur de la crise, les entreprises ont été confrontées à une chute de leurs bénéfices et à des suppressions d'emploi en raison de la baisse de la demande, de l'incertitude croissante et de la perturbation des chaînes d'approvisionnement. Plus précisément, les mesures de confinement liées à la COVID-19 ont considérablement freiné la demande dans le secteur des services, dont la part d'emplois est plus importante que dans les secteurs de l'industrie et de l'agriculture dans la plupart des pays. L'impact est également amplifié par le fait que la plupart des salariés, en particulier dans les secteurs du

commerce et des services, ne peuvent pas télétravailler en raison d'une digitalisation insuffisante.

Table 5: Unemployment Rates, Global and Regional Averages (%)

	2019	2020	Écart
Monde	5,4	6,5	1,1
EA	4,8	6,8	2,0
MEED	5,5	6,4	0,9
BID	6,4	7,1	0,7
PMMA de la BID	5,8	6,5	0,7
Autres PM de la BID	6,6	7,3	0,7
PM exportateurs de combustibles de la BID	8,4	9,3	0,9
PM non exportateurs de combustibles de la BID	5,7	6,3	0,6

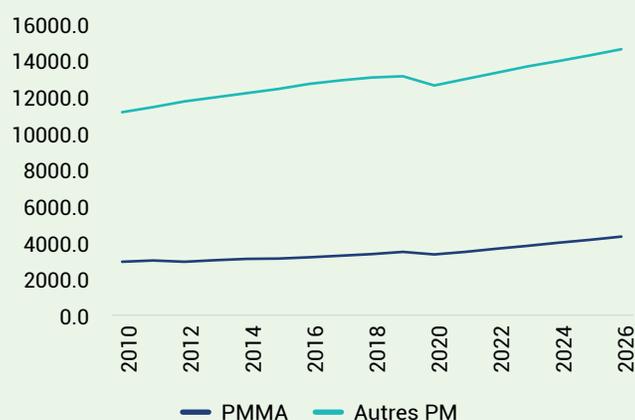
Source: ILO 2020-21

fait preuve d'une certaine résilience, avec un taux de près de 1 % en 2020. Malgré cela, le revenu par habitant des PMMA s'est contracté d'environ 4 % en 2020, en raison d'une croissance démographique rapide. D'après les prévisions actuelles, l'écart de revenu par habitant entre les PMMA et les autres PM devrait se creuser jusqu'à atteindre près de 10 000 USD en 2026, contre moins de 8 000 USD en 2010 (Illustration 11c), soit une hausse d'environ 25 %.

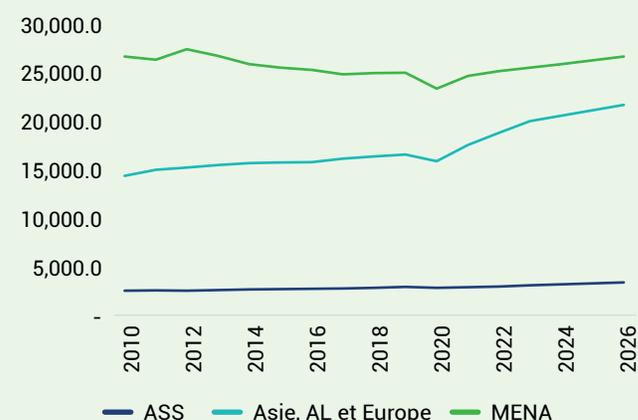
Par ailleurs, les PM d'ASS devraient se faire encore davantage distancer par les autres groupes régionaux en termes de revenu par habitant. Le revenu moyen par habitant de la région MENA devrait retrouver son niveau d'avant-pandémie en 2022 et continuer de progresser jusqu'en 2026, pour s'établir

bien au-dessus du niveau de revenu des autres groupes régionaux. Les PM de la région Asie, Amérique latine et Europe affichent une hausse constante du revenu par habitant depuis une décennie, en dépit d'un ralentissement temporaire en 2020 dû à l'impact de la pandémie. Avec un PIB réel moyen par habitant estimé aux alentours de 21 400 USD en 2026, l'écart de revenu entre ces pays et ceux de la région MENA devrait progressivement se resserrer. En revanche, le revenu réel moyen par habitant des PM d'ASS stagne sous la barre des 4 000 USD. La perspective d'une convergence avec les autres régions reste donc peu probable (Graphique 11d).

### C. PMMA vs autres PM de la BID



### D. Groupes régionaux de la BID



En dépit des programmes de relance exceptionnels d'ores et déjà mis en œuvre, le taux de chômage moyen s'inscrit en hausse par rapport au taux d'avant-pandémie. De son côté, le taux d'activité a baissé par rapport à la moyenne d'avant-pandémie, à la fois dans les EA et sur les MEED. L'impact de la pandémie de COVID-19 est variable selon les secteurs et les groupes démographiques.

En moyenne, les secteurs particulièrement menacés par l'automatisation sont le plus durement touchés, de même que les jeunes, les femmes et les travailleurs peu qualifiés. Malgré la reprise économique, les prévisions tablent sur un déficit persistant du travail en 2021. Dans le meilleur des cas, une perte de 1,3 % du temps de travail mondial, soit 36 millions d'emplois équivalents temps plein, est attendue en 2021 par rapport au quatrième trimestre 2019. Le taux de chômage

moyen mondial a augmenté de 1,1 point de pourcentage (pp), contre 2,0 pp dans les EA et 0,9 pp sur les MEED entre 2019 et 2020 (Tableau 5).



## E. INDICATEURS SOCIO-ÉCONOMIQUES

Le Tableau 5 ci-dessous présente un ensemble d'indicateurs décrivant la situation des pays membres de la BID par rapport aux données mondiales.

**Tableau 6 : Situation des PM de la BID d'après certains indicateurs socio-économiques**

Secteur	Indicateur	BID	Monde	Année
 <b>Santé</b>	Taux de mortalité infantile, moins de 5 ans (pour 1 000 naissances vivantes)	47,48	37,7	2019
	Ratio de décès maternel (pour 100 000 naissances vivantes)	268,29	211	2017
 <b>Eau et assainissement</b>	Personnes utilisant au minimum des services essentiels d'eau potable (en % de la population)	86,23	90,03	2020
	Personnes utilisant des services d'assainissement sûrs (en % de la population)	50,83 (ASS)	53,95	2020
 <b>Éducation</b>	Inscriptions à l'école, secondaire, total (en % brut)	67,47	75,97	La plus récente
	Dépenses publiques en éducation (en % du PIB)	3,57	4,53	La plus récente
 <b>Autonomisation des femmes</b>	Taux de participation à la population active, femmes (en % de la population âgée de 15 à 64 ans)	37,91	47,36	2019
	Inscriptions à l'école, secondaire, filles (en % brut)	67,6	75,66	La plus récente
 <b>Infrastructures</b>	Accès à l'électricité (en % de la population)	80,53	90,08	2019
	Utilisateurs d'Internet (en % de la population)	43,14	56,73	2019
	Chômage, total (en % de la population)	7,08	6,46	2020
	Fabrication, valeur ajoutée (en % du PIB)	14,75	14,46	2019
	Industrie, valeur ajoutée (en % du PIB)	33,11	24,79	2020





King Abdullah Campus, l'Université islamique du Niger



# Chapter 3

## Résultats des Activités de la Banque en Matière de Développement (Niveau 2)

Le chapitre 3 (Niveau II) dresse le bilan des interventions de la Banque au sein des pays membres et des communautés musulmanes dans les pays non membres en 2021, ainsi que de l'impact de ces projets sur le terrain.

La Banque évalue l'efficacité du développement de ses projets à trois étapes majeures : lors de l'approbation, au cours de la mise en œuvre et lors de l'achèvement. Le Niveau II de la stratégie de la BID mesure les résultats en matière de développement, qui se traduisent par les produits des projets et les résultats immédiats. Le présent chapitre est structuré en suivant les piliers

stratégiques et domaines transversaux définis à l'occasion de la récente actualisation de la stratégie. Cette partie expose (i) les principaux résultats escomptés de 36 projets et 99 subventions approuvés en 2021, et (ii) les résultats réels ou prévus de 39 projets et 76 subventions achevés, ou sur le point de l'être, au cours de l'année.



## A. PILIER 1 : INFRASTRUCTURES ÉCOLOGIQUES, RÉSILIENTES ET DURABLES



### AGRICULTURE ET DÉVELOPPEMENT RURAL



#### PRIORITÉS STRATÉGIQUES

La Banque soutient l'amélioration des infrastructures rurales afin d'élargir l'accès aux services essentiels et d'atteindre l'ODD 1 (Pas de pauvreté) et l'ODD 2 (Faim "zéro"). À la lumière de la pénurie croissante d'eau dans les PM, la Banque veille à investir dans une agriculture intelligente et économe en ressources, et promeut l'adoption des technologies numériques pour améliorer la production, la distribution, ainsi

que l'accès aux informations et à des services financiers et non financiers innovants. Davantage d'opportunités d'emploi productif dans les économies rurales bénéficieront de programmes et de partenariats intelligents visant à renforcer les capacités via l'accompagnement des producteurs, des coopératives et des associations.

#### APPROBATIONS DE PROJETS

En 2021, la Banque a approuvé six projets dans le secteur de l'agriculture et du développement rural pour un montant de 292,2 millions USD en Côte d'Ivoire, au Nigeria, en Irak, au Sénégal, en Ouganda et au Mali.

#### PROJETS ACHEVÉS

Les projets achevés en 2021 ont permis d'irriguer 88 700 hectares de terres et d'accroître la production agricole de 256 000 tonnes. Par ailleurs, 8 680 tonnes de capacité de stockage ont été créées, 13,2 millions de tonnes d'exportations agricoles ont été favorisées et 1 700 agriculteurs ont été formés à l'adoption de technologies et pratiques agricoles de pointe.

**Tableau 7: Résultats escomptés des projets approuvés en 2021 : agriculture et développement rural**

Indicateur de résultat	Résultats escomptés
Centres de recherche agricole ou instituts de formation et de perfectionnement créés ou réhabilités	4
Capacité de stockage agricole créée ou modernisée (tonnes)	60 001
Superficie irriguée (hectares)	7 338
Renforcement des capacités des organismes publics (ex. ministère de l'Agriculture / l'Élevage) (nombre)	433
Installations de transformation des cultures construites ou réhabilitées (nombre)	12
Renforcement des capacités ou formation des organisations paysannes (nombre d'agriculteurs)	5 200
Nouveau réseau d'irrigation conçu et installé (km)	360
Semences ou engrais distribués aux agriculteurs (unités)	30 000

**Tableau 8: Résultats des projets achevés : agriculture et développement rural**

Indicateur de résultat	Résultats obtenus
Hausse des exportations agricoles (tonnes)	13 200 000
Capacité de stockage agricole créée ou modernisée (tonnes)	8 687
Superficie irriguée (hectares)	88 706
Renforcement des capacités des organismes publics (nombre)	252
Hausse des cultures produites (tonnes)	256 550
Renforcement des capacités ou formation des organisations paysannes (nombre de personnes)	1 704
Semences à haut rendement introduites (unités)	1 200
Terres réaffectées à la production de cultures (hectares)	4 500
Ressources hydriques créées pour divers usages (m3)	100 000

- ▶ **Au Tchad, le projet de développement** de la chaîne de valeur du riz à Chari-Logone a été achevé. Il a permis d'accroître la capacité de stockage agricole de près de 9 000 tonnes en irriguant une superficie de 2 850 hectares. Le projet a également introduit des semences améliorées et permis à 7 600 agriculteurs locaux d'accéder à des ressources financières.
- ▶ **Au Togo, le projet de développement rural intégré dans la plaine de Mô** a réaffecté une superficie de 4 500 hectares de terres à la production de cultures, ce qui a permis d'accroître la capacité de production de 10 000 tonnes.

- ▶ **Au Yémen, le projet de développement rural** intégré a permis d'irriguer une superficie de 16 642 hectares et de créer des ressources hydriques d'un volume de 100 000 m<sup>3</sup> pour divers usages.
- ▶ **Au Nigeria, le projet de développement agropastoral dans l'État de Kano** a permis de remettre en service un ancien système d'irrigation et d'approvisionner en eau 962 hectares supplémentaires, au bénéfice de plus de 3 000 agriculteurs.



Aide aux petits exploitants dans la région dévastée par le cyclone Sidr au Bangladesh



Farmer with Malta at Malta Orchard



Une femme récoltant du riz dans la plaine de Nekota



## TRANSPORT MULTIMODAL DURABLE



### PRIORITÉS STRATÉGIQUES

Dans le secteur du transport, la Banque met l'accent sur les progrès des PM dans le cadre de l'ODD 9 (Bâtir une infrastructure résiliente) et l'ODD 11.2 (Assurer l'accès de tous à des systèmes de transport sûrs, accessibles et viables, à un coût abordable) en vue de (i) développer des systèmes de transport durables et efficaces, en améliorant notamment l'accès aux zones rurales pour les relier aux marchés et aux zones urbaines, (ii) favoriser la connectivité régionale, en

particulier pour les corridors de transport régional grand volume, (iii) favoriser un transport écologique pour limiter les conséquences néfastes sur l'environnement, telles que la congestion urbaine, la pollution atmosphérique et sonore, et les émissions de CO<sub>2</sub>, et (iv) accroître la résilience des systèmes de transport en adoptant des technologies de pointe et en promouvant l'inclusion numérique à travers les infrastructures de transport.

### APPROBATIONS DE PROJETS

En 2021, la Banque a approuvé dix projets de transport pour un montant de 724,9 millions USD en Albanie, en Gambie, en Guinée, en Indonésie, en Mauritanie, au Niger, au Nigeria, au Sénégal, en Sierra Leone et au Turkménistan.

**Tableau 9: Résultats escomptés des projets approuvés en 2021 : transport**

Result Indicator	Expected Results
Voies rapides / autoroutes construites, rénovées ou remises en service (km)	738
Routes rurales construites, rénovées ou remises en service (km)	1 961
Renforcement des capacités maritimes (tonnes par an)	1 000 000
Voies ferrées construites, rénovées ou remises en service (km)	19

### PROJETS ACHEVÉS

Les projets de transport achevés en 2021 ont permis de moderniser 879 km d'autoroute dans huit PM, mais aussi 1 400 km de routes rurales et 870 km de voies ferrées, et d'accroître la capacité de 81 millions de tonnes dans les centres logistiques ou de transport.

**Tableau 10: Résultats des projets achevés : transport**

Result Indicator	Achieved Results
Hausse de la capacité annuelle dans les centres/ plateformes logistiques ou de transport (tonnes)	81 010 000
Voies rapides / autoroutes construites, rénovées ou remises en service (km)	879
Routes rurales construites, rénovées ou remises en service (km)	1 397
Voies ferrées construites, rénovées ou remises en service (km)	870

#### Encadré : projet de voie ferrée Bereket-Etrek, Turkménistan

In Turkmenistan, the Bereket-Etrek Railway project was completed. By building a 256.5 km long railway track, the project contributes to socio-economic development and integration between Kazakhstan, Turkmenistan and Iran. Improved connectivity and transport infrastructure will help expand trade within the region as well as with the Gulf countries, the Middle East, and Europe.



Projet de voie ferrée Bereket-Etrek, Turkménistan



## ÉNERGIE PROPRE ET RENOUEVABLE



### PRIORITÉS STRATÉGIQUES

Dans le secteur de l'énergie, la Banque soutient les progrès des PM dans le cadre des contributions déterminées au niveau national (CDN) et de l'ODD 7 (Énergie propre et d'un coût abordable) en vue de (i) permettre un accès fiable, résilient, durable et d'un coût abordable à l'électricité (qui est actuellement limité à la moitié de la population dans les PMMA), (ii) accroître le financement des infrastructures d'énergie propre pour aider les PM à réduire leur empreinte carbone et (iii) accélérer le

financement de la lutte contre les changements climatiques à l'appui des initiatives des PM en matière d'atténuation et d'adaptation. Ainsi, la Banque sera en mesure d'atteindre son objectif annuel de lutte contre les changements climatiques de 35 % d'engagements d'ici 2025. La Banque cherchera à favoriser la participation du secteur privé, en particulier dans le cadre des projets d'énergie renouvelable et de l'amélioration de l'efficacité énergétique.

### APPROBATIONS DE PROJETS

En 2021, la Banque a approuvé six projets dans le secteur de l'énergie pour un montant de 227 millions USD en Guinée, au Maroc, au Nigeria, au Pakistan, au Sénégal et au Togo.

**Tableau 11: Résultats escomptés des projets approuvés en 2021 : énergie**

Indicateur de résultat	Résultats escomptés
Foyers raccordés au réseau électrique (nombre)	24 574
Capacité de production d'énergie installée, alimentée par des sources non renouvelables (équivalent en MW)	120
Capacité de production d'énergie installée, alimentée par des sources renouvelables (équivalent en MW)	1 021
Lignes de transmission/distribution installées, rénovées ou remises en service (km)	1 317

### PROJETS ACHEVÉS

Les projets achevés en 2021 ont permis de raccorder près de 35 millions de foyers au réseau électrique, d'augmenter la capacité de production d'électricité de 24 400 MW et d'installer plus de 2 000 km de lignes de transmission d'électricité ou de gaz.

**Tableau 12: Résultats des projets achevés : énergie**

Indicateur de résultat	Résultats obtenus
Réduction des émissions de GES (tonnes, équivalent CO2)	82 674
Foyers raccordés au réseau électrique (nombre)	34 960 000
Capacité de production d'énergie installée, alimentée par des sources non renouvelables (équivalent en MW)	5 978
Capacité de production d'énergie installée, alimentée par des sources renouvelables (équivalent en MW)	18 450
Longueur des conduites de pétrole/gaz installées (km)	312
Opportunités commerciales créées via l'accès à l'énergie (nombre)	2 500 000
Hausse de la capacité de raffinage du pétrole (tonnes)	4 700 000
Hausse de la capacité de transmission du pétrole/gaz (m3)	56 329 000
Sous-stations installées, rénovées ou remises en service (MVA)	70
Lignes de transmission/distribution installées, rénovées ou remises en service (km)	2 011



### Encadré : projet de partenariat à flux inversés pour la mise en œuvre de projets d'énergie renouvelable à l'échelle industrielle à Djibouti et au Niger

En 2021, la Banque a approuvé une contribution de 280 000 USD au projet de partenariat à flux inversés pour la mise en œuvre de projets d'énergie renouvelable à l'échelle industrielle à Djibouti et au Niger. Ce projet régional vise à mettre en place un approvisionnement abordable, fiable, propre et durable en électricité via des projets d'énergie renouvelable à l'échelle industrielle, tout en garantissant la transmission du savoir-faire grâce au mécanisme de partenariat à flux inversés. Ce projet s'inscrit dans le cadre de l'initiative BID-Masen, lancée en décembre 2020 et dont le but est de développer des projets d'énergie renouvelable à l'échelle industrielle en Afrique subsaharienne. Cette initiative s'appuie sur la vaste et unique expérience de Masen dans le développement de projets d'énergie renouvelable et sur sa volonté de transmettre son savoir-faire et son expertise en Afrique.

- ▶ **En Égypte, le projet de centrale électrique South Helwan a été achevé.** Il s'agit d'une centrale électrique à vapeur d'une capacité de 1 950 MW.
- ▶ **En Égypte, le projet de centrale électrique West Damietta a été achevé.** Il a permis de convertir la centrale électrique existante de 500 MW en une centrale électrique à cycle combiné de 750 MW en ajoutant quatre générateurs de vapeur à récupération de chaleur, un turbo-alternateur à vapeur de 250 MW et d'autres équipements auxiliaires. Cette nouvelle centrale alimente environ 37 000 ateliers et 20 usines de gros mobilier, qui emploient collectivement plus de 500 000 personnes et satisfont 80 % des besoins en ameublement du pays.
- ▶ **En Ouganda, le projet d'électrification rurale a été achevé.** Il avait pour but d'améliorer les conditions de vie dans les zones rurales du pays en élargissant la couverture du réseau électrique national. Le projet a permis d'installer 1 106 km de lignes à moyenne tension, 678 km de lignes à basse tension et 715 transformateurs (capacité combinée de 34,1 MVA), et de créer des infrastructures permettant 70 000 nouveaux raccordements dans les zones rurales de l'Ouganda.



Augmentation de la capacité et amélioration de l'efficacité dans le cadre du projet de centrale électrique West Damietta, Égypte



Projet d'électrification rurale, Ouganda



## DÉVELOPPEMENT URBAIN



### PRIORITÉS STRATÉGIQUES

Afin de mieux répondre aux besoins de la population urbaine croissante dans les PM (ODD 11 : Villes et communautés durables), la Banque promeut l'urbanisme intégré en faveur d'infrastructures urbaines écologiques et durables privilégiant les transports en commun, les énergies renouvelables, ainsi que la mise à disposition d'espaces publics et de services

urbains accessibles et inclusifs. Par ailleurs, la Banque continue d'œuvrer à l'amélioration des services destinés aux populations défavorisées, notamment celles vivant dans les quartiers pauvres où les infrastructures sont en ruine et l'accès aux services est limité.

### APPROBATIONS DE PROJETS

En 2021, la Banque a approuvé un projet urbain au Bénin pour un montant de 58,6 millions USD.

### PROJETS ACHEVÉS

En Indonésie, le projet communautaire d'assainissement SANIMAS a été achevé en 2021. Il contribue à résoudre les problèmes sanitaires liés à la défécation en plein air et à un mauvais assainissement via la mise à disposition d'infrastructures communautaires d'assainissement à la demande dans 1 800 lieux de 58 villes à travers 13 provinces. Le coût total du projet s'élevait à 117 millions USD, dont 100 millions USD financés par la Banque.

**Tableau 13: Résultats escomptés des projets approuvés en 2021 : développement urbain**

Indicateur de résultat	Résultats escomptés
Foyers bénéficiant d'installations sanitaires rénovées (latrines, système d'évacuation) (nombre)	15 000

**Tableau 14: Résultats des projets achevés : développement urbain**

Indicateur de résultat	Résultats obtenus
Abris/logements construits, rénovés ou réhabilités (nombre)	29,177



Waste treatment plant with balancing pond- Sanimas IsDB - 2018



Waste treatment plant with decorated manhole covers - Sanimas IsDB - 2018



Waste treatment plant with decorated manhole covers in a garden area - Sanimas IsDB - 2018



## EAU ET ASSAINISSEMENT



## PRIORITÉS STRATÉGIQUES

La Banque soutient l'élargissement de l'accès à un approvisionnement en eau sûr (ODD 6 : Eau propre et assainissement) via la création, le développement et la rénovation d'infrastructures. Cela consiste notamment à (i) améliorer le recouvrement des coûts des services hydriques, (ii) accroître l'efficacité du système d'approvisionnement en eau,

(iii) améliorer le traitement des eaux usées, (iv) généraliser le principe d'exploitation des eaux usées sous forme d'économie circulaire comme dans n'importe quel autre secteur, (v) accroître la résilience des systèmes hydriques, (vi) élargir la couverture du réseau d'assainissement et (vii) réglementer les systèmes indépendants d'évacuation des eaux usées.

## APPROBATIONS DE PROJETS

En 2021, la Banque a approuvé six projets dans le secteur de l'eau et de l'assainissement pour un montant de 217,3 millions USD à Bahreïn, au Bangladesh, en Côte d'Ivoire, en Guinée, aux Maldives et au Sénégal.

**Tableau 15: Résultats escomptés des projets approuvés en 2021 : eau et assainissement**

Indicateur de résultat	Résultats escomptés
Foyers bénéficiant d'installations sanitaires rénovées (latrines, système d'évacuation) (nombre)	116 800
Foyers bénéficiant de systèmes d'approvisionnement en eau potable (nombre)	4 177 590
Foyers bénéficiant de services réguliers de collecte des déchets solides (nombre)	810 007
Systèmes d'évacuation installés ou rénovés (longueur en km)	14 250
Réseaux d'approvisionnement en eau installés ou rénovés (longueur en km)	31

## PROJETS ACHEVÉS

En 2021, les projets achevés dans le secteur de l'eau et de l'assainissement ont permis d'installer ou de rénover 634 km de réseaux d'approvisionnement en eau, de rénover les installations sanitaires de 615 000 foyers, de raccorder 1,1 million de foyers aux systèmes d'approvisionnement en eau potable et de fournir des services de collecte des déchets solides à 143 000 foyers.

**Tableau 16: Résultats des projets achevés : eau et assainissement**

Indicateur de résultat	Résultats obtenus
Households with access to improved sanitation (i.e. latrines, sewage system) (number)	615,101
Households with access to potable water supply systems (number)	1,109,666
Households with access to regular solid waste collection services (number)	143,000
Sewerage network installed or upgraded (length in KM)	19
Water supply Network installed or upgraded (length in kilometers)	634



Unsafe sanitary conditions - hanging latrines suspended over a ditch or canal

- ▶ **Au Burkina Faso, le projet de barrage de Samendéni a été achevé**, avec une capacité de stockage de 1,05 milliard de mètres cubes. La centrale hydroélectrique produira 18 GWh d'énergie propre par an.
- ▶ **En Égypte, la phase 3 du projet de drainage agricole souterrain a été achevée**. La Banque avait financé les phases 1 et 2 du projet à hauteur de 21,5 millions USD, qui ont donné lieu à un système de drainage souterrain pour 159 000 feddans dans la région du delta du Nil. Pour cette troisième phase, la Banque a contribué à hauteur de 32,3 millions USD ; elle a permis d'étendre le système de drainage à 90 000 feddans supplémentaires, bénéficiant ainsi à 450 000 foyers agricoles. Le projet a rénové ou construit 3 314 km de canalisations latérales, 933 km de collecteurs et 20 ouvrages de génie civil (ponts, buses et siphons), sans compter la fourniture de matériel d'exploitation et d'entretien.
- ▶ **En Ouzbékistan, la remise en service des réseaux d'irrigation et de drainage dans les régions de Djizzakh et de Syrdarya a été achevée**. Le projet a permis la construction de six stations de pompage, de 15 km de canaux et de 292 km de drainage, ainsi que le nettoyage et la rénovation de 56 km de canaux.



Tashsaka Irrigation Project, Uzbekistan



## TIC ET TRANSFORMATION NUMÉRIQUE



### PRIORITÉS STRATÉGIQUES

Les TIC sont de plus en plus considérées comme un levier de développement et de croissance, ainsi que comme un moyen d'autonomiser la population, de renforcer les initiatives en matière d'éducation, de perfectionner les compétences, d'accroître la productivité et d'améliorer la gouvernance. La Banque soutient le déploiement des TIC dans tous les secteurs (ex. éducation, santé, services financiers, agriculture, énergie,

infrastructures, commerce, service public et administration en ligne) en vue d'atteindre l'ODD 9 (Industrie, innovation et infrastructure), d'accroître la productivité et d'amplifier l'impact en matière de développement. La transformation numérique des PME constitue également un aspect non négligeable de la généralisation des TIC.

### APPROBATIONS DE PROJETS

En vue d'atténuer la perturbation de la scolarité liée à la COVID-19, la Banque a approuvé un projet de 5 millions USD en faveur de la transformation numérique des établissements scolaires en Sierra Leone, qui vise à promouvoir l'apprentissage numérique auprès de 403 écoles, 150 000 élèves et 3 000 enseignants.

La Banque soutient deux projets de télémédecine en partenariat à flux inversés : entre le Nigeria (bénéficiaire) et le Pakistan (pourvoyeur), et entre la Somalie (bénéficiaire) et l'Égypte (pourvoyeur). Ces projets comprendront la fourniture de matériel médical, la mise à niveau de l'infrastructure informatique, la mise en œuvre de programmes de formation pour le personnel médical et la prestation de services de télémédecine.

**Tableau 17: Résultats escomptés des projets approuvés en 2021 : TIC et transformation numérique**

Indicateur de résultat	Résultats escomptés
Nouveaux abonnés à Internet / à une ligne téléphonique fixe/mobile (nombre)	154 165

**Tableau 18: Résultats des projets achevés : TIC et transformation numérique**

Indicateur de résultat	Résultats obtenus
Systèmes informatiques fournis/améliorés (nombre)	118
Longueur du réseau de fibre optique installé (km)	5 340
Nouveaux abonnés à Internet / à une ligne téléphonique fixe/mobile (nombre)	60 000 100



## B. PILIER 2 : DÉVELOPPEMENT INCLUSIF DU CAPITAL HUMAIN



### SOINS ET SERVICES DE SANTÉ UNIVERSELS



#### PRIORITÉS STRATÉGIQUES

La Banque œuvre à répondre au besoin urgent d'atténuer les conséquences persistantes de la pandémie de COVID-19 sur les systèmes de santé, ainsi qu'à renforcer les systèmes, services et établissements de santé nationaux afin qu'ils soient mieux préparés à affronter les futures pandémies. La Banque aide les PM à améliorer la gestion des pandémies et à garantir un accès équitable aux vaccins contre la COVID-19 en les accompagnant dans les étapes de production, d'approvisionnement et de distribution. En vue de résoudre le problème de la faible

couverture des services de santé dans la plupart des PMMA, la Banque priorise les actions suivantes, tout en ciblant les ODD 2 et 3 : (i) garantir des services de santé abordables et de qualité pour tous, (ii) améliorer la performance des soins primaires, (iii) lutter contre les conséquences de la pandémie et (iv) mettre en place une infrastructure sanitaire de base, en particulier dans les PMMA qui pâtissent des contraintes de ressources dans le secteur public.

#### APPROBATIONS DE PROJETS

En 2021, la Banque a approuvé cinq projets dans le secteur de la santé pour un montant total de 172,3 millions USD au Bénin, au Tchad, en Côte d'Ivoire, en Guinée et au Pakistan. Plusieurs projets sanitaires ont été approuvés en vue d'aider les pays à atténuer les conséquences néfastes de la COVID-19. La Banque a contribué à hauteur de 72,5 millions USD dans le cadre du Programme de soutien à la vaccination contre la COVID-19 mis en œuvre par l'IVAC au Pakistan.

#### PROJETS ACHEVÉS

Les projets achevés en 2021 ont permis à 83 millions de patients de bénéficier de services ambulatoires et ont touché 25 millions de personnes par l'intermédiaire de campagnes de prévention. Plus de 680 établissements de santé ont été construits, rénovés ou équipés, 3 millions de professionnels de santé ont été formés et 881 000 personnes ont bénéficié de moustiquaires à imprégnation durable.

**Tableau 19: Résultats escomptés des projets approuvés en 2021 : soins et services de santé universels**

Indicateur de résultat	Résultats escomptés
Établissements de santé construits, rénovés ou équipés (nombre)	1 766
Professionnels de santé formés (nombre)	3 006 800
Lits créés dans les établissements de santé (nombre)	1 500
Patients bénéficiaires de services ambulatoires (nombre par an)	32 743 262
Santé préventive : personnes touchées par l'intermédiaire de campagnes de sensibilisation (nombre)	1 185 924

**Tableau 20: Résultats des projets achevés : santé**

Indicateur de résultat	Résultats obtenus
Établissements de santé construits, rénovés ou équipés (nombre)	680
Professionnels de santé formés (nombre)	3 007 455
Lits créés dans les établissements de santé (nombre)	1 880
Patients bénéficiaires de services ambulatoires (nombre par an)	83 029 266
Santé préventive : moustiquaires à imprégnation durable (MID) distribuées pour lutter contre le paludisme (nombre)	881 000
Santé préventive : personnes touchées par l'intermédiaire de campagnes de sensibilisation (nombre)	25 698 882

#### Encadré : projet de lutte contre la grippe aviaire en Égypte

Le projet de lutte contre la grippe aviaire en Égypte, qui s'est achevé en 2021, a renforcé la capacité du pays à limiter le risque de contraction du virus de la grippe aviaire chez les animaux ou les humains et à endiguer la propagation de la maladie. Le projet a contribué à la construction d'une usine locale de fabrication de vaccins contre le virus de la grippe aviaire, dont la capacité de production est de 225 millions de doses par an, et a ainsi permis au pays de ne plus dépendre de l'importation de vaccins.



Projet de lutte contre la grippe aviaire en Égypte



## ÉDUCATION RÉILIENTE ET DE QUALITÉ



### PRIORITÉS STRATÉGIQUES

La Banque soutient l'infrastructure, les capacités et la prestation de services en matière d'éducation dans le cadre des ODD (Éducation de qualité). La Banque cible les populations les plus vulnérables et défavorisées, œuvre à l'éducation des enfants non scolarisés et promeut l'enseignement à distance. Le soutien de la Banque dans le secteur de l'éducation est fondé sur le principe de "l'apprentissage en faveur du développement

humain" et est axé sur (i) l'investissement dans l'éducation préscolaire, élémentaire et secondaire, accompagnée par la transformation numérique, afin de garantir que chaque enfant bénéficie d'une scolarité de 12 années consécutives, et (ii) l'accès équitable à une éducation de qualité dans les pays à faible revenu, en particulier pour les populations défavorisées et les filles.

### APPROBATIONS DE PROJETS

En 2021, la Banque a approuvé neuf projets dans le secteur de l'éducation pour un montant de 237,3 millions USD au Burkina Faso, en Côte d'Ivoire, en Gambie, en Guinée-Bissau, en Irak, en Mauritanie, en Sierra Leone, au Tadjikistan et au Togo.

### PROJETS ACHEVÉS

The education projects completed in 2021 have benefitted 1.2 million students, trained 3,500 teachers, and built or rehabilitated 854 classrooms and 178 educational institutions.

**Tableau 21 : Résultats escomptés des projets approuvés en 2021 : éducation**

Indicateur de résultat	Résultats escomptés
Hébergement : chambres créées ou rénovées dans les résidences étudiantes et hébergement dans les établissements d'enseignement	260
Salles de classe construites ou rénovées dans l'enseignement primaire/secondaire (nombre)	16 040
Établissements d'enseignement construits, rénovés ou équipés (nombre)	264
Élèves accueillis dans les établissements d'enseignement (nombre par an)	1 000
Élèves bénéficiaires (nombre par an)	179 084
Enseignants / membres du personnel universitaire formés (nombre)	8 875

**Tableau 22 : Résultats des projets achevés : éducation**

Result Indicator	Résultats obtenus
Salles de classe construites ou rénovées dans l'enseignement primaire/secondaire (nombre)	854
Établissements d'enseignement construits, rénovés ou équipés (nombre)	178
Élèves accueillis dans les établissements d'enseignement (nombre par an)	260
Élèves bénéficiaires (nombre par an)	1 221 513
Enseignants / membres du personnel universitaire formés (nombre)	3 514

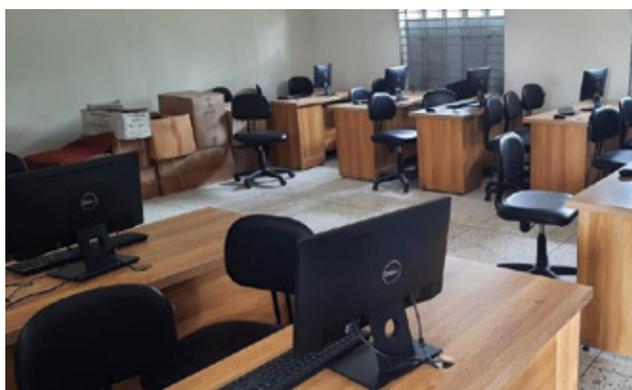
### Encadré : partenariats à flux inversés : Alliance africaine pour le développement de la formation professionnelle

En 2021, la Banque a approuvé une contribution de 17,15 millions USD pour le développement du système de formation professionnelle en Guinée-Bissau dans le cadre d'un partenariat à flux inversés. L'Office marocain de la Formation Professionnelle et de la Promotion du Travail (OFPPT) aidera la Guinée-Bissau à élargir l'accès à et à améliorer la qualité, l'équité et la pertinence de son système de formation professionnelle. Ce projet s'inscrit dans le cadre de l'Alliance africaine pour le développement de la formation professionnelle, qui vise à accompagner 14 PM africains de la BID, à savoir le Bénin, le Burkina Faso, le Cameroun, la Côte d'Ivoire, Djibouti, le Gabon, la Guinée, la Guinée-Bissau, le Mali, la Mauritanie, le Niger, le Sénégal, le Tchad et le Togo.

**Encadré : soutien à l'éducation des réfugiés syriens**

La Banque a maintenu son soutien à l'éducation des réfugiés syriens en Jordanie, au Liban, en Turquie et en Irak, et crée des passerelles pour les jeunes entre la scolarité et des opportunités d'emploi décentes. La Banque a signé un nouvel accord de cofinancement avec l'Organisation caritative islamique internationale (OCII) en vue d'adapter les programmes aux enfants de réfugiés syriens dans les pays voisins. Près de 1 400 étudiants suivent une formation professionnelle et 450 ont réussi à trouver un emploi.

- ▶ **Au Bangladesh, le projet d'éducation axé sur les madrasas** a permis de renforcer l'infrastructure de 95 madrasas exposées aux cyclones et aux inondations. Le projet a également contribué à l'actualisation du programme pédagogique, à la construction de 279 nouvelles classes, à la fourniture de mobilier et de matériel informatique, ainsi qu'à la formation de 386 enseignants. Ce projet bénéficie à plus de 6 000 élèves chaque année et est à l'origine d'une hausse du taux de réussite dans le primaire et le secondaire au sein des régions ciblées.
- ▶ **En Indonésie, le projet d'enseignement supérieur** de 256 millions USD a été achevé, bénéficiant à 242 000 étudiants dans l'enseignement supérieur. Le projet a permis de construire ou de réhabiliter 98 établissements d'enseignement et de former 1 761 membres du personnel universitaire.
- ▶ **En Gambie, l'enseignement bilingue** a donné lieu à la construction de 222 salles de classe dans 70 madrasas. Le projet bénéficie à près de 30 000 élèves et a permis de former plus de 1 300 enseignants.



La BID a contribué à la reconstruction de madrasas dans les régions touchées par des inondations au Bangladesh



Construction de refuges pour les pauvres dans le village d'Al-Taqwa, Cameroun



Students at Jamili Babou Isamic School, the Gambia



Élèves de l'école communautaire de Darsilami, Gambie



## PME ET CRÉATION D'EMPLOIS



## PRIORITÉS STRATÉGIQUES

La Banque accompagne les PM dans le développement des compétences afin d'accroître l'employabilité à des postes productifs et d'acquérir des compétences recherchées, en accordant une attention particulière aux femmes et aux jeunes. L'accent est ainsi mis sur la formation technique et professionnelle et sur l'acquisition de compétences fortement recherchées. Les activités de la Banque contribuent à l'ODD 8 (Travail décent et croissance économique) et à l'ODD 10 (Inégalités réduites).

**Tableau 23 : Résultats escomptés des projets approuvés en 2021 : MPME et création d'emplois**

Indicateur de résultat	Résultats escomptés
Centres commerciaux créés, rénovés ou réhabilités (nombre)	1 801
Personnes embauchées (nombre)	217 531
Personnes formées (nombre)	69 438
Personnes supplémentaires ayant accès à la microfinance (nombre)	4 500
Petites/moyennes entreprises créées ou soutenues (nombre)	225



Création d'emplois dans le cadre du programme d'autonomisation économique au Soudan

## INITIATIVES STRATÉGIQUES

Les initiatives phares dans le domaine de l'autonomisation économique comprennent (i) le programme de renforcement de la résilience économique des entreprises vulnérables (RREEV), avec des projets à Djibouti, en Jordanie, en Palestine et en Ouzbékistan pour un montant approuvé cumulé de 91,4 millions USD, (ii) le Fonds d'autonomisation économique du peuple palestinien (EEFPP), d'une taille de 500 millions USD, dont 215 millions USD ont déjà été mobilisés, et (iii) le fonds d'autonomisation économique pour l'Ouzbékistan d'une valeur de 100 millions USD, auquel le gouvernement de l'Ouzbékistan participe à hauteur de 35 %, la BID à hauteur de 20 % et le secteur privé à hauteur de 45 %, qui devrait générer 102 000 emplois en accompagnant 34 000 MPME (dont 50 % dirigées par des femmes et des jeunes).

**Tableau 24 : Résultats des projets achevés : MPME et création d'emplois**

Indicateur de résultat	Résultats
Centres commerciaux créés, rénovés ou réhabilités (nombre)	102
Personnes embauchées (nombre)	267 043
Personnes formées (nombre)	188 901
Personnes supplémentaires ayant accès à la microfinance (nombre)	201 300





## RÉSILIENCE FACE À LA FRAGILITÉ, GESTION DES RISQUES DE CATASTROPHE ET DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE



### PRIORITÉS STRATÉGIQUES

La stratégie de la Banque dans ces domaines priorise les actions suivantes : (i) aider les PM à éliminer les facteurs de fragilité et de conflit via le renforcement de la cohésion sociale, la réalisation d'une analyse des risques et le renforcement de la capacité de résilience (ODD 1 et 2), (ii) améliorer la gestion des risques de catastrophe en investissant dans des systèmes d'alerte précoce et en accompagnant le redressement après catastrophe, et (iii) favoriser le développement communautaire via le renforcement des capacités des organisations de la société civile (OSC) et leur participation à des programmes de transformation visant à améliorer les conditions socio-économiques des populations locales, des communautés isolées et d'autres

groupes vulnérables. La Banque prévoit de tirer parti des modes de financement traditionnels et de mobiliser des ressources concessionnelles en vue d'aider les PM fragiles et touchés par des conflits via la création d'un mécanisme de financement spécifique.

Les ONG partenaires du Programme Tadamon d'accélération de la riposte des OSC à la pandémie de la BID assistent les populations vulnérables au sein de communautés fragiles et touchées par des conflits, notamment au Burkina Faso, aux Comores, à Djibouti, en Guinée, en Irak, en Jordanie, au Liban, en Libye, au Mali, au Niger, en Somalie et au Soudan.

### APPROBATIONS DE PROJETS

En 2021, la Banque a approuvé des subventions pour des OSC au Tchad et au Pakistan qui (i) bénéficieront à 10 écoles communautaires et 200 foyers au Pakistan, et (ii) accompagneront 300 agriculteurs et 100 micro et petites entreprises au Tchad.



### Encadré : l'indice de résilience de la BID

L'indice de résilience de la BID, lancé en 2021, est fondé sur cinq composantes essentielles de risque et de vulnérabilité dans les 57 PM, à savoir (i) le déplacement forcé, (ii) l'économie et les moyens de subsistance, (iii) la santé et les épidémies, (iv) l'environnement et les catastrophes naturelles, et (v) la sécurité humaine. Cet indice évalue la résilience des PM et définit les opportunités d'intervention, les priorités stratégiques et les propositions de projet de la Banque dans les PM.



## C. DOMAINES TRANSVERSAUX

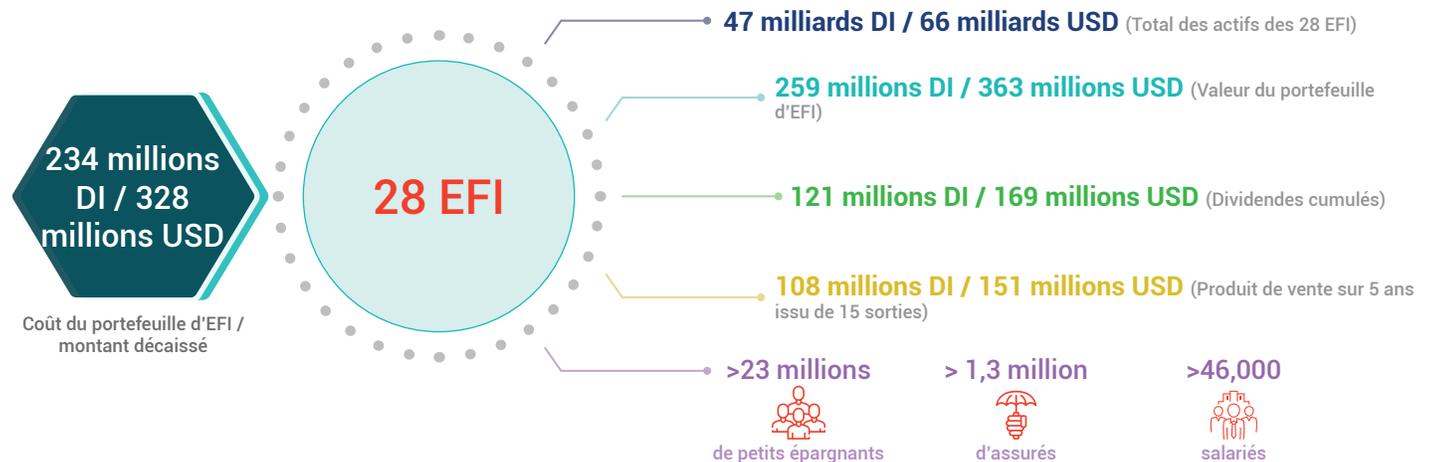
### Développement de la finance islamique

La Banque soutient le développement de l'écosystème, des infrastructures, des établissements et d'instruments financiers islamiques innovants en vue de (i) concevoir et proposer aux PM une gamme de produits et services financiers islamiques innovants (ex. écologiques, sociaux et sukuk à impact) pour financer ses programmes, projets et activités de développement, et faciliter la mobilisation de ressources du bilan et hors bilan, (ii) accompagner le développement et l'élargissement du secteur et des marchés financiers islamiques dans les PM via des réformes réglementaires et le développement du capital humain, et (iii) promouvoir les outils de financement sociaux islamiques (ex. Awqaf, Zakat et Sadaqa) en faveur des PMMA. Elle fait également office de moteur du développement du secteur de la finance islamique via la fourniture de solutions diversifiées et sur-mesure, telles que des dotations en fonds propres, des lignes de financement, des fonds de garantie et le renforcement des capacités par le biais d'une subvention spécifique et de la formation de partenariats solides avec d'autres organisations multilatérales, bilatérales et spécialisées.

“ Le portefeuille de titres d'EFI de la BID comprend 28 établissements financiers islamiques répartis dans plus de 20 pays, pour un montant décaissé total de 234 millions DI (environ 327 millions USD).

Le portefeuille de titres d'EFI de la BID comprend 28 établissements financiers islamiques répartis dans plus de 20 pays, pour un montant décaissé total de 234 millions DI

Illustration 11 : Tableau de bord du portefeuille de titres d'EFI (à fin 2021)



(environ 327 millions USD). Malgré ce faible montant décaissé, les investissements de la Banque gèrent des actifs de plus de 47 milliards DI (65 milliards USD), soit un effet multiplicateur de 200. La juste valeur du portefeuille d'EFI s'élève à 259 millions DI (environ 362 millions USD), tandis que le dividende perçu par la Banque est actuellement de 121 millions DI (169 millions USD), dont 6,5 millions DI (environ 9 millions USD) en 2021. Selon les conditions de marché, au cours des cinq dernières années, la Banque a réalisé 15 opérations de sortie ayant généré un produit de vente de 108 millions DI (environ 151 millions USD), dont 18 millions DI (environ 25 millions USD) issus de trois opérations réalisées en 2021.

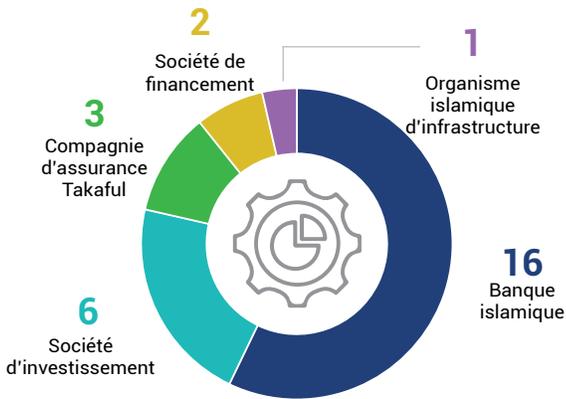
Les 28 EFI dans lesquels la Banque investit emploient plus de 46 000 salariés, donnent accès à des ressources financières à plus de 23 millions de petits épargnants et fournissent une couverture Takaful à plus de 1,3 million d'assurés. À fin 2021, 58 % du portefeuille de titres de la Banque était investi dans 16 banques islamiques, 21 % dans des sociétés d'investissement et 10 % dans des compagnies d'assurance Takaful.

Les plus gros montants investis s'établissent entre 1 et 10 millions DI. Les principales expositions sont Meezan Bank, Kuwait Turkish Participation Bank, Bosna Bank International et la Banque islamique du Sénégal. Il convient également de noter que sept investissements sont intégralement provisionnés et font l'objet d'une liquidation en bonne et due forme ou sont inactifs.

En termes de répartition géographique, 28 % du portefeuille est investi dans la région Europe/CEI, 18 % aussi bien dans les pays du CCG qu'en Afrique subsaharienne, 14 % en Asie du Sud et 11 % aussi bien en Asie de l'Est que dans la région MENA (hors pays du CCG). Cette répartition diversifiée illustre la volonté de la Banque de développer le secteur de la finance islamique à l'échelle mondiale.

#### Changements climatiques

Secteur (par nombre d'EFI)



Taille d'investissement

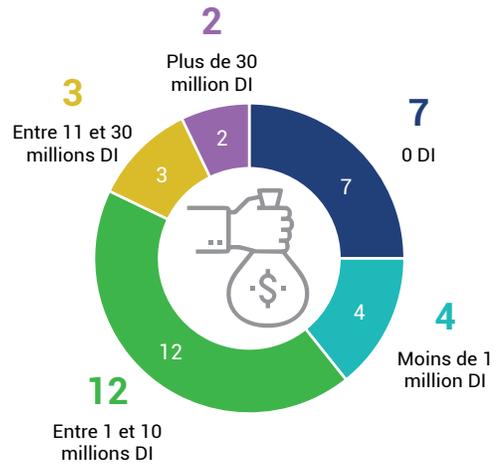
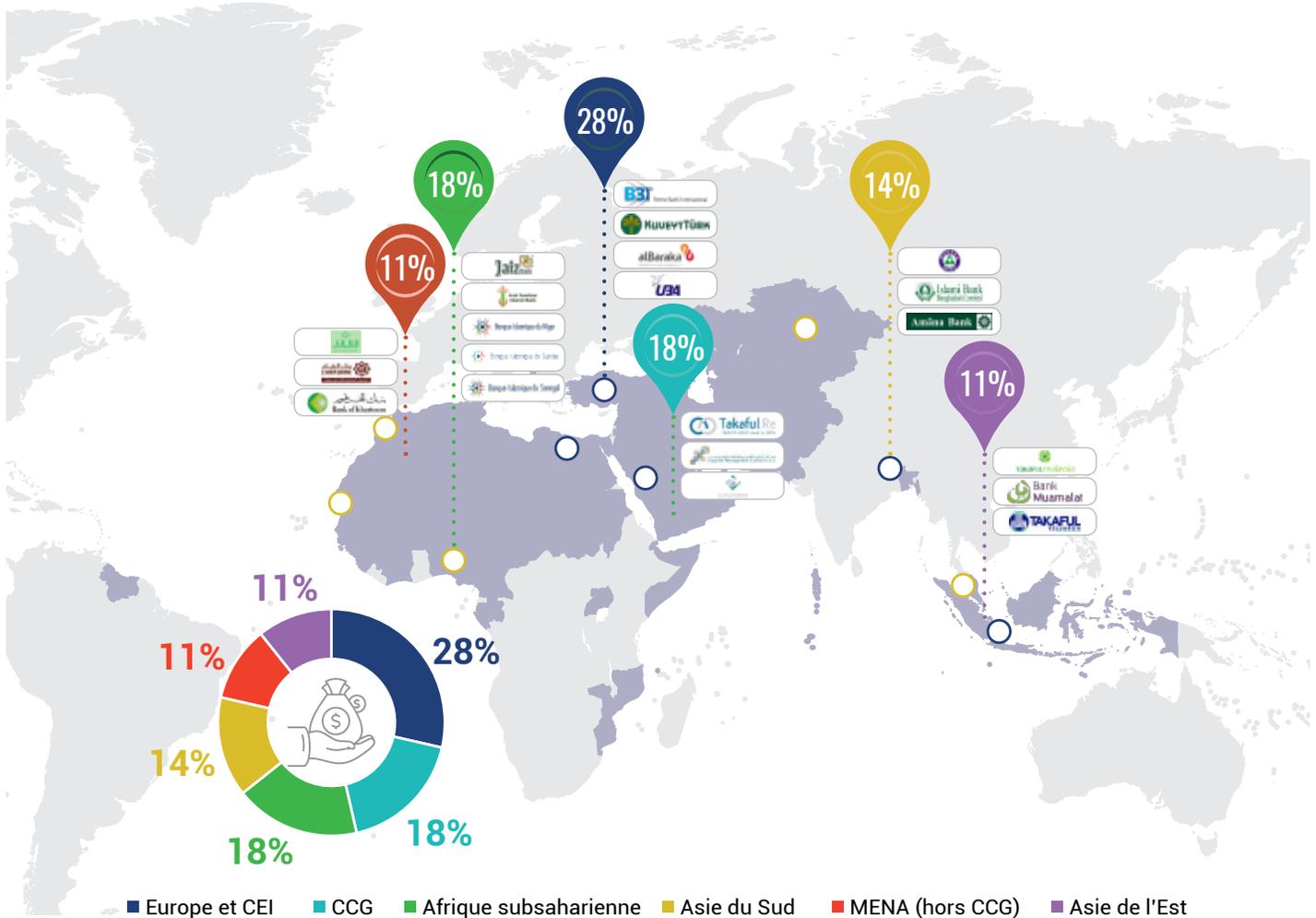


Illustration 12 : Aperçu du tableau de bord du portefeuille de titres d'EFI



La Banque s'est engagée à consacrer 35 % du financement des projets à l'atténuation des et à l'adaptation aux changements climatiques, conformément à l'ODD 13 (Lutte contre les changements climatiques). La Banque veillera également à aligner ses activités sur les objectifs de l'Accord de Paris, tout en accompagnant la transition vers des solutions de développement à faibles émissions de GES et résilientes face aux changements climatiques dans les PM, et soutiendra les activités favorisant l'alignement sur les CDN des PM en vertu de la COP26 / du Pacte de Glasgow pour le climat. La Banque soutient les mesures d'atténuation des changements climatiques dans les secteurs de l'énergie, du transport, de l'urbanisme, de la production et de l'agriculture, qui sont des sources importantes d'émissions de GES. En faveur d'une croissance durable, la Banque soutient les mesures d'adaptation aux changements climatiques portant sur les ressources hydriques, agricoles et naturelles, ainsi que dans les secteurs du développement urbain et du développement social.

En 2021, la Banque a consacré 684 millions USD au financement de projets pour le climat, soit 31 % du total des montants approuvés au cours de l'année. Une évaluation des risques climatiques physiques a été réalisée sur 40 projets afin de saisir les opportunités de développement bas carbone et d'atténuer les conséquences des changements climatiques sur les secteurs vitaux dans les PM.

En 2021, la Banque s'est mise en relation avec le Fonds vert pour le climat (FVC) afin de solliciter une accréditation pour mobiliser des subventions et des ressources concessionnelles au titre de la lutte contre les changements climatiques dans les PM. La Banque est désormais l'un des partenaires d'exécution du FVC et peut ainsi apporter un soutien à la préparation à ses PM en matière d'accès au financement de la lutte contre les changements climatiques. Le FVC a approuvé la proposition de préparation de la BID d'un montant de 2,7 millions USD pour la lutte contre les changements climatiques dans le secteur privé en Irak, à Bahreïn, au Liban, en Jordanie et en Palestine. La Banque a également été désignée partenaire d'exécution du nouveau mécanisme de financement des observations systématiques (SOFF) instauré par l'ONU.

### Femmes et jeunes



Spring water harvesting at Radhkhin village – Had Gov. - SFD-LIWP

La Banque œuvre à répondre aux besoins des femmes et des jeunes en matière de développement. Elle vise précisément à (i) élargir l'accès des femmes aux services et ressources conformément à l'ODD 5, (ii) intégrer les femmes en tant que bénéficiaires principales des projets de développement soutenus par la Banque, (iii) promouvoir la participation et la capacité d'action des femmes via le déploiement de programmes clés comme BRAVE Women, WE-FI, WISE et EWASME, et (iv) favoriser l'apprentissage et le renforcement des capacités chez les femmes et les jeunes pour encourager l'entrepreneuriat et la création d'emplois.

Au Pakistan, le projet "Girls Read to Succeed" mis en œuvre par Alif Laila



Autonomisation économique des femmes vivant dans les zones rurales d'Amizmiz, Maroc

Book Bus Society (ALBBS) a été achevé. Ce projet a permis d'améliorer les capacités de lecture des filles en école primaire afin qu'elles réussissent leur scolarité et poursuivent des études supérieures, en complément des initiatives menées par le gouvernement de l'Azad Jammu-et-Cachemire.

Au Maroc, le projet d'autonomisation économique des femmes vivant dans les zones rurales d'Amizmiz, mis en œuvre par l'Association pour le Développement Durable (ASSID), a été achevé. Ce projet a permis de développer les activités économiques exercées par 50 femmes âgées de 18 à 50 ans vivant dans les zones rurales d'Amizmiz, en accordant une attention particulière aux femmes défavorisées et aux jeunes filles sorties du système scolaire.

La Banque a approuvé une deuxième subvention de 11,25 millions USD dans le cadre de la Women Entrepreneurs Finance Initiative (We-Fi) afin d'autonomiser les petites et moyennes entreprises dirigées par des femmes en Afrique de l'Ouest (EWASME) dans la chaîne de valeur du riz en Guinée, au Niger, au Sénégal et en Sierra Leone.



Création d'opportunités économiques durables pour la jeunesse via un projet axé sur la formation professionnelle et l'emploi en Jordanie

En Égypte, le projet She Trades a été lancé à l'appui d'entreprises dirigées par des femmes dans les chaînes de valeur de l'exportation de l'artisanat, avec l'objectif d'accroître leur compétitivité et leur capacité à se positionner sur les marchés locaux et régionaux. Parmi les partenaires du projet, citons l'International Islamic Trade Finance Corporation (ITFC), le programme Aid for Trade Initiative for the Arab States (AfTIAS) et le Centre du commerce international (ITC).

### Renforcement des capacités

Le renforcement des capacités constitue une priorité majeure pour la Banque, qui veille à l'intégrer systématiquement à ses interventions dans les secteurs et domaines prioritaires. La Banque vise ainsi à (i) concevoir des interventions ciblées en matière de renforcement des capacités qui soient pertinentes, innovantes, complémentaires et cohérentes par rapport aux priorités des PM grâce à des mécanismes fructueux comme les partenariats à flux inversés, et (ii) mobiliser des ressources concessionnelles, principalement sous forme de subventions, par le biais de divers mécanismes de financement et modalités dans le cadre d'un fonds d'affectation spéciale multidonateurs consolidé à compartiments multiples.

En 2021, 19 interventions ont été approuvées dans le cadre du programme de coopération technique (PCT) pour un montant de 500

000 USD, au bénéfice direct de huit pays et indirect de 28 pays via des activités régionales. Le PCT a dispensé une formation à plus de 270 experts, renforcé les capacités de neuf organismes dans plusieurs domaines prioritaires et déployé 25 experts dans les PM.

Dans le cadre des partenariats à flux inversés, la Banque a mis en relation les PM entre eux et avec des pays du Sud dans le but de relever des défis communs en matière de développement. Outre l'intégration des partenariats à flux inversés dans les activités courantes de la Banque, un montant de 1,5 million USD a été affecté à six partenariats à flux inversés dans les secteurs de l'agriculture, de l'énergie, de la santé, de la formation professionnelle et de l'eau. Les pays qui en ont bénéficié sont notamment le Bangladesh, Djibouti, la Jordanie, la Guinée, la Guinée-Bissau, le Niger, le Nigeria, le Pakistan, le Tadjikistan, la Tunisie et le Turkménistan.

Dans le cadre du programme conjoint de capacité technique mis en œuvre avec l'Académie mondiale des sciences (TWAS), la Banque a contribué à lutter contre les conséquences néfastes de la COVID-19 et à renforcer les capacités de riposte et de redressement des PM en vue d'atteindre les ODD. Après trois années de mise en œuvre, le programme a permis de soutenir 73 jeunes chercheurs de 15 PMMA, dont 52 % de femmes et 48 % d'hommes.



#### Encadré : partenariats à flux inversés : formation technique et professionnelle au Tadjikistan

Au Tadjikistan, la Banque a approuvé un projet de partenariat à flux inversés visant à accroître la qualité des programmes d'enseignement et de formation techniques et professionnels. Ce projet a notamment permis d'améliorer les programmes et la formation des jeunes et des femmes afin de perfectionner leurs compétences et d'accroître leur employabilité. Il a pour but de renforcer les capacités de 13 000 personnes, dont 9 000 jeunes et 4 000 femmes non qualifiées dans des zones rurales et montagneuses.

#### Encadré : partenariats à flux inversés : le Maroc partage son expérience dans le secteur de l'énergie avec Djibouti et le Niger

La Banque soutient l'Agence Marocaine de l'Énergie Durable (Masen), reconnue comme un centre marocain d'excellence, qui accompagne Djibouti et le Niger dans la mise en place d'un approvisionnement abordable, fiable, propre et durable en électricité. Cela permettra d'accroître la capacité de Djibouti et du Niger à développer des projets lucratifs : (i) des centrales photovoltaïques à Djibouti, d'une capacité comprise entre 10 et 30 MW, dans les régions du PK20, entre Mouloud et Dikhil, et entre Goubet et Petit Bara, et (ii) des centrales photovoltaïques au Niger, d'une capacité comprise entre 10 et 20 MW, dans les régions de Dosso et de Maradi.



Le projet Alliance pour la lutte contre la cécité évitable (AFAB) a bénéficié à des patients de 13 pays africains

**Projet de partenariat à flux inversés pour la prise en charge des traumatismes entre la Palestine et l'Afghanistan**

Les 57 pays membres de la BID diffèrent en termes de situation géographique, de revenu par habitant, ou encore de degré de développement économique, mais ils sont tous **sources de connaissances, de savoir-faire et d'expertise à s'échanger pour relever les défis auxquels ils sont confrontés en matière de développement.**

Sur fond de pandémie de COVID-19, la Banque a collaboré avec l'Agence palestinienne de coopération internationale (PICA) dans le cadre d'une mission de détachement de sept médecins palestiniens en Afghanistan pour dispenser une formation sur la prise en charge des traumatismes et des urgences en mai 2021.

La mission a permis d'enrichir l'expérience et d'accroître les compétences et le savoir-faire du personnel médical afghan via des cours théoriques, des études de cas de chirurgie en direct au bloc opératoire et des exercices pratiques.

Près de 190 professionnels de santé, dont des médecins, des infirmiers et des techniciens, ont bénéficié des connaissances et de l'expertise des médecins palestiniens. Dans le cadre de la formation, l'équipe médicale palestinienne a pratiqué des interventions chirurgicales et opérations communes avec quatre hôpitaux.

Ce partenariat à flux inversés entre des pays confrontés à des situations dramatiques confirme l'esprit de solidarité qui règne au sein des pays membres de la BID, particulièrement dans les périodes difficiles.



### D. 3.2 COMMUNAUTÉS MUSULMANES DANS LES PAYS NON MEMBRES

La Banque a créé une Division d'aide aux communautés (auparavant dénommée "Division d'assistance spéciale"), dont la mission est d'améliorer le bien-être et les conditions de vie des

communautés musulmanes dans les pays non membres (PNM). Ce programme favorise le développement des communautés musulmanes dans les PNM, notamment dans les domaines de l'éducation et de la santé, et allège la souffrance des populations touchées par des catastrophes naturelles.

**Tableau 25 : Liste des projets approuvés en faveur des communautés musulmanes dans les pays non membres**

Pays	Nom du projet	Contribution de la BID (USD)
<b>Sarajevo, Bosnie-Herzégovine</b>	Fourniture de matériel de laboratoire pour le programme d'odontologie de l'université Sarajevo School of Science and Technology (SSST)	250 000
<b>Philippines</b>	Rénovation et équipement du Lanao Doctors Hospital (LDH), Saray, Iligan, Lanao du Nord, Philippines	250 000
<b>Rwanda</b>	Accès à de l'eau propre	150 000
<b>Rwanda</b>	Installation solaire domestique pour 100 foyers vulnérables au Rwanda	150 000
<b>Zimbabwe</b>	Construction du Centre de formation pour femmes IWIN, Hatcliffe Extension, Harare, Zimbabwe	250 000
<b>Zambie</b>	Construction d'un Centre de formation pour femmes à Chisamba	250 000
<b>Île Maurice</b>	Extension de l'école primaire mixte de Curepipe	270 000
<b>Kenya</b>	Construction d'une bibliothèque pour la RAF International University, Kitengela	270 000
<b>Afrique du Sud</b>	Extension de la WonderKids Academy à Durban	200 000
<b>Afrique du Sud</b>	Construction du Centre éducatif al-Dawa Wal Irshad à Soweto, province du Gauteng	200 000
<b>Tanzanie</b>	Construction de l'hôpital Al-Hikma	280 000
<b>Royaume-Uni</b>	Phase III du Prince's Trust : mise en œuvre d'un programme triennal en faveur de l'éducation, de la formation et de l'emploi des jeunes musulmans britanniques	1 000 000
<b>Russie</b>	Réhabilitation et aménagement du Maryam Sultanova Islamic College	200 000
<b>États-Unis</b>	Extension de l'établissement scolaire An-Noor pour l'Islamic Society of Greater Springfield, Springfield, Illinois, États-Unis	200 000
<b>Trinité-et-Tobago</b>	Extension d'une école	200 000
<b>Canada</b>	Construction de l'Usman Shakir Mount Joy Islamic School, Markham, Ontario, Canada	200 000
<b>Burundi</b>	Rénovation de plusieurs écoles pour les réfugiés burundais	250 000
<b>Éthiopie</b>	Installation d'un système d'approvisionnement en eau et d'assainissement pour les écoles et les établissements de santé	120 000

Dans le cadre du Programme stratégique de préparation et de riposte (PSPR) à la pandémie de COVID-19 du Groupe de la BID, la Banque a mené à bien 11 interventions pour un montant

total de 2,6 millions USD dans neuf pays. Ces interventions sont exposées en détail dans le Tableau 17.

**Tableau 26 : Liste des interventions menées dans le cadre du PSPR dans neuf pays**

Pays	Nom du projet	Contribution de la BID (USD)
<b>Kenya</b>	Fourniture d'outils informatiques à la RAF International University	230 000
<b>Afrique du Sud</b>	The Establishment of the IDM Distance Learning School (DLS) by e-learning	100,000
	Création de l'établissement d'enseignement à distance (EED) IDM	100 000
<b>Rép. dém. du Congo</b>	Establishing e-learning platform for the main High school in Bujumbura	100,000
	Fourniture d'outils informatiques au lycée Al-Maktoum	100 000
<b>Burundi</b>	Création d'une plateforme d'enseignement à distance pour le lycée principal de Bujumbura	100 000
<b>Burundi</b>	Fourniture de matériel médical à deux centres médicaux	100 000
<b>Népal</b>	Fourniture de matériel et produits médicaux et distribution de paniers alimentaires au Muddi Mohram Memorial Welfare Trust	100 000
<b>Philippines</b>	Fourniture de matériel et produits médicaux à Tamparan Medical Foundation, Inc. (TMFI)	200 000
<b>Zimbabwe</b>	Fourniture de matériel médical au centre de soins primaires Al-Shifa	200 000
<b>Trinité-et-Tobago</b>	Distribution de médicaments et de vivres à la population sinistrée	150 000
<b>Philippines</b>	Distribution de paniers alimentaires à Tamparan Medical Foundation, Inc. (TMFI)	60 000
<b>Trinité-et-Tobago</b>	Distribution alimentaire (riz, huile, nouilles, vitamines, etc.)	60 000





Des bénéficiaires du programme de soutien aux jeunes musulmans britanniques



Al-Mizan School, East London



Darul Uloom Dawatul Imaan School, Bradford



Abu Bakr Girls School, Walsall

## E. PRINCIPAUX RÉSULTATS DES PROGRAMMES DE SUBVENTION

Le tableau ci-dessous synthétise les résultats obtenus via les programmes de subvention en 2021.

Grant Program	Core Result indicators	Target
<b>Programme destiné aux ONG et à la société civile pour 2021</b>	Personnes formées (nombre)	80
	Personnes embauchées (nombre)	6 000
	Aide aux PNM	2
	Salles de classe construites ou rénovées dans l'enseignement primaire/ secondaire (nombre)	1 950
	Élèves bénéficiaires (nombre)	120
	Organismes construits, rénovés ou équipés (nombre)	1 420
	Enseignants / membres du personnel universitaire formés (nombre)	10
<b>Programme d'urgence pour 2021</b>	Foyers bénéficiant de systèmes d'approvisionnement en eau potable (nombre)	54
<b>Programme d'autonomisation des femmes et des jeunes pour 2021</b>	Capacité de production d'énergie installée, alimentée par des sources renouvelables (équivalent en MW)	1
	Personnes formées (nombre)	435
	Personnes embauchées (nombre)	12
<b>Programme de partenariats à flux inversés pour 2021</b>	Renforcement des capacités des organismes publics (ex. ministère de l'Agriculture / l'Élevage)	5
	Politiques/règlements introduits ou améliorés (nombre)	11
	Santé préventive : personnes touchées par l'intermédiaire de campagnes de sensibilisation (nombre)	623 424
	Hébergement : chambres créées ou rénovées dans les résidences étudiantes et hébergement dans les établissements d'enseignement	6
	Élèves bénéficiaires (nombre)	3 850
	Organismes construits, rénovés ou équipés (nombre)	43
	Enseignants / membres du personnel universitaire formés (nombre)	45
	Augmentation de la capacité de traitement de l'eau potable (m3/jour)	28 500
	Augmentation de la capacité de traitement des eaux usées (m3/jour)	85 500
	Personnes formées (nombre)	249
Personnes embauchées (nombre)	10 650	
	Hausse de la capacité annuelle dans les ports maritimes (tonnes)	1 000 000
<b>Programme de coopération et d'intégration régionales pour 2021</b>	Renforcement des capacités des organismes publics (ex. ministère de l'Agriculture / l'Élevage)	1
	Politiques/règlements introduits ou améliorés (nombre)	1
	Hausse de la capacité annuelle dans les centres/platformes logistiques ou de transport	353

Grant Program	Core Result indicators	Target
Programme de coopération technique pour 2021	Personnes formées (nombre)	385
	Personnes embauchées (nombre)	1
	Aide aux PNM	4
	Salles de classe construites ou rénovées dans l'enseignement primaire/secondaire (nombre)	27
	Élèves bénéficiaires (nombre)	2 720
Aide aux PNM	Organismes construits, rénovés ou équipés (nombre)	16
	Enseignants / membres du personnel universitaire formés (nombre)	58
	Foyers bénéficiant de systèmes d'approvisionnement en eau potable (nombre)	75 400
	Capacité de production d'énergie installée, alimentée par des sources renouvelables (équivalent en MW)	1 000
	Personnes formées (nombre)	4 040
	Personnes embauchées (nombre)	5

## F. PRINCIPAUX RÉSULTATS DES ACTIVITÉS DES FONDS GÉRÉS PAR LA BID V

### Fonds de solidarité islamique pour le développement (FSID)

Le FSID a été créé en 2007 en tant que fonds spécial consacré au financement de projets et programmes de production et de services contribuant à réduire la pauvreté dans les PM. Le FSID a défini sa stratégie 2030, qui vise à élargir son champ d'action au-delà du financement de projets via des subventions et des prêts en investissant dans des initiatives de réduction de la pauvreté génératrices de revenus en faveur du développement durable.

En 2021, le FSID a octroyé 43,4 millions USD dans le cadre de 26 projets et subventions, portant la valeur cumulative approuvée à 773,2 millions USD.

En 2021, le FSID a octroyé 43,4 millions USD dans le cadre de 26 projets et subventions, portant la valeur cumulative approuvée à 773,2 millions USD.

Partenariats majeurs en 2021 :

- ▶ Programme d'élargissement du champ d'action des ONG en faveur de la réduction de la pauvreté en partenariat avec le PNUD

- ▶ Programme Tadamon d'accélération de la riposte des OSC à la pandémie en partenariat avec la FICR, Plan International, le CICR, Light for the World et SPARK
- ▶ Programme Alliance pour la lutte contre la cécité évitable en partenariat avec Project C.U.R.E. et Light for the World
- ▶ Programme d'éducation des réfugiés syriens en partenariat avec l'organisation caritative Al Tamayoz, l'Organisation caritative islamique internationale et l'association Humanitarian Excellence.

Le FSID forme actuellement un partenariat avec le HCR en vue de créer un Fonds islamique mondial pour les réfugiés, qui constituerait une source pérenne de financement pour les projets et initiatives visant à répondre aux besoins des réfugiés et des PDI dans les PM.



L'Alliance pour la lutte contre la cécité évitable (AFAB) a bénéficié de patients de 13 pays africains

Le tableau ci-dessous répertorie les principaux résultats escomptés des projets du FSID achevés en 2021.

**Tableau 27 : ODD concernés par les projets du FSID**

SDG	Indicateur	Résultat
	Abris/logements construits, rénovés ou réhabilités (nombre)	160
	Superficie irriguée (hectares)	700
	Établissements de santé construits, rénovés ou équipés (nombre)	338
	Personnel de santé (médecins, infirmiers, secouristes, techniciens) formé (nombre)	3 005 214
	Lits créés dans les établissements de santé (nombre)	1 280
	Patients bénéficiaires de services ambulatoires (nombre par an)	80 471 051
	Personnes touchées par l'intermédiaire de campagnes de sensibilisation à la santé préventive (nombre)	12 690 712
	Salles de classe construites ou rénovées dans les établissements d'enseignement (nombre)	114
	Établissements d'enseignement construits, rénovés ou équipés (nombre)	2
	Élèves bénéficiaires (nombre par an)	18 000
	Enseignants / membres du personnel universitaire formés (nombre)	191
	Foyers bénéficiant de systèmes d'approvisionnement en eau sûrs (nombre)	45 000
	Foyers raccordés au réseau électrique (nombre)	10 000
	Lignes de transmission/distribution installées, rénovées ou remises en service (km)	1 404
	Centres commerciaux créés, rénovés ou réhabilités (nombre)	44
	Personnes formées (nombre)	9 320
	Personnes supplémentaires ayant accès à la microfinance (nombre)	17 700
	Routes rurales construites, rénovées ou remises en service (km)	50

### Fonds Lives and Livelihoods (LLF)

La Banque a créé le LLF en 2016 dans le but d'augmenter les financements concessionnels à un coût abordable pour les projets vitaux de développement humain dans les PMMA. Constitué sous forme de fonds moteur de la coopération Sud-Sud, le LLF a noué des partenariats avec le Fonds d'Abu Dhabi pour le développement, la Fondation Bill & Melinda Gates, le Bureau des Affaires étrangères, du Commonwealth et du Développement du Royaume-Uni, le FSID, le Centre d'aide

“ Le LLF contribue à des projets prioritaires à des taux concessionnels, accorde des subventions et apporte une assistance technique pour la préparation des projets. Fort d'un portefeuille de projets solide, le Comité d'impact du LLF a approuvé un financement concessionnel d'un montant de 1,5 milliard USD pour la période 2016-2021.

humanitaire et de secours du roi Salman, et le Fonds du Qatar pour le développement.

Le LLF contribue à des projets prioritaires à des taux concessionnels, accorde des subventions et apporte une assistance technique pour la préparation des projets. Fort d'un portefeuille de projets solide, le Comité d'impact du LLF a approuvé un financement concessionnel d'un montant de 1,5 milliard USD pour la période 2016-2021.

Le portefeuille du LLF comprend 37 projets dans les domaines de la santé, de l'agriculture et des infrastructures essentielles, mis en œuvre dans 22 PM de la BID et ciblant les populations les plus vulnérables. À ce jour, le Fonds a décaissé plus de 343 millions USD, avec des résultats encourageants sur le terrain.

En 2021, le LLF a approuvé six projets pour un montant de 66,35 millions USD au Bangladesh, au Bénin, en Côte d'Ivoire, aux Maldives, au Tchad et au Togo.

Le Comité d'impact du LLF a récemment développé un outil de gestion axée sur les résultats (GAR) afin de renforcer les capacités techniques du Fonds et d'optimiser l'exécution et l'évaluation des résultats en matière de développement et leurs retombées. Le perfectionnement du modèle de GAR pour les projets du LLF à Abuja et à Dakar est désormais en cours. Divers outils, directives, tableaux de bord et processus devraient voir le jour à l'issue de ces travaux.



### Éradication du paludisme au Sénégal : l'investissement de la BID et du LLF améliore la protection des plus vulnérables

Le paludisme demeure un enjeu de santé publique au Sénégal, avec un taux de mortalité élevé chez les enfants, les femmes et les adultes vulnérables. Cette maladie pèse lourd sur les foyers défavorisés, mais aussi sur l'État et les collectivités. En 2018, le LLF a versé 32 millions USD au gouvernement du Sénégal afin de l'aider à élargir son programme national aux régions dans lesquelles le paludisme est particulièrement présent.

Les activités menées dans le cadre du projet ont notamment porté sur la lutte antivectorielle et la prise en charge des cas, la communication en faveur d'un changement social et comportemental, l'acquisition de marchandises, ou encore la consolidation des systèmes de surveillance et d'intervention pour l'éradication de la maladie. Le projet a ainsi permis de distribuer 2,5 millions de moustiquaires à imprégnation durable à la population, de faire bénéficier 80 000 foyers d'une pulvérisation intra-domiciliaire à effet rémanent, de réaliser 1 million de tests de diagnostic rapide pour la détection et la prise en charge des cas, de fournir à et de former 30 établissements de santé à l'utilisation de matériel de laboratoire, dont des tests PCR, et d'impliquer des centaines de communautés dans des activités liées au changement comportemental et à la mobilisation sociale.

Par conséquent, l'incidence des cas de paludisme a baissé de 32 % dans les régions cibles, les décès causés par le paludisme ont diminué de 48 % et, grâce à une meilleure prise en charge et un traitement plus efficace des cas, le taux de létalité a chuté de 41 % ; enfin, la couverture préventive visant à limiter le risque de paludisme chez les femmes enceintes a augmenté de 39 %.

Les projets du LLF achevés en 2021 devraient générer les résultats suivants :

**Tableau 28 : ODD concernés par les projets du LLF**

SDG	Indicateur	Résultat
	Établissements de santé construits, rénovés ou équipés (nombre)	90
	Personnel de santé (médecins, infirmiers, secouristes, techniciens) formé (nombre)	3974
	Patients bénéficiaires de services ambulatoires (nombre par an)	80471051
	Personnes touchées par l'intermédiaire de campagnes de sensibilisation à la santé préventive (nombre)	9000000

**Awqaf Properties Investment Fund (APIF)**

Le fonds Awqaf Properties Investment Fund (APIF) est un fonds d'investissement à impact créé par la BID en 2001, dont la mission est de financer le développement de biens immobiliers générant des ressources propres à garantir la pérennité, l'indépendance financière et le développement social permanent d'organisations à but non lucratif. En 2020, la Banque a augmenté le capital autorisé du fonds APIF, qui est ainsi passé de 100 millions USD à 500 millions USD, avec l'objectif d'atteindre progressivement 2 milliards USD d'ici 10 ans.

À fin 2021, le portefeuille du fonds APIF comprenait 55 projets dans 28 pays, axés sur l'éducation, la santé, le développement de la jeunesse et les œuvres de bienfaisance.

“ En 2021, la Banque a approuvé quatre projets du fonds APIF pour un montant total de 16,6 millions USD. Deux de ces projets sont menés en Arabie saoudite, un au Sénégal et un en Tanzanie.

En 2021, la Banque a approuvé quatre projets du fonds APIF pour un montant total de 16,6 millions USD. Deux de ces projets sont menés en Arabie saoudite, un au Sénégal et un en Tanzanie.

Conformément à sa vision, le fonds APIF a mobilisé des investissements supplémentaires dans des projets actuels ou nouveaux à hauteur de 18,75 millions USD en 2021, contre 21,59 millions USD en 2020. Le Fonds a par ailleurs bénéficié de trois subventions d'un montant total d'environ 300 000 USD à l'appui de ses projets.

**Encadré : lancement du fonds Awqaf Financing Fund de 1 milliard SAR, RAS**

La Banque a récemment créé le fonds Awqaf Financing Fund, RAS (AFF-RAS), consacré au financement de projets Awqaf en Arabie saoudite. Le capital autorisé du fonds AFF-RAS s'élève à 1 milliard SAR (env. 267 millions USD), dont une participation de 10 % de la BID et de 10 % de l'Autorité générale des Awqaf d'Arabie saoudite.



Élèves étudiant à l'orphelinat BID-BISEW au Bangladesh



Le tableau ci-dessous présente des exemples de projets du fonds APIF et leur impact sur la population.

### Illustration 13 : Exemples de projets du fonds APIF et leur impact sur la population

Organismes bénéficiaires du Waqf	Nombre de bénéficiaires à long terme	Nombre total de bénéficiaires	Financement par le Waqf	Autre/commentaires	ODD
<b>BID-BISEW (Bangladesh)</b>	 7 000 personnes ont bénéficié d'une formation professionnelle ou en informatique et ont trouvé un emploi ; les autres bénéficiaires participent à des programmes à long terme	43 000	Total	92 % des participants au programme ont trouvé un emploi qui, pour la plupart, a changé leur vie	   
<b>Fujairah Welfare Association (EAU)</b>	 6 000 personnes ont bénéficié d'une formation professionnelle ou ont participé à des ateliers et au programme "Familles productives"	9 millions	Partiel	50 000 parrainages chaque année (orphelins, étudiants, familles, besoins particuliers) et de nombreuses initiatives ponctuelles	     
<b>Towfiq Welfare Society (Somalie et Kenya)</b>	 Aide apportée à 20 000 orphelins, étudiants et enseignants	400 000	Partiel	Gestion d'organismes d'infrastructure sociale, dont sept écoles et une université avec un hôpital intégré	    
<b>Haute Autorité du Waqf (Sénégal)</b>	 12 500 étudiants des principales daaras (écoles coraniques) devraient en bénéficier	12 500	Partiel	Soutien apporté à 64 daaras (écoles coraniques)	  

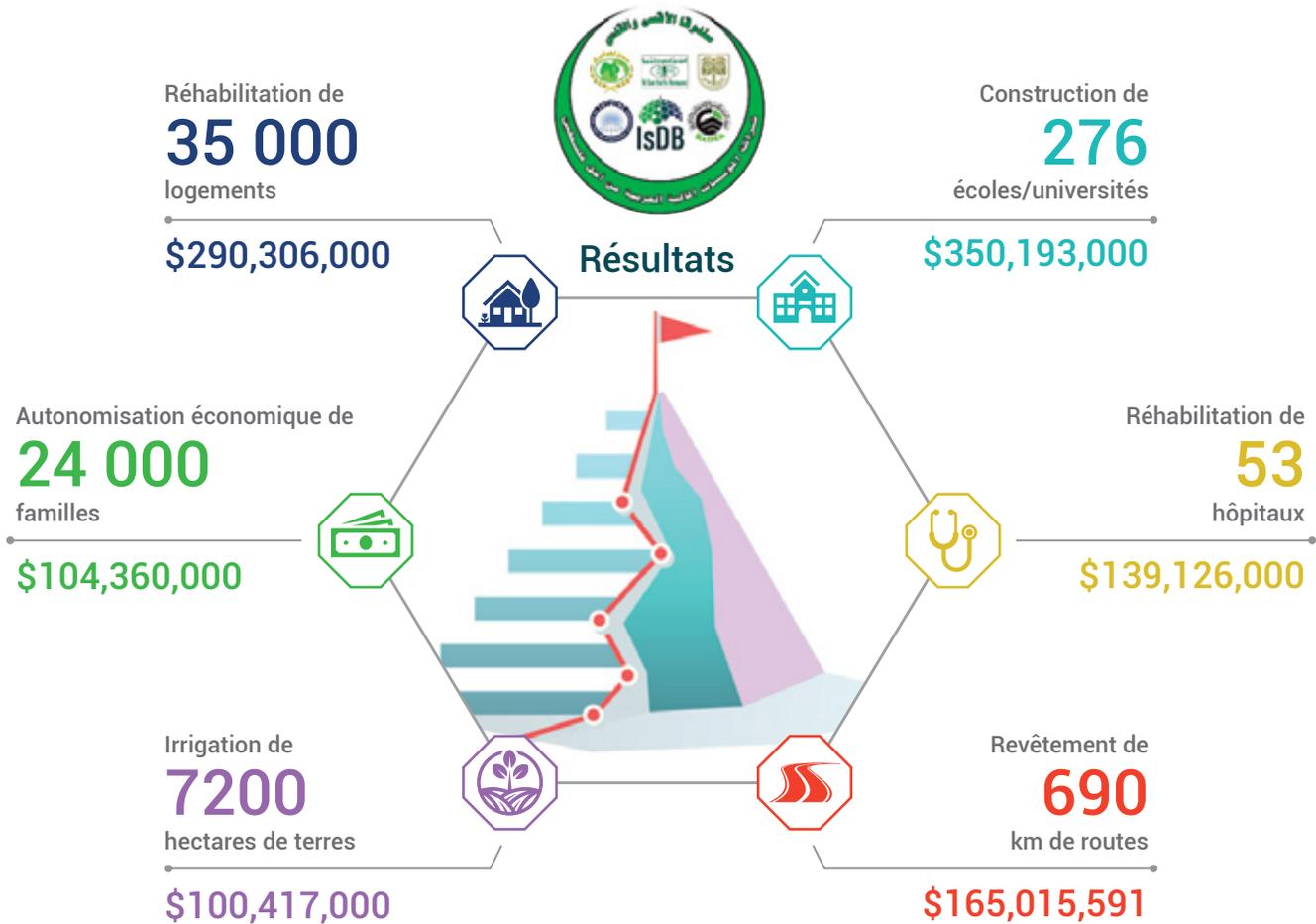
### Fonds d'affectation spéciale

La réunion d'urgence de la Ligue arabe, qui s'est tenue en octobre 2000 au Caire, en Égypte, a donné lieu à la création du Fonds Al-Aqsa en faveur du développement socio-économique et de la reconstruction de la Palestine. La gestion de ce fonds d'affectation spéciale, alimenté par le Fonds arabe pour le

développement économique et social, le Fonds Monétaire Arabe, la Banque Arabe pour le Développement Économique en Afrique, le Fonds koweïtien pour le développement, le Fonds saoudien pour le développement et d'autres donateurs, a été confiée à la BID. Le portefeuille total du Fonds s'élève à plus de 2 milliards USD, dont environ 59 millions USD de nouveaux projets approuvés en 2021.



Illustration 14 : Principaux résultats des projets des Fonds Al-Aqsa et Al-Quds



**King Abdullah bin Abdulaziz Program for Charity Works (KAAP)**

Le fonds Custodian of the Two Holy Mosques King Abdullah bin Abdulaziz Program for Charity Works (KAAP) est un fonds d'affectation spéciale créé en 2007 par feu le roi Abdallah ben Abdelaziz al-Saoud. La Banque gère ce Fonds en coordination avec la King Abdullah Humanitarian Foundation (KAHF). Le Fonds vise à alléger la souffrance des personnes nécessiteuses et des victimes de catastrophes naturelles et de conflits en (i) accroissant la résilience des populations fragiles et démunies, (ii) luttant contre la pauvreté au sein des populations fragiles et démunies, et (iii) favorisant le développement du capital humain via l'accès à une éducation de qualité.

“ KAAP has supported several projects, with cumulative approvals of US\$693 million. KAAP supports sectors namely, health, education, life and livelihood, microfinance, and humanitarian aid.

Le fonds KAAP contribue à plusieurs projets dans les domaines de la santé, de l'éducation, des conditions de vie et moyens de subsistance, de la microfinance et de l'aide humanitaire pour un montant approuvé cumulé de 693 millions USD. Parmi les excellents résultats obtenus via les programmes soutenus par le fonds KAAP depuis sa création, citons :

- ▶ l'aide apportée à 1,3 million de personnes au sein des communautés musulmanes en Asie ;
- ▶ l'accès à l'éducation pour 115 000 élèves réfugiés ;
- ▶ la mise à disposition d'abris pour 330 000 personnes, animaux ou véhicules touchés par le cyclone Sidr au Bangladesh ;
- ▶ l'accès à la microfinance pour 340 000 personnes ;
- ▶ l'accès à une éducation de qualité pour 41 000 élèves pendant le cyclone ;
- ▶ le parrainage de et l'accès à une éducation de qualité pour 13 257 orphelins touchés par le tsunami en Indonésie ;
- ▶ la construction de puits profonds et d'écoles ayant bénéficié à 500 000 personnes, dont 5 000 élèves, qui a permis

d'élargir l'accès à l'eau et à une éducation de qualité en Somalie ;

- ▶ la mise à disposition d'unités médicales mobiles pour 277 000 patients dans sept pays ;
- ▶ l'accès à des études supérieures pour 1 300 étudiantes sur le King Abdullah Girls Campus de l'Université islamique du Niger.

Le fonds KAAP œuvre également à répondre aux besoins des pays dans le contexte de la pandémie de COVID-19 : il octroie ainsi des subventions de plus de 7 millions USD à 16 PM asiatiques et africains. Ces subventions visent notamment à fournir des équipements de protection individuelle (EPI) et des tests PCR, à mener des campagnes de sensibilisation du grand public et à permettre aux élèves de poursuivre leur scolarité en période de pandémie.



Élèves bénéficiant du projet du fonds KAAP en Somalie



Cliniques mobiles au Kirghizistan

**Construction et aménagement du King Abdullah Campus de l'Université islamique du Niger, qui a ouvert ses portes en 2021**



Le 29 mars 2021, le président de la République du Niger, S. E. Mahamadou Issoufou, a officiellement inauguré le King Abdullah bin Abdulaziz University Campus au Niger, un projet Awqaf (de dotation) financé par le King Abdullah (Fael Khair) Program et administré par la BID.

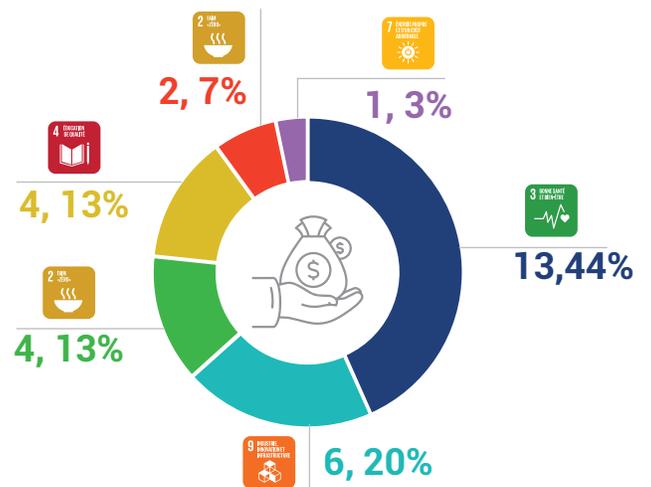
Ce projet vise à autonomiser les étudiantes en mettant à leur disposition un environnement éducatif et des espaces de vie chaleureux et modernes au sein de l'Université islamique du Niger. Le King Abdullah Campus, qui accueille 2 600 étudiantes, compte cinq facultés : Faculté de la communication de masse, Faculté de la gestion et de l'informatique, Faculté de la charia, Faculté des soins infirmiers et Faculté de la langue arabe. Les locaux du campus abritent des salles de classe, des laboratoires, une bibliothèque, une mosquée, un restaurant et des installations sportives. Le gouvernement du Niger a affecté un terrain de 117 324,5 m2 au projet, pour une surface bâtie totale d'environ 64 500 m2. Ce campus contribue à promouvoir l'éducation au Niger, mais aussi dans les pays voisins. Le projet répond aux aspirations et aux besoins des populations d'Afrique subsaharienne. Il met également en avant le rôle des femmes dans le développement socio-économique et humain, tout en préservant leurs valeurs islamiques, via l'amélioration de la qualité de l'enseignement supérieur pour les femmes et la mise en relation avec le marché du travail.

**Fonds pour la Science, la Technologie et l'Innovation**

La Banque a créé le Fonds STI (ou Fonds Transform) en vue d'apporter un financement régulier aux initiatives dans le domaine des sciences, de la technologie et de l'innovation au sein des PM. Le Fonds aide les innovateurs et les entreprises à concevoir des solutions innovantes aux défis rencontrés par leur communauté en matière de développement via le perfectionnement des compétences, la génération d'idées et la transmission de connaissances.

Le Fonds Transform a consacré son quatrième Appel à l'innovation au soutien de la riposte des PM de la BID à la pandémie de COVID-19, avec l'objectif de bâtir un avenir meilleur, plus résilient et prospère. L'Appel vient compléter les initiatives du Groupe de la BID coordonnées par le Programme stratégique de préparation et de riposte en tirant parti de solutions innovantes.

**Illustration 15 : Initiatives soutenues par le Fonds Transform de la BID**



L'Appel a donné lieu à une contribution de 6,5 millions USD, dont 20 subventions accordées à des projets pilotes et des initiatives de renforcement des capacités innovants, et 10 subventions pour le développement et la commercialisation de technologies innovantes. Les solutions provenaient de 22 pays et ont bénéficié à la population de plus d'une vingtaine de PM de la BID, dont 50 % de femmes. S'agissant des ODD, 13

#### L'IA à l'appui de la recherche sur la COVID-19 au Tadjikistan



Le Fonds Transform de la BID soutient l'organisation TajRupt, lauréate 2018 originaire du Tadjikistan, spécialisée dans les capacités de recherche offertes par l'informatique et l'intelligence artificielle (IA), et qui s'est récemment associée à Microsoft pour développer un algorithme d'apprentissage automatique dans le domaine de la santé en plein cœur de la pandémie de COVID-19. L'organisation a lancé TajRupt.ai (TAI), le tout premier laboratoire d'intelligence artificielle d'Asie centrale, qui forme des lycéens et des étudiants en ingénierie à l'apprentissage automatique (AA) via son programme supervisé, comprenant des cours de statistique, d'arithmétique et de programmation.

TAI a également conclu des partenariats locaux en vue d'atténuer les chocs dans le secteur financier grâce à l'IA. L'apprentissage automatique permet de "mieux prédire les pertes et les défauts de paiement par rapport aux modèles traditionnels en cas de choc négatif pour l'offre globale de crédit", une situation pointée du doigt par la Banque des règlements internationaux et que connaît aujourd'hui le Tadjikistan en raison des répercussions économiques de la COVID-19. Ainsi, TAI s'est associée à deux grands établissements financiers du pays pour déployer l'IA dans leurs opérations et développer des outils de notation de crédit et de prévision fondés sur l'AA afin d'accroître la solvabilité des futurs emprunteurs. Ces activités n'auraient jamais vu le jour sans le financement initial de la création de TAI par le Fonds Transform.

subventions contribuent à l'ODD 3 (Bonne santé et bien-être), six à l'ODD 9 (Industrie, innovation et infrastructure), quatre à l'ODD 2 (Faim "zéro"), quatre également à l'ODD 4 (Éducation de qualité), deux à l'ODD 6 (Eau propre et assainissement) et une à l'ODD 7 (Énergie propre et d'un coût abordable).

#### G. 3.5 PROGRAMME DE RIPOSTE FACE À LA PANDÉMIE DE COVID-19

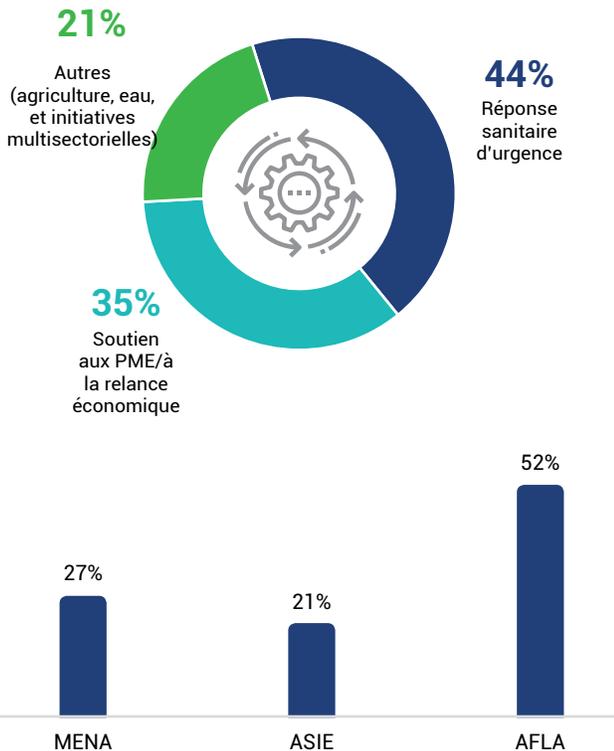
En avril 2021, le CDE a approuvé l'extension du PSPR, initialement approuvé en avril 2020. Cette extension comprend une troisième composante, qui vient s'ajouter aux deux composantes actuelles, à savoir le Dispositif d'accès aux vaccins du GBID (IVAC), qui vise à garantir l'accès aux vaccins contre la COVID-19 pour les PM. Via l'extension du PSPR, le GBID a accru son engagement de financement, qui est passé de 2,27 milliards USD en avril 2020 à 4,67 milliards USD, dont 770 millions USD correspondent au volume d'activité assuré par l'ICIEC.

Les mesures approuvées par la Banque pour atténuer les effets de la pandémie de COVID-19 devraient bénéficier à un total de 59 millions de personnes, ainsi : (i) 2,7 millions de personnes vont pouvoir se faire vacciner dans 1 522 nouveaux centres de vaccination ; (ii) 48,8 millions de personnes vont être ciblées par des campagnes de sensibilisation à la transmission et la prévention de la COVID-19 ; (iii) 9,7 millions de foyers confrontés à une grave insécurité alimentaire vont bénéficier de rations alimentaires répondant à leurs besoins nutritionnels ; (iv) 308 000 emplois vont être créés pour revitaliser les chaînes de valeur et les secteurs économiques prioritaires ; (v) 31 700 professionnels de la santé vont être accompagnés dans le renforcement de leurs capacités afin de gérer la réponse face à la COVID-19 ; (vi) 15 000 microentreprises ou foyers vont bénéficier de services de microfinance ; (vii) 40 000 élèves vont bénéficier de programmes d'enseignement en ligne au cours de la pandémie ; et (viii) 18 300 petites et moyennes entreprises (PME) vont recevoir une aide financière.



Le Groupe de la BID a apporté un appui rapide aux pays membres (PM) afin de faire face à la pandémie de COVID-19. La Banque a initialement approuvé un montant de 2,3 milliards USD au titre du Programme stratégique de préparation et de riposte (PSPR) afin d'aider les PM à surmonter les difficultés immédiates et à moyen/long terme résultant de la pandémie. Les engagements totaux du Groupe de la BID au titre du PSPR ont été rehaussés à 4,6 milliards USD en avril 2021.

**Illustration 16 Allocation du PSPR par secteur et par région**



À fin 2021, le Groupe de la BID affichait des montants approuvés de 3,36 milliards USD et des décaissements de 1,2 milliard USD. Ce financement a été ventilé sur 48 projets. Les projets financés par la BID concernent (i) la réponse sanitaire d'urgence (44 %) ; le soutien aux PME/à la relance économique (35 %) ; et (iii) des initiatives dans les domaines de l'agriculture, de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène. En termes de répartition régionale, 27 % du financement ont été approuvés pour la région Moyen-Orient et Afrique du Nord (MENA), 21 % pour l'Asie et 52 % pour la région Afrique-Amérique latine (AFLA).

Parmi les 13 opérations du PSPR approuvées en 2021, neuf ont concerné la reconstitution des ressources à hauteur de 111 millions USD pour les projets réaffectés, deux ont porté sur des projets d'IVAC pour un montant de 80 millions USD et les deux dernières sur des projets d'autonomisation économique qui ont été approuvés pour un montant de 38 millions USD.

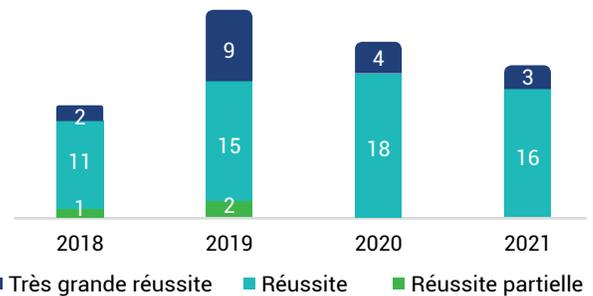
### H. 3.6 RAPPORTS D'ACHÈVEMENT DE PROJET (RAP)

En 2021, le personnel de la Banque a publié 19 RAP. Quinze ont concerné des projets souverains et quatre des projets de partenariat public-privé. Trois projets ont été qualifiés de grande réussite, 16 de réussite et aucun de réussite partielle ou d'échec.

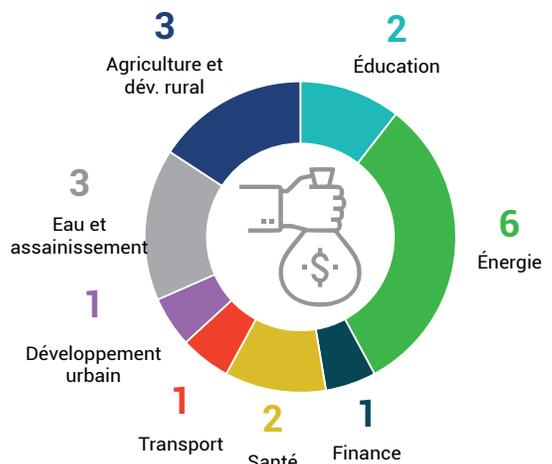
Six RAP ont porté sur des projets du secteur de l'énergie, trois ont été consacrés à des projets en agriculture et en développement rural, trois se sont rapportés à des projets dans le secteur de l'eau et de l'assainissement, deux ont concerné la santé et deux autres l'éducation. Le secteur des transports, celui des services urbains et le secteur financier ont, quant à eux, respectivement fait l'objet d'un RAP chacun.

Le score de performance moyen pour tous les projets évalués en 2021 est de 0,79, soit une légère amélioration par rapport au score moyen des trois années précédentes (0,77). Le secteur de l'énergie a obtenu le score le plus élevé (0,90), suivi du secteur de l'éducation (0,83), du secteur de l'agriculture et du développement rural (0,83), du secteur de l'eau et de l'assainissement (0,81), du secteur financier (0,81), du secteur des transports (0,75), du secteur des services urbains (0,72), tandis que les projets du secteur de la santé ont obtenu le score le plus faible (0,64).

**Illustration 17 : Tendence et notation des rapports d'achèvement de projet (2018-2021)**



**Illustration 18 : Distribution sectorielle des RAP (2021)**





Water Supply Expansion Project KMS3 - Senegal



Overview of the rainwater harvesting reservoir for irrigation (Low water level during dry season)

Illustration 19 : Score de performance des RAP par critère

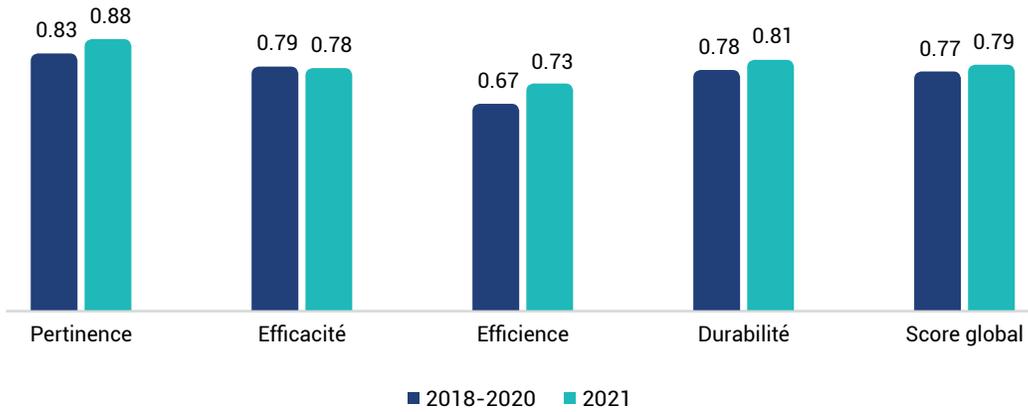
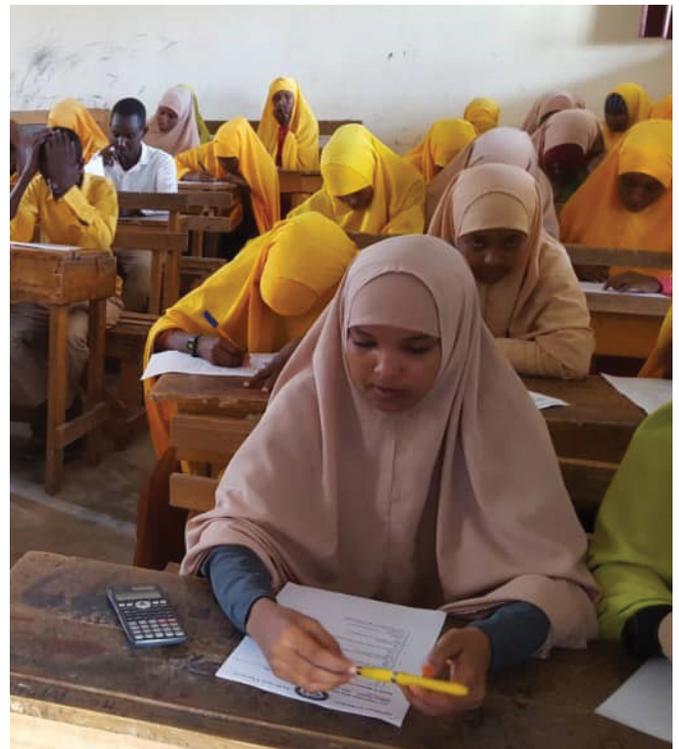
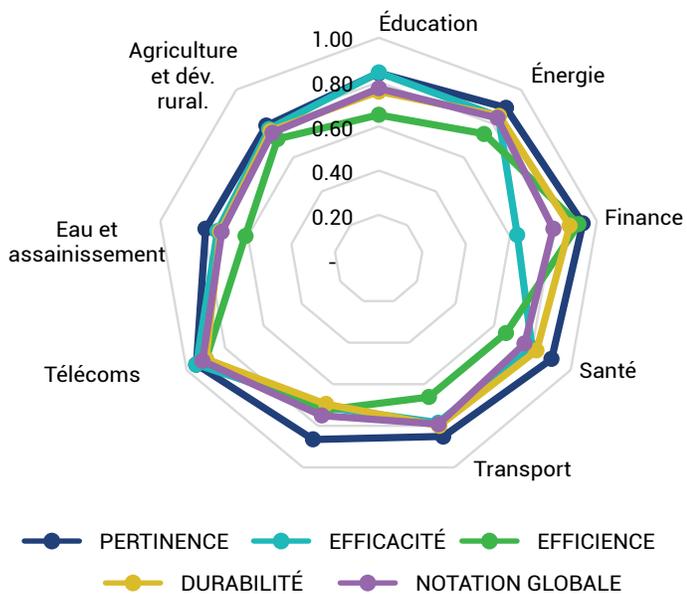


Illustration 20 : Score d'évaluation de la performance des projets couverts par les RAP par critère



### I. 3.7 ENSEIGNEMENTS TIRÉS DE L'ÉVALUATION DES OPÉRATIONS

Le Département de l'évaluation des opérations (DEO) évalue les programmes et les projets en appliquant les critères d'évaluation

standard du Comité d'aide au développement de l'Organisation de coopération et de développement économique (CAD de l'OCDE). Cette section présente une synthèse des principaux enseignements tirés des récentes évaluations d'opérations :

<p><b>la préparation d'études sur la qualité-faisabilité et sur l'évaluation des risques</b></p>	<p>Peut renforcer l'efficacité de la mise en œuvre des projets et ainsi en limiter les retards ou le changement de périmètre. Des études de faisabilité peu solides se traduisent généralement par des retards dans les projets, des dépassements de budget et des inefficiences dans la mise en œuvre des projets, l'inverse se vérifiant également. Des études de faisabilité solidement fondées peuvent contribuer à limiter le changement de périmètre des projets lors de la phase de mise en œuvre.</p>
<p><b>La clarté des accords de financement et l'adhésion</b></p>	<p>Des parties à leur mise en œuvre peuvent se traduire par une mise en œuvre efficace des projets.</p>
<p><b>Des agences d'exécution compétentes et expérimentées</b></p>	<p>Capables de sélectionner des sous-traitants techniquement qualifiés et financièrement solides et d'établir les canaux de communication adéquats entre les parties prenantes sont essentielles pour garantir la fluidité et la réussite de la mise en œuvre des projets et la réalisation en temps opportun de leurs produits. Les évaluations réalisées en 2020 ont mis en lumière le rôle fondamental qu'une agence d'exécution (AE) techniquement compétente peut être amenée à jouer dans la réussite d'un projet. En raison de leurs capacités techniques limitées ou de leur non-familiarisation avec les procédures de la BID, certaines AE ont dû faire face à des difficultés importantes qui ont retardé la mise en œuvre des projets.</p>
<p><b>Une approche programmatique correctement définie</b></p>	<p>Avec des domaines de priorité bien définis, des indicateurs spécifiques et des objectifs clairs améliore l'efficacité du développement. Les enseignements tirés des évaluations réalisées en 2020 montrent que les résultats de développement sont mieux réalisés s'ils s'inscrivent dans un cadre exhaustif piloté par de solides évaluations des besoins fondées sur des preuves.</p>
<p><b>L'engagement des gouvernements</b></p>	<p>Par la mobilisation du financement de contrepartie national et la réalisation de leurs obligations est fondamental pour réussir la mise en œuvre des projets.</p>



En 2021, le Département de l'évaluation des opérations a évalué en temps réel le programme stratégique de préparation et de riposte (PSPR) face à la COVID-19 de la BID. Les enseignements

tirés de l'expérience acquise par la Banque en matière de mise en œuvre de programmes de prévention et de contrôle des pandémies et épidémies sont résumés ci-dessous :

**Nécessité d'institutionnaliser les directives et les processus de la réponse aux situations d'urgence afin de renforcer efficacement l'agilité et la réactivité de la Banque face aux crises émergentes.**

La BID a adopté une politique de résilience et de gestion du risque de catastrophes ainsi que des procédures d'approvisionnement d'urgence suite à la crise liée à l'épidémie d'Ebola et elle va poursuivre le travail engagé afin de disposer d'un portefeuille complet de procédures opérationnelles et de directives relatives à l'aide d'urgence.

**Les opérations de réponse aux situations d'urgence doivent être encadrées par des directives et des processus de réponse rapide afin d'en réaliser efficacement les objectifs.**

En plus de garantir la qualité à l'entrée, les responsabilités et la transparence, des cadres politiques et des procédures opérationnelles de réponse rapide spécifiques aux crises, avec une délégation de pouvoir plus importante aux centres régionaux décentralisés, apporteront la flexibilité nécessaire au niveau opérationnel pour faciliter une action rapide et l'utilisation efficace des ressources financières au cours des situations d'urgence.

**Il est fondamental pendant les situations d'urgence d'harmoniser l'appui des donateurs et de l'aligner sur les besoins des pays.**

En harmonisant l'appui des donateurs lors des interventions d'urgence et en l'alignant sur les besoins spécifiques des pays, il sera possible de renforcer les complémentarités et d'éviter la duplication et les occasions manquées. Il est donc nécessaire de renforcer le dialogue entre les donateurs et les pays bénéficiaires pour garantir l'efficacité et l'efficience.

**Des partenariats avec des agences spécialisées des Nations Unies et d'autres organisations régionales et internationales présentes sur le terrain amélioreront l'efficacité et accéléreront la mise en œuvre des projets.**

Comme cela a été attesté, de tels partenariats avec ces partenaires de mise en œuvre et ces agences accélèrent l'exécution des interventions d'urgence en s'appuyant sur leur expertise, leur présence et leurs capacités. Cela est essentiel pour fournir l'appui nécessaire lors des situations d'urgence comme la construction et l'équipement des établissements de santé/centres de traitement et l'approvisionnement et la distribution des fournitures médicales.

**Le financement adéquat de la préparation et de la réponse aux pandémies**

Nécessite de l'inclure plus explicitement dans les mandats institutionnels correspondants des organisations de développement.





# Chapitre 4

## Performance Organisationnelle (niveaux 3 et 4)

Le chapitre 4 (Niveaux III et IV) étudie la performance et les résultats de l'organisation et évalue l'efficacité interne de la Banque en vue de garantir la qualité et l'efficacité des activités.

### A. EFFICIENCE DES OPÉRATIONS

Cette section présente la performance opérationnelle de la Banque à la clôture de l'exercice 2021. Le portefeuille de la Banque comprend des projets souverains, des projets non souverains, des subventions et des opérations d'assistance technique.

Les **projets souverains** sont des opérations financées par la BID mises en œuvre par une entité gouvernementale et garanties par le gouvernement d'un pays membre.

Les **projets de partenariat public-privé** sont des accords par lesquels le secteur privé fournit les actifs et les services traditionnellement pris en charge par le gouvernement. En plus du financement de l'investissement public et de l'exécution par le secteur privé, les PPP présentent deux autres caractéristiques importantes : l'accent mis sur la fourniture des services ainsi que sur l'investissement par le secteur privé ; et le transfert de certains risques des autorités publiques au secteur privé.

Les projets de **subventions et d'assistance technique** sont des projets dont le bénéficiaire peut être une entité gouvernementale, une entité non gouvernementale ou une entité intergouvernementale. Le bénéficiaire est responsable de l'exécution et de la gestion financière du projet. Ces opérations ne s'assortissent pas d'une obligation de remboursement. Ces projets peuvent être mis en œuvre de manière autonome ou en relation avec un projet souverain sous forme de subventions ou de composants d'AT supplémentaires.

### Portefeuille actif

Le portefeuille actif de la Banque est resté stable ces dernières années et s'établit à 26,1 milliards USD à fin 2021. Il englobe des projets souverains, des projets non souverains et des investissements en fonds propres financés par les ressources ordinaires en capital (ROC) valorisés à 24,2 milliards USD, ainsi que des projets d'assistance technique, des subventions et des fonds fiduciaires valorisés à 1,959 milliard USD.

Le portefeuille actif compte 1 064 projets, dont 410 sont financés par le biais des ROC (comprenant des projets souverains et des PPP). Les 654 projets restants sont financés par des subventions, des fonds spéciaux et des fonds fiduciaires comme le Waqf Fund, le Awqaf Property Investment Fund, le Al-Aqsa and Palestine Trust Fund, le Economic Empowerment Fund, le STI Transform Fund, le LLF, le FSID et le KAAP.

Le financement de la BID se concentre essentiellement sur le secteur des transports (22,3 %), suivi par l'énergie (18,7 %), l'eau, l'assainissement et les services urbains (17,1 %), l'agriculture (16,3 %), la santé et les services sociaux (9,7 %), l'éducation (8,7 %). Le reliquat (7,2 %) est consacré aux projets dans la finance, les TIC, le commerce, l'industrie et l'exploitation minière. **Se reporter à l'illustration 22.**

Conformément à la priorité que la Banque accorde aux PMMA, 42,9 % du portefeuille actif sont consacrés à la région africaine subsaharienne, 29,6 % à la région Asie, Amérique latine et Europe, 23,6 % à la région Moyen-Orient et Afrique du Nord, et 3,9 % aux pays non-membres ou aux projets régionaux. **Se reporter à l'illustration 23.**

<sup>6</sup> Le portefeuille actif est défini comme la somme des montants des approbations de toutes les opérations financées par la Banque qui sont approuvées, mais non encore achevées, annulées ou résiliées au 31 décembre de l'exercice considéré.

Illustration 21 : Portefeuille actif par année (millions USD)

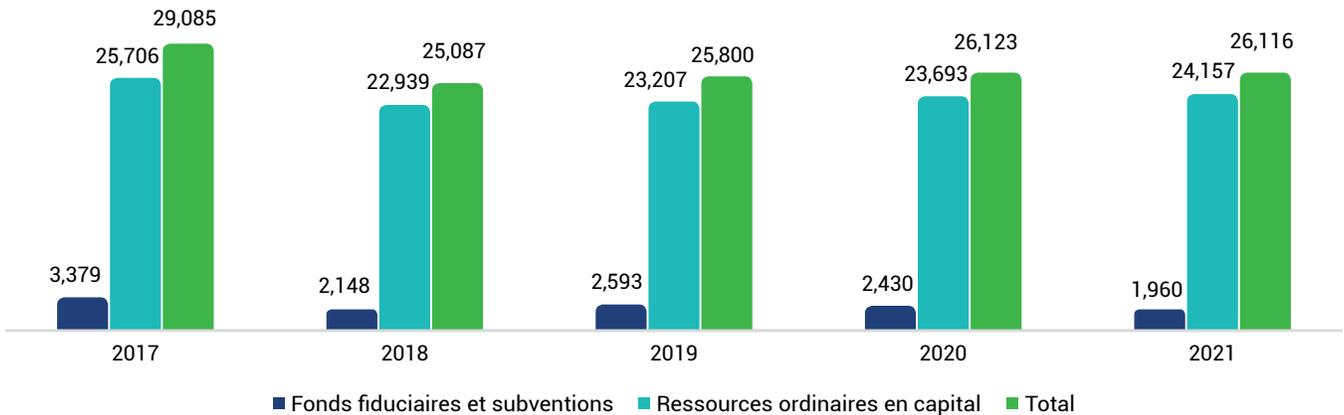


Illustration 22 : Portefeuille actif par secteur

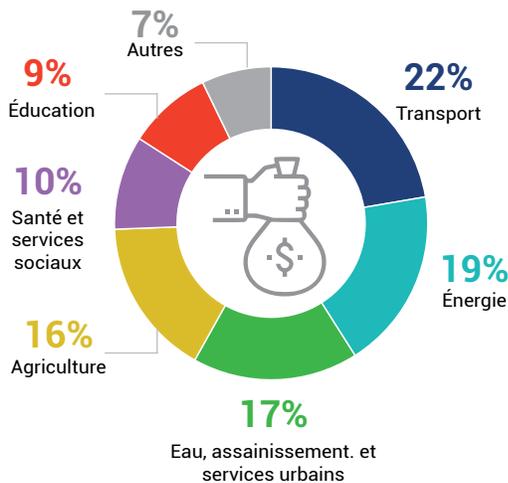
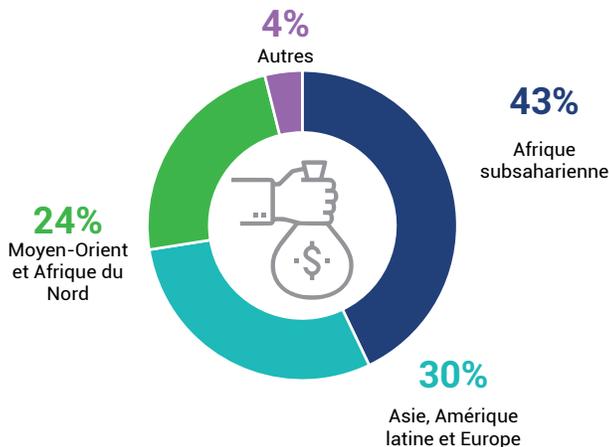


Illustration 23 : Portefeuille actif par région



### Approbations de projets par la BID en 2021

La valeur des approbations de projets, qui avait été ramenée à un milliard USD en 2018 en raison des mesures de viabilité financière, s'est accrue de manière soutenue à 2,1 milliards USD, avec 2 milliards USD de ROC et 137 millions USD de subventions, fonds fiduciaires et fonds spéciaux.

En 2021, la plupart des approbations de projets (34 %) ont concerné le secteur des transports, suivi par l'agriculture (14 %), le secteur de l'eau, de l'assainissement et des services urbains (14 %), l'éducation (12 %), l'énergie (11 %), la santé (10 %), le reliquat (4 %) se rapportant à d'autres secteurs. **Se reporter à l'illustration 24.**

Conformément à la priorité que la Banque accorde aux PMMA, 59,6 % des approbations ont concerné des projets dans la région africaine subsaharienne, 30,2 % des projets dans la région Asie, Amérique latine et Europe, 10,1 % des projets dans la région Moyen-Orient et Afrique du Nord et 0,1 % dans d'autres régions. **Se reporter à l'illustration 25.**

En ce qui concerne les modes de financement, 80 % des approbations sont financés par la vente à tempérament, suivie par les prêts (9 %), le crédit-bail (5 %), la vente Istisna'a (2,7 %), et l'apport de capitaux (moins de 1 %). **Se reporter à l'illustration 26.**



<sup>7</sup> Il s'agit d'un financement supplémentaire de projets déjà approuvés au titre du financement Istisna'a.

Illustration 24 : Approbations ROC en 2021 par secteur

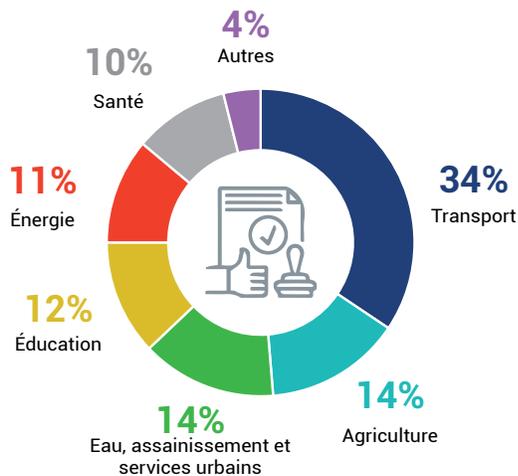


Illustration 25 : Approbations ROC en 2021 par région

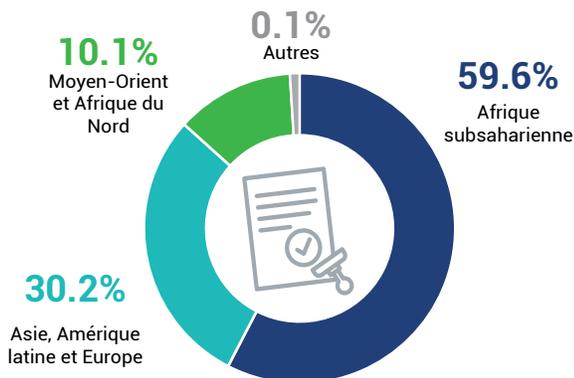
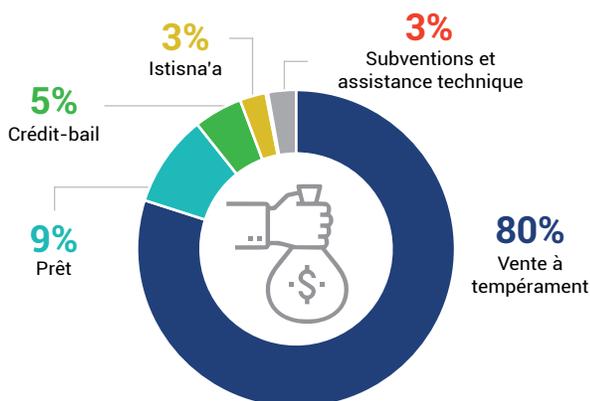


Illustration 26 : Approbations ROC en 2021 par mode de financement

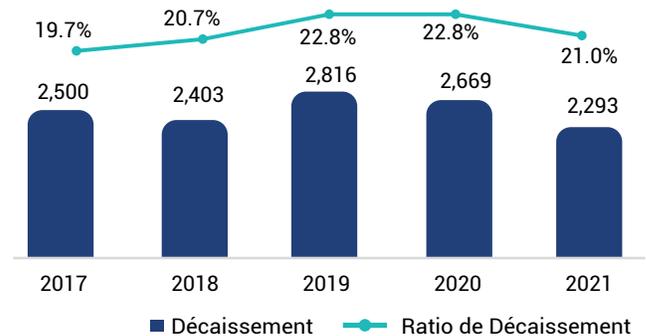


## Décassements ROC

En 2021, la Banque a décaissé 2,3 milliards USD de ROC, soit un montant légèrement inférieur aux décaissements 2020. Le taux de décaissement, qui correspond aux décaissements effectués au cours de l'année rapportés aux engagements non décaissés cumulés (CUC) à l'ouverture de l'exercice, est passé de 22,8 %

au cours des deux dernières années à 21 % en 2021. Avec une durée de projet moyenne projetée à cinq ans, la Banque vise à maintenir un taux de décaissement d'au moins 20 %.

Figure 27: Décassements ROC (millions USD) et Décassements Ratio (%)



## Solde non décaissé cumulé

Le solde non décaissé cumulé (CUB) correspond au montant du portefeuille actif qu'il reste à décaisser. Il comprend deux composantes : la première correspond aux pré-engagements non décaissés cumulés (pré-CUC), définis comme la valeur des projets qui ont été approuvés par la Banque et dont l'entrée en vigueur reste à déclarer. Ces projets peuvent être en attente de signature ou de concrétisation des conditions d'entrée en vigueur. La deuxième composante correspond aux engagements non décaissés cumulés (CUC), définis comme le montant non décaissé de tous les projets actifs qui sont entrés en vigueur et soit en cours de décaissement soit non décaissés.

Au cours des dernières années, la valeur du CUB a fortement chuté en raison du nombre réduit d'approbations de projets, de la diminution des retards dans la mise en place des projets, de l'amélioration des délais d'approvisionnement, d'une supervision de la mise en œuvre plus efficace et de décaissements en hausse soutenue.



### Âge du portefeuille (projets ROC)

Le cycle de vie d'un projet se déroule selon les phases suivantes : identification, préparation, estimation préalable, approbation, signature, entrée en vigueur, mise en œuvre et supervision, puis achèvement. Pour mesurer l'efficacité de ses opérations, la Banque s'appuie sur les ratios financiers ainsi que sur le calendrier de mise en œuvre des projets.

Au cours des dernières années, elle a fait des efforts pour diminuer les retards à la mise en place avec la diminution de la durée moyenne et du nombre de projets prenant du retard entre l'approbation et la signature, la signature et l'entrée en vigueur, l'entrée en vigueur et le premier décaissement, et enfin entre le premier décaissement et l'achèvement.

Même si l'on constate une amélioration soutenue de l'ensemble des indicateurs, la durée moyenne entre l'approbation et la signature et celle entre l'entrée en vigueur et le premier décaissement ont augmenté en 2021 en raison de certains projets qui ont enregistré des retards supérieurs à la moyenne.

**Tableau 29 : Évolution de l'âge du portefeuille**

Indicateur	2017	2018	2019	2020	2021
De l'approbation à la signature (% de projets signés dans les six mois suivant l'approbation)	67%	41%	79%	55%	69%
De la signature à l'entrée en vigueur (% de projets entrés en vigueur dans les six mois de la signature)	48%	40%	54%	60%	53%
De l'entrée en vigueur au premier décaissement (% de projets pour lesquels le premier décaissement intervient dans les six mois suivant l'entrée en vigueur)	28%	37%	36%	52%	55%
Âge moyen du portefeuille actif (de l'approbation à fin 2021) (années)	7,7	7,5	6,9	6,5	6,3
De l'approbation à l'achèvement (années)	7,5	10,9	8,2	8,4	7,8



### Cofinancement

En 2021, la Banque a donné la priorité aux projets qui se trouvaient à un stade de préparation avancé et dont les partenaires de développement (cofinanciers) s'engageaient plus solidement pour la relance économique des pays membres après la pandémie. De ce fait, elle a pu mobiliser 2,60 milliards USD, soit un montant considérablement plus élevé que le taux de cofinancement des récentes années. Par conséquent, le ratio de levier, qui correspond au montant des cofinancements rapportés aux approbations de la BID, est passé de 0,67 l'année dernière à 1,17.



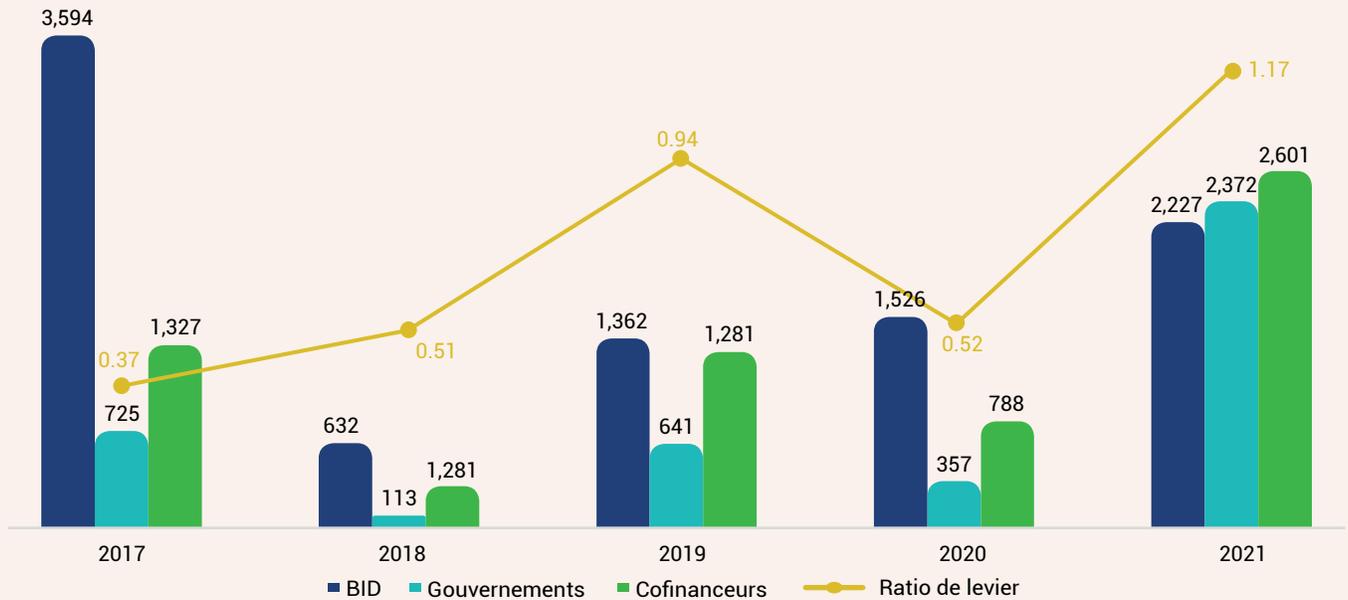
### B. PROGRÈS VERS L'AMÉLIORATION DE L'EFFICACITÉ OPÉRATIONNELLE

La mesure de l'efficacité opérationnelle vise fondamentalement à suivre et témoigner avec efficacité et efficacité de la performance du portefeuille actif par le biais des centres régionaux (CR) en suivant une approche multidimensionnelle englobant : (i) la supervision active des projets par le biais des PIASR ; (ii) les examens des performances du portefeuille pays (CPPR) ; (iii) les groupes de travail transverses pour se concentrer sur les améliorations du portefeuille ; (iv) l'évaluation et la gestion des résultats en termes de qualité des projets à la sortie ; et (v) l'élaboration de tableaux de bord informatiques pour superviser en continu la qualité du portefeuille en vue d'une gestion efficace. La Banque poursuit l'opérationnalisation de ces instruments afin de renforcer l'efficacité opérationnelle des interventions menées dans les PM dans la perspective du développement durable et concrétiser les aspirations en matière de développement de ces derniers.

#### Politiques, procédures de la Banque et directives :

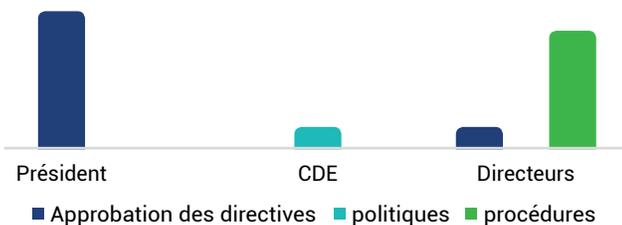
En 2021, 15 directives, politiques et procédures ont été publiées et approuvées par le CDE, le Président et les directeurs. Elles portent sur la confidentialité des données, les accords de travail à distance, la sortie de bilan des actifs financiers, l'optimisation des ressources, la documentation et le contrôle des enregistrements, la planification budgétaire, les processus, et d'autres directives, politiques et procédures. Ces directives,

Illustration 28 : Approbations ROC vs cofinancement (\*les montants ROC englobent les montants des projets pluriannuels)



politiques et procédures ont constitué la feuille de route des opérations de la Banque en vue de renforcer l'efficacité de la prise de décision, de rationaliser les processus internes de la BID et aussi de renforcer sa gouvernance, son contrôle et sa gestion des risques.

Illustration 29 : Approbation des directives, politiques et procédures



### Examen des politiques opérationnelles, des procédures de la Banque et de la délégation de pouvoir relatives aux projets souverains

La Banque a procédé à l'examen exhaustif et à l'alignement de ses procédures, de ses processus métier cartographiés dans le système SIGNAVIO et de sa délégation de pouvoir (DP) sur la base de sa structure organisationnelle. Cela facilite le renforcement, la rationalisation et l'accélération de la mise en œuvre et de la clôture des projets par les CR et le personnel de DG-CP.

Cet exercice vise principalement à garantir la cohérence à la fois de l'interprétation et de l'opérationnalisation des procédures et des processus métier de Banque, ainsi que des niveaux

d'autorité de la délégation de pouvoir (DP) afin de faciliter et d'accélérer les interventions opérationnelles menées dans les pays, en adoptant une approche cohérente dans l'ensemble des CR.

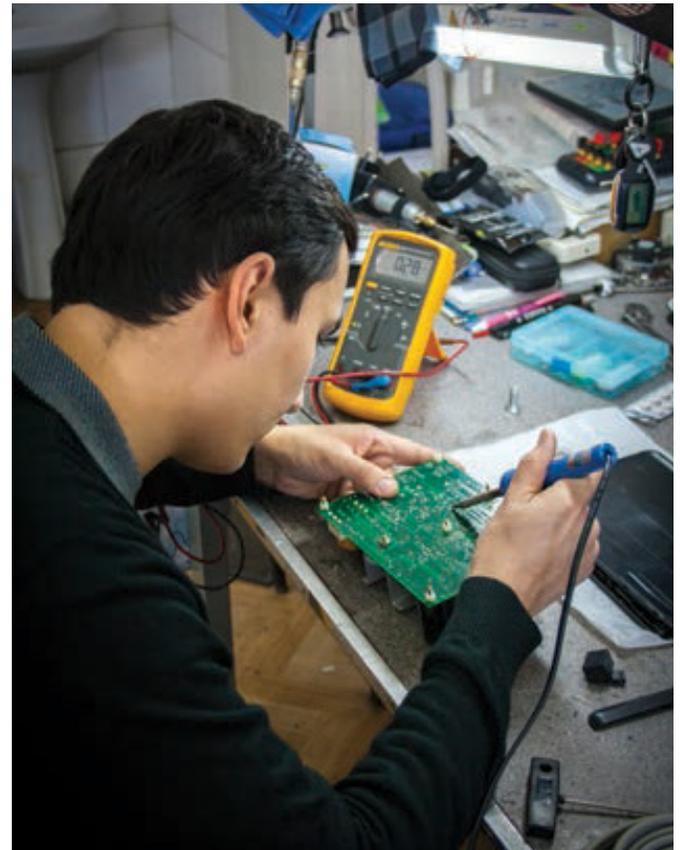
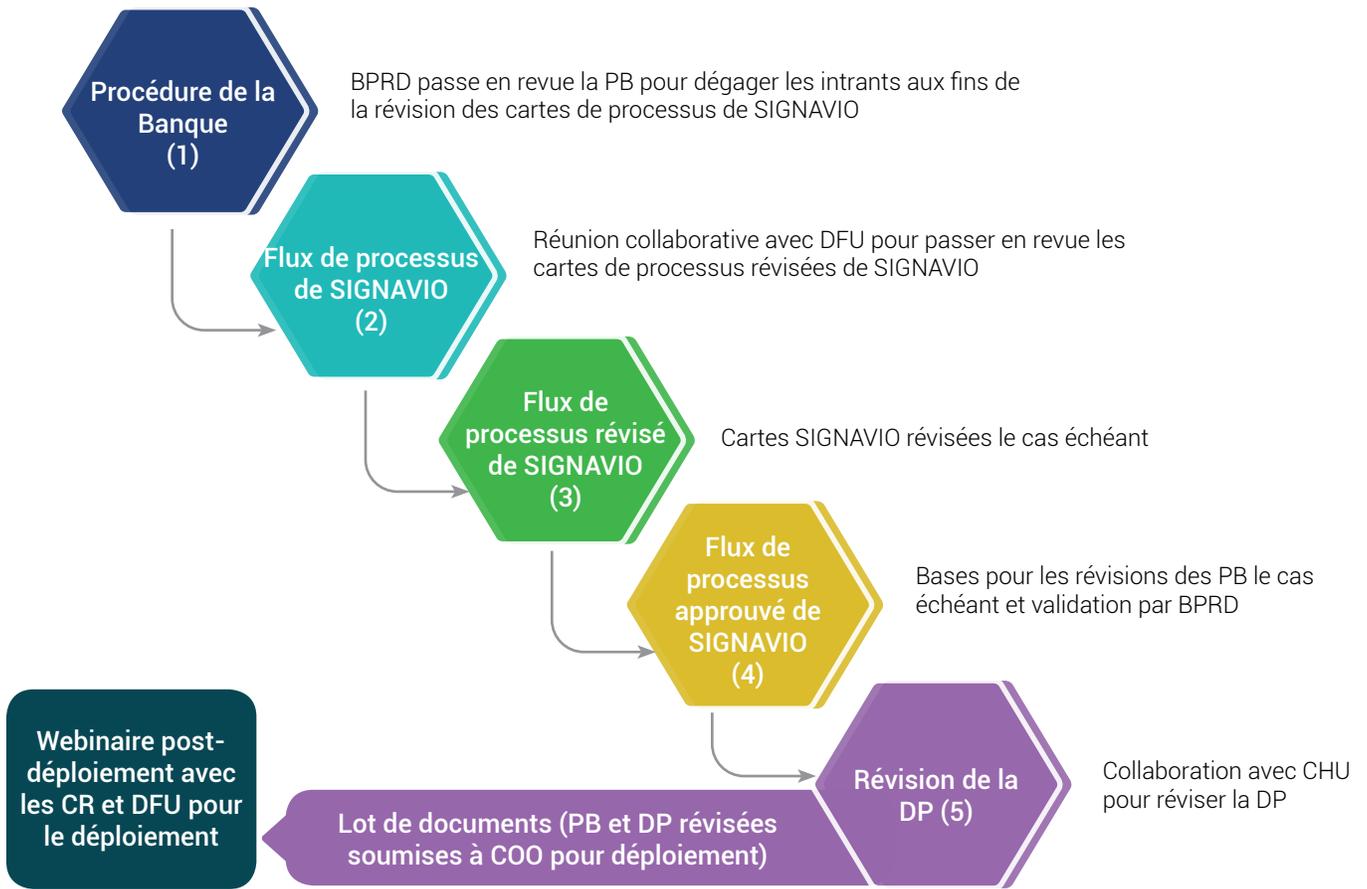


Illustration 30 : Examen de la méthodologie des PB et révision de SIGNAVIO et de la DP

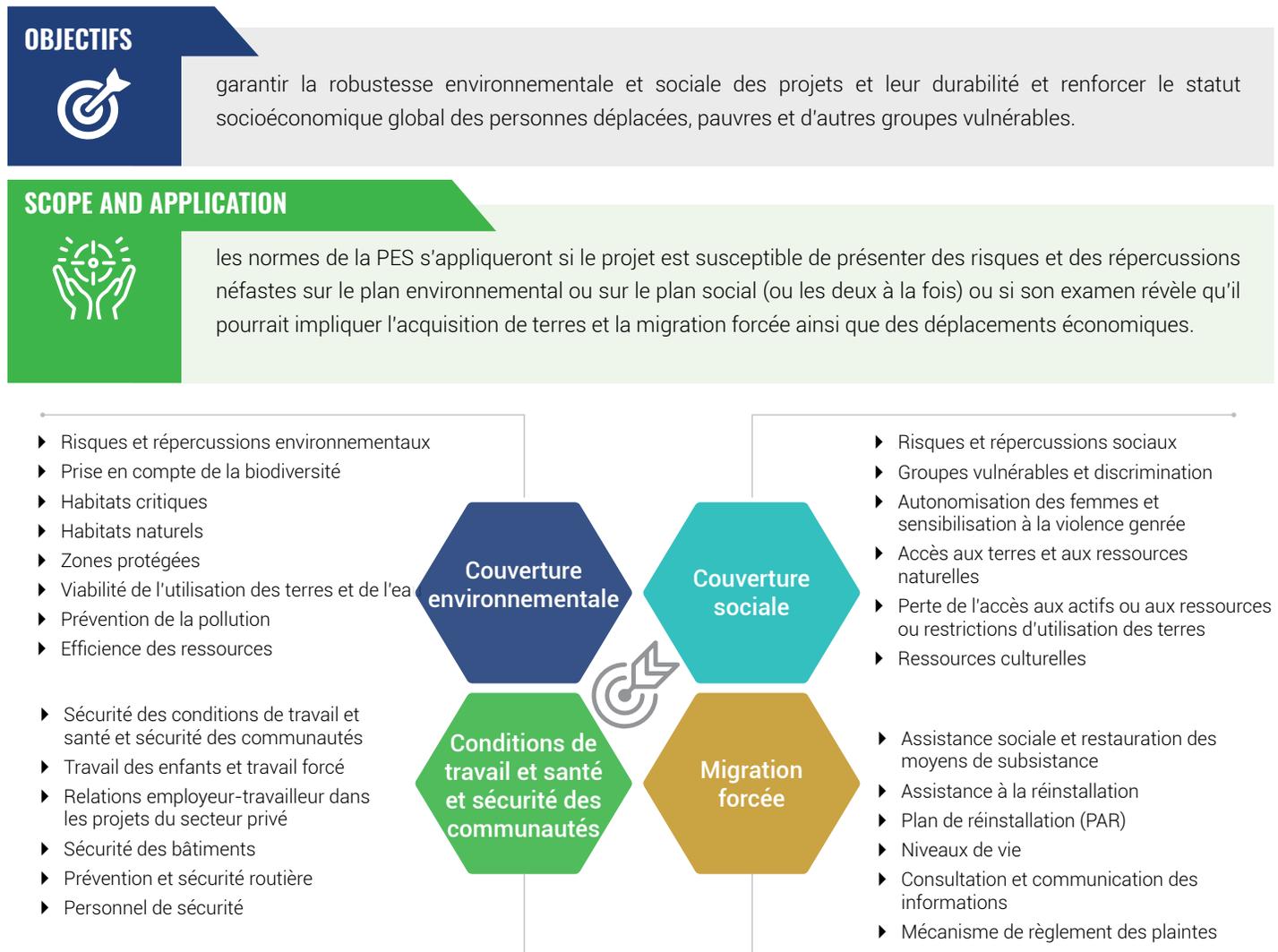


## Développement de la politique de protection environnementale et sociale (PES)

Le Conseil des Directeurs exécutifs (CDE) a approuvé la première politique de protection environnementale et sociale (PES) de la BID qui a servi de base pour l'élaboration de procédures de la Banque et des normes de la PES. La politique comporte deux volets, à savoir la norme environnementale et sociale et la norme relative à la migration forcée. En outre, la Banque a convenu d'une liste d'exclusions qui définit les interventions écartées par la Banque en raison à la fois de la charia et des législations nationales, et des risques sociaux et environnementaux plus importants pour les PM.

Des webinaires de sensibilisation destinés au personnel de la Banque ont été organisés pour diffuser les informations et les connaissances relatives au contexte, au contenu et aux exigences générales de la PES, ainsi qu'à l'application de ses normes dans le cadre des opérations. La BID a travaillé avec les équipes des PM pour intégrer les aspects de la PES dans la conception des projets. À cet égard, une assistance est fournie lors de l'examen des documents relatifs à la PES et pour garantir son intégration dans les documents des projets.

### Illustration 31 : Objectifs et périmètres de la PES



### Note d'examen du portefeuille pays (CPRN)

La note d'examen du portefeuille pays (CPRN) complète le processus global de préparation des CPPR et s'adresse aux PM afin d'améliorer la qualité du portefeuille. Il s'agit essentiellement

d'une évaluation documentaire de la performance annuelle du portefeuille du pays pour : i) passer en revue la performance du portefeuille de projets, et ii) évaluer si les projets sont alignés sur les objectifs initiaux.

Les principaux objectifs de la CPRN sont : i) de renforcer la qualité du portefeuille de projets des PM, ii) d'évaluer la performance de chaque projet par rapport aux objectifs de développement globaux, iii) de choisir les pays chargés d'entreprendre le CPPR, sur la base du cadre de sélectivité quantitatif et qualitatif du pays, et iv) d'évaluer la disponibilité et la qualité des accords et des institutions en vue de suivre et d'évaluer la performance du portefeuille.

**Illustration 32: Formulation du CPIP afin de répondre aux problèmes de mise en œuvre des projets**



### Institutionnalisation des PIASR

Le rapport d'évaluation et de supervision de la mise en œuvre des projets (PIASR) est un instrument clé de planification, de suivi de la performance et d'amélioration des opérations lors de la phase de mise en œuvre d'un projet. Selon le plan 2021 des PIASR, un total de 240 PIASR avaient été planifiés pour les CR et 238 PIASR ont été finalisés, soit un taux de réalisation de 99 %. L'analyse des PIASR s'effectue en deux étapes : (i) exhaustivité des PIASR et (ii) évaluation des PIASR

Les directives relatives aux PIASR ont été mises à jour afin de renforcer la qualité de la mise en œuvre des projets. Elles couvrent : i) les processus détaillés des PIASR et les procédures pour en planifier et en mettre en œuvre le plan, ii) le modèle des PIASR, et iii) une note d'orientation sur les PIASR avec la définition de rôles et de responsabilités clairs et le calendrier pour planifier, mettre en œuvre, superviser et fournir un retour d'informations.

Deux webinaires ont été organisés afin de partager les conclusions des évaluations ainsi que des recommandations afin de rappeler l'importance des PIASR en tant qu'outil principal pour la mise en œuvre des projets. Globalement, les PIASR ont été un outil efficace pour renforcer la performance de mise en œuvre des projets, dans la mesure où 60 % des décaissements annuels ont été obtenus suite à la mise en œuvre du plan d'action convenu lors de la préparation de ces rapports.

## C. PERFORMANCE ORGANISATIONNELLE

### Indicateurs de performance institutionnels

Le repositionnement de la stratégie a débuté au second semestre 2021 et a été approuvé par le CDE en février 2022. Les priorités stratégiques visent à répondre aux demandes et besoins des PM, notamment ceux exprimés lors de la Table ronde des Gouverneurs et dans le discours d'ouverture du Président à l'occasion de la 46ème réunion du Conseil des Gouverneurs (CDG), qui s'est tenue à Tachkent.

**SPPM 2.0 axée sur les CVM** : le programme quinquennal du Président (PQP), qui était en vigueur jusqu'au premier semestre de l'année, s'articulait autour des chaînes de valeur mondiales (CVM). En 2021, la Banque a notamment été confrontée à l'absence d'approbation de la SPPM 2.0 axée sur les CVM et de financement des PPP. Le nombre restreint de documents relatifs à la SPPM approuvés (deux seulement) a représenté une réelle difficulté, puisque sept documents relatifs à la SPPM avaient commencé à être rédigés au cours des deux dernières années (mais n'étaient pas achevés) et 11 autres documents devaient commencer à être rédigés en 2021. La lenteur des approbations des documents relatifs à la SPPM s'est aussi traduite par une identification, une préparation et une approbation insuffisantes des projets au titre du programme de travail annuel relatif aux opérations.

Toutefois, une mesure corrective a été entreprise et la Haute Direction de la Banque a décidé de réaffecter le financement de la SSPM 2.0 axée sur les CVM (un milliard USD) aux finances publiques (1,2 milliard USD), soit un objectif révisé global de 2,2 milliards USD pour les projets liés aux finances publiques. Le lancement d'un "programme de sauvetage" a donné lieu à l'approbation de 1.98 milliards USD pour les finances publiques, permettant ainsi d'atteindre 90 % de l'objectif révisé dans ce domaine (2,2 milliards USD) et 79 % de l'objectif global d'approbation de la Banque (2,5 milliards USD).

**Détérioration du portefeuille PPP** : le pipeline de projets PPP a été identifié, cependant, aucun de ces projets ne s'est matérialisé pour un éventuel financement en 2021. De ce fait, aucune approbation n'a été réalisée pour la composante C (financement des PPP) du plan des opérations. Selon l'analyse réalisée par la Division PPP, a) le processus métier, b) la tarification, c) la maturité, d) le montant de l'opération, et e) la méthodologie d'évaluation des risques ont constitué les principaux problèmes entravant la capacité de la Banque à fournir un financement pour les PPP.

**Engagement proactif des pays** : des efforts continus doivent être entrepris pour rester au contact des PM et identifier sur l'année un pipeline de projets en attente de bonne qualité susceptibles d'être progressivement intégrés au programme de travail pour financement.

**Concentration du portefeuille** : lors de la priorisation des projets dans le cadre du PT, une attention particulière doit être apportée aux problèmes de retard et de viabilité de la dette de certains PM, ainsi qu'à la forte concentration du portefeuille de plusieurs PM.

**Intensification des efforts de mobilisation des ressources concessionnelles** : les PM attendent davantage de ressources concessionnelles pour faire face aux effets de la pandémie. Même si des efforts doivent être entrepris pour que les ressources concessionnelles disponibles servent aux besoins en développement des PMMA, la demande émanant de PM fortement endettés augmente également et doit être réévaluée dans le contexte plus global des modalités de financement à la disposition de la Banque.

**Évaluation de la charge de travail** : la BID s'est engagée dans un exercice adossé à une méthodologie et à une approche structurées afin de déterminer son bon dimensionnement. La Banque doit veiller à disposer d'un personnel efficient et efficace, ce qui doit aussi se refléter au niveau de la rationalisation des coûts. Même si différents efforts ont été entrepris pour améliorer les efficiences de coûts comme le présente la section suivante, les coûts de personnel restent le principal facteur de coût des charges administratives.

### Performance financière :

Le résultat net issu des ROC, 107 millions DI en 2021, a baissé de 8 % par rapport au résultat net de 116 millions DI 2020. Cette baisse de 8 % s'explique par plusieurs effets compensatoires de l'activité principale de la Banque, dont une contraction des taux de référence qui a impacté le potentiel de revenu issu de la trésorerie et des projets de la BID.

### Performance organisationnelle :

Le ratio des charges administratives rapportées à un million USD s'est amélioré de manière soutenue au cours des trois dernières années grâce à l'augmentation du nombre d'approbations et à la rationalisation des charges administratives.

Plus de 200 KPI sont redescendus de la Présidence aux unités opérationnelles. Ces KPI permettent de restituer une image fidèle des domaines critiques de la Banque et d'en faire un suivi et un reporting réguliers.

Tous ces KPI sont enregistrés à l'aide d'un outil en ligne (Objectifs, Résultats clés - OKR) et affectés aux Divisions pertinentes. Les actualisations sont réalisées dans l'outil OKR, ce qui permet à BPRD de les passer en revue, de les évaluer de manière indépendante et de les valider. Les résultats du score réel de ces KPI sont suivis dans un tableau de bord dynamique.



**Initiatives stratégiques :**

Plus de 250 initiatives stratégiques étaient planifiées pour l'année. Certaines des plus importantes sont recensées ci-dessous :

**i) Établissement de partenariats, de politiques sectorielles et thématiques :**

**Projet pilote de renforcement des efficacités urbaines grâce à un outil TRACE (Tool for Rapid Assessment of City Energy) ("Objectif 2 : lutter contre la pauvreté et accroître la résilience") :**



modernisation urbaine inclusive pour des établissements humains durables post-COVID dans la région arabe.

**Développement d'un SIG pour les réseaux de transport ("Objectif 2 : lutter contre la pauvreté et accroître la résilience")**



développement d'un SIG pour les réseaux et les installations de transport dans la région arabe. Cette initiative vise à formuler une vision stratégique pour le développement d'un système de transport multimodal renforçant la connectivité et l'intégration régionales entre les pays arabes ainsi qu'entre la région arabe et le reste du monde. Le SIG des transports servira d'outil opérationnel pour suivre la mise en œuvre des accords existants relatifs aux réseaux de transport et pour dresser le panorama complet de la performance réelle des réseaux et des installations. Cela permettra d'identifier les chaînons manquants dans les transports ainsi que les projets à développer au niveau régional pour renforcer l'intégration régionale.

**Réduction de la fracture numérique entre les pays riches et les PM de la BID ("Objectif 2 : lutter contre la pauvreté et accroître la résilience")**



collaboration entre l'initiative Global Infrastructure Hub, l'UIT et des agences de l'ONU sur la plateforme/les initiatives d'infrastructures TIC et efforts pour réduire la fracture numérique entre les pays riches et les pays membres de la BID (Table ronde des Gouverneurs à Tachkent).

**Renforcement de la capacité d'autonomisation des femmes et des jeunes ("Objectif 2 : lutter contre la pauvreté et accroître la résilience") :**



conformément aux priorités de moyen et long terme relatives au développement inclusif du capital humain et à la lutte contre la pauvreté, le programme vise à renforcer le développement des capacités des pays membres et des ressources de la BID.

**Généralisation de la coopération régionale et de l'intégration des marchés ("Objectif 3 : favoriser une croissance économique verte")**



en raison de la pandémie de COVID-19 et de ses répercussions économiques et sociales négatives, les disparités de développement se sont aggravées, tout comme les pressions exercées sur les pays donateurs et les organisations internationales pour renforcer la coopération et l'intégration régionales afin de répondre aux nouveaux enjeux de développement et promouvoir la reprise économique à l'ère post-COVID.

**Montée en puissance des programmes Tadamon existants au titre de la pratique société civile pour les partenariats et la mobilisation des ressources : ("Objectif 3 : favoriser une croissance économique verte") :**



le programme vise à faire monter en puissance les programmes existants comme le Programme d'élargissement du champ d'action des ONG en faveur de la réduction de la pauvreté et le programme Tadamon en :

- ▶ organisant deux événements du comité de pilotage des donateurs ;
- ▶ faisant le suivi de la mise en œuvre du programme en cours ;
- ▶ signant des accords de coopération avec les partenaires ; réalisant des ateliers avec les partenaires pour mobiliser les ressources ; et
- ▶ supervisant la mise en œuvre globale et la gestion de la plateforme Tadamon en ligne.

**Mise en œuvre du plan d'action climatique 2020-2025 ("Objectif 3 : favoriser une croissance économique verte") :**



le programme supervise la mise en œuvre du plan d'action de lutte contre le changement climatique, qui comprend le développement et le renforcement de partenariats exhaustifs, en intégrant plus largement la lutte contre le changement climatique aux opérations de la BID par :

- ▶ la participation à la COP27 qui doit se tenir en Égypte et donner lieu à au moins 15 événements en marge et au lancement des programmes essentiels ;
- ▶ l'organisation d'un nouvel événement phare lors de la réunion annuelle de la BID en Égypte sur le changement climatique ; et
- ▶ la facilitation et la participation par le biais de la Haute Direction de la Banque à des événements internationaux majeurs consacrés au changement climatique.

### Croissance verte et transition à l'économie verte ("Objectif 3 : favoriser une croissance économique verte")



Le programme contribuera à la mise en œuvre du troisième pilier du plan d'action climatique 2020-2025, qui correspond à l'une des priorités stratégiques clés de la Banque pour les prochaines années. L'ensemble des sous-programmes seront cofinancés avec une majorité de partenaires externes. Les principaux KPI devraient être les suivants :

- ▶ appui à la mise en œuvre des CDN dans une sélection de PM par le biais de l'assistance technique et d'un soutien consultatif ;
- ▶ développement et poursuite du dialogue avec les BDM sur la mise en place de stratégies bas carbone et résilientes au changement climatique et sur une transition juste ;
- ▶ appui à la mobilisation du secteur privé pour l'action climatique, notamment par le développement d'un financement climat islamique pour les PME.

### Opérationnalisation de l'alignement des opérations de la BID sur les objectifs de l'Accord de Paris en coordination avec les départements des autres parties prenantes ("Objectif 3 : favoriser une croissance économique verte") :



Le programme va mettre en œuvre des actions pour piloter et opérationnaliser l'alignement de la BID sur l'Accord de Paris en développant de nouveaux outils, en renforçant les outils et les processus existants, et en mettant en place des actions de développement des capacités clés pour réaliser cet objectif. Les principaux KPI au titre de ce programme sont les suivants :

- ▶ développement d'un outil de comptabilisation des GES pour les opérations de la Banque ;
- ▶ opérationnalisation et déploiement du système de gestion des risques climatiques physiques à l'échelle de la Banque avec l'appui de la IMDT et de RMD ;
- ▶ pilotage du processus de familiarisation de l'ensemble du personnel OTL des CR aux principes de l'alignement sur l'Accord de Paris et de la diffusion de documents et de supports d'orientation.

### Développement des écosystèmes nationaux pour la SSTRC ("Objectif 3 : favoriser une croissance économique verte") :



en 2022, le Département de la Coopération et de l'Intégration régionales (RCI) va accélérer le déploiement du programme de développement des capacités pour le renforcement des écosystèmes nationaux pour la coopération Sud-Sud et triangulaire (SSTRC) dans plusieurs pays membres. Tout en

renforçant les écosystèmes dans différents PM (Égypte, Tunisie, Maroc, Palestine, Indonésie, Malaisie, Sénégal, Nigéria, Comores, Guinée, Azerbaïdjan), le RCI va porter ses efforts sur : (a) la mise en œuvre du programme de développement des capacités pour le renforcement des écosystèmes nationaux pour la SSTRC ; (b) la mobilisation des ressources financières et techniques ; et (c) la défense du concept d'écosystème et la génération de nouvelles connaissances techniques.

### Activités de partenariat

- ▶ Le Président de la BID et la Vice-Secrétaire générale de l'ONU se sont entretenus sur une coopération dans le domaine de la finance sociale islamique.
- ▶ Le Président de la BID a participé à la rencontre des ministres du tourisme du G20.
- ▶ S.E. le Président a participé au Programme de coopération économique régionale pour l'Asie centrale (CAREC).
- ▶ Le Président de la BID s'est exprimé lors de l'atelier de dialogue des chefs d'État sur la transformation de l'agriculture en Afrique.
- ▶ La BID et l'UNITAR ont uni leurs forces pour renforcer les capacités et sauver des vies.
- ▶ Le Président de la BID a participé à l'atelier de dialogue sur la stratégie des pays organisé par le Forum économique mondial et consacré à l'Arabie Saoudite.
- ▶ La BID et l'UBT ont signé un protocole d'entente afin de promouvoir l'enseignement supérieur dans les PM.
- ▶ Le Président de la BID a participé au 14ème Forum financier asiatique réunissant plus de 160 leaders d'opinion.
- ▶ La chambre de commerce et d'industrie de Médine (MCCI) a organisé, en coopération avec le Groupe de la Banque islamique de développement (BID), l'International Islamic Trade Finance Corporation (ITFC) et le Centre du commerce international (ITC), le premier "Salon international en ligne pour les dates de Médine" au titre du programme AFTIAS (Aid for Trade Initiative for Arab States) supervisé par l'ITFC.
- ▶ Le Président de la BID a participé au panel de discussion "Skilling the Global Workforce" du FEM.
- ▶ Le Groupe de coordination arabe et l'OCDE ont uni leurs forces en vue de promouvoir les partenariats pour lutter contre les répercussions de la COVID-19 dans les PM.
- ▶ Le GMPFC a approuvé de nouvelles subventions pour un montant de 12 millions USD en faveur des enfants du Bangladesh, de la Jordanie et du Pakistan.
- ▶ La BID et l'UNESCO ont lancé un rapport sur le renforcement de l'écosystème STI national en Mozambique.
- ▶ Le forum "2021 Global Forum on Development Pathways for Conflict Prevention and Peacebuilding" a été organisé

par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et S.E. le Président y a participé.

- ▶ STI a organisé un webinaire sur le programme de propriété intellectuelle en vue d'appuyer l'écosystème STI dans les PM.

## ii) Maintien de la note AAA et gouvernance financière :

### 2022 - Redevances - Activités de sensibilisation des centres régionaux ("Objectif 2 : lutter contre la pauvreté et accroître la résilience") :



des ateliers destinés aux organismes payeurs des PM et au personnel régional de la BID et portant sur la nouvelle méthodologie de tarification de la Banque vont être organisés dans trois centres régionaux. Le public visé inclura les organismes payeurs des PM et le personnel régional de la BID.

### 2022 - Décaissements - Publication et diffusion du manuel 2021 sur les décaissements de la BID ("Objectif 2 : lutter contre la pauvreté et accroître la résilience") :



conception et publication de la deuxième édition du manuel sur les décaissements intégrant les modifications apportées aux directives ainsi que les formulaires et modèles y afférents.

### Gestion et développement du partenariat avec les institutions financières : ("Objectif 3 : favoriser une croissance économique verte") :



un des volets du mandat du Département de la Trésorerie est de gérer la relation avec les correspondants bancaires de la BID et de canaliser de manière fluide et active les paiements entrants et sortants. De ce fait, le Département de la Trésorerie peut être amené à réaliser des visites auprès des correspondants bancaires actuels ou nouveaux afin de discuter des exigences afférentes aux ouvertures de nouveaux comptes, qui se déroulent normalement en coordination avec l'équipe Conformité de la BID, car le processus d'ouverture de compte bancaire est de plus en plus délicat en raison de la multiplication des restrictions de conformité adoptées par l'ensemble des banques dans leur processus KYC.

### Construction de capacités pour la mobilisation de nouvelles ressources au bilan : ("Objectif 3 : favoriser une croissance économique verte") :



: l'objectif de ce programme est d'explorer et de développer de nouveaux instruments pour mobiliser les ressources du marché aux fins des ROC de la BID (court et moyen terme).

### Diversification des investisseurs soukook de la BID ("Objectif 3 : favoriser une croissance économique verte") :



l'objectif de ce programme est d'élargir la base d'investisseurs pour les soukook de la BID en diversifiant et en approfondissant l'engagement avec de nouveaux investisseurs de différentes régions, tout en maintenant les relations avec les investisseurs existants.

### Projet GRE ("Objectif 2 : lutter contre la pauvreté et accroître la résilience") :



le projet de gestion des risques d'entreprise (GRE) est l'un des principaux projets sous-jacents et englobe les outils de reporting ALM (gestion actif-passif), la tarification des transferts de fonds (FTP) et l'analyse des liquidités, la capacité à générer des projections financières, le calcul des grilles de test de résistance, la modélisation des décaissements des projets, etc.



### iii) Gouvernance, conformité, contrôle, performance :

#### Gestion des litiges et des risques juridiques ("Objectif 2 : lutter contre la pauvreté et accroître la résilience") :



services de conseil pour les questions/problèmes urgents et imprévus affectant la Banque portant notamment sur le risque d'opinion, les politiques, le cadre, les directives, le manuel, les investissements, les désinvestissements, les soukous, la stratégie de marque, la mobilisation des ressources, etc.

#### Programme SEED (Solutions Engineering and Entrepreneurial Design) ("Objectif 2 : lutter contre la pauvreté et accroître la résilience") :



le programme SEED vise à développer des approches, des outils, des manuels, des solutions IT/fintech en collaboration avec des partenaires afin de renforcer la qualité et l'efficacité de la conception et de la mise en œuvre des opérations d'autonomisation économique (fonds, institutions et

programmes) dans les PM. Le programme SEED donnera lieu au développement d'un écosystème qui permettra aux institutions financières de mettre en pratique les bonnes pratiques en matière d'autonomisation économique et aussi de les questionner. Ces solutions serviront de standards sectoriels et renforceront la confiance des donateurs dans le secteur, tout en jouant un rôle majeur dans la mobilisation des ressources.

#### Soutien de la croissance du secteur halal ("Objectif 3 : favoriser une croissance économique verte") :



en apportant à deux PM un soutien au développement d'un écosystème exhaustif afin de créer un environnement de marché favorable et de promouvoir l'investissement et le commerce entre ces derniers.

### iv) Développement du capital humain, systèmes informatiques :

#### Mise en œuvre de la protection des informations dans le nuage ("Objectif 2 : lutter contre la pauvreté et accroître la résilience") :



engager un partenaire spécialisé dans les services dans le nuage afin de concevoir et de mettre en œuvre une solution de protection des informations pour les données Office 365 dans le nuage. Cette solution est nécessaire pour répondre à une observation d'un audit interne portant sur la gouvernance dans le nuage – cela est lié à la disponibilité du schéma de classification.

#### Developing of ASD strategy ("Objectif 3 : favoriser une croissance économique verte") :



dans la mesure où il n'a pas été concerné par la dernière réforme et où une nouvelle structure a été mise en place dans le cadre des efforts internes actuels, ASD souhaiterait faire appel à l'un des Big Four pour auditer sa structure, ses ressources, ses fonctions, ses services et son système.

#### Appui à la décentralisation ("Objectif 2 : lutter contre la pauvreté et accroître la résilience") :



pour que le modèle de décentralisation soit efficace, il faut mettre en place des ressources humaines, une infrastructure informatique, un environnement de travail efficient et convivial, et des programmes de bien-être du personnel adaptés. Depuis le début du voyage de transformation, tous les départements et unités de l'Administration centrale ont apporté un soutien intégral au niveau du leadership et technique.





# Chapitre 5

## Conclusion

**Le Groupe de la BID collabore étroitement avec les pays membres en vue de résoudre les problèmes engendrés par la pandémie de COVID-19, de retrouver le chemin de la croissance et d'accroître la résilience face aux futurs bouleversements.**

---

Alors que l'économie mondiale se relève graduellement du repli sans précédent dû à la pandémie de COVID-19, il est impératif que la Banque reste concentrée et identifie des priorités pour relancer l'économie de ses pays membres qui présentent tous des besoins de développement spécifiques.

Même si 2021 a vu la reprise s'installer dans les PM, avec une croissance du PIB qui devrait s'accélérer jusqu'en 2023, elle va nécessiter plus de temps dans les PM à plus faible revenu dont l'économie est moins diversifiée ainsi que dans les économies fragiles.

Jusqu'en 2025, la BID va se concentrer sur trois objectifs stratégiques primordiaux interconnectés : (i) stimuler la relance ; (ii) lutter contre la pauvreté et accroître la résilience ; et (iii) favoriser une croissance économique verte.

En dépit des avancées majeures pour se rapprocher des objectifs des ODD, les pays membres de la BID ont encore beaucoup à faire pour les réaliser d'ici 2030. En 2021, le score total de l'indice ODD des pays membres s'élève à 61, ce qui signifie que la BID en tant que groupe est à un peu plus de 60 % de la réalisation des 17 ODD.

La BID souhaite se concentrer sur les infrastructures et le développement humain durable dans les années à venir, des domaines dûment intégrés à sa Stratégie 2023-2025. Tandis que la Banque souhaite avancer dans la mise en œuvre du repositionnement de cette stratégie remaniée, le Rapport annuel sur l'efficacité du développement (RAED) permet de suivre et de rendre compte de l'efficacité du développement d'après les interventions, la performance et les résultats de la Banque sur le terrain, ainsi que de connaître sa position sur la scène internationale du développement.









8111 King Khaled St, Al Nuzlah Yamania, Unité 1  
DJeddah 22332-2444, Royaume d'Arabie Saoudite  
T: (+966-12) 636 1400 F: (+966-12) 636 6871  
E: idbarchives@isdb.org W: www.isdb.org

Scannez le code QR  
pour la version PDF  
et la traduction en  
arabe et en français

